Le Monde

Télévision Radio Multimédia
Tous les programmes

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE – Nº 16013 – 7 F — DIMANCHE 21 - LUNDI 22 JUILLET 1996 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Les Occidentaux accueillent avec prudence le retrait de M. Karadzic

L'ANNONCE du retrait de la vie publique de Radovan Karadzic permet l'ouverture de la campagne pour les élections générales en Bosnie, prévues le 14 septembre. La mise à l'écart du chef des Serbes de Bosnie, qui s'est démis de ses mandats officiels, a été accueillie avec une satisfaction prudente par la communauté internationale. Les autorités de Sarajevo craignent que Radovan Karadzic continue à exercer son pouvoir, par l'intermédiaire de ses successeurs, très proches de lui. La victoire des nationalistes lors du scrutin de septembre est probable. *La promesse,* contenue dans l'accord de paix de Dayton, d'une « réunification » de la Bosnie-Herzégovine paraît de plus en plus illusoire.

Lire page 2 et notre éditorial page 9

A Atlanta, le plus grand rendez-vous sportif de tous les temps réunit 197 pays

L'efficacité de la lutte antidopage reste contestée, malgré les efforts du CIO

BILL CLINTON a déclaré ouverts les Jeux olympiques d'Atlanta, samedi 20 juillet. Il s'agit du plus grand rassemblement sportif de tous les temps, puisque 197 nations, plus qu'à l'ONU, y sont représentées. 10 700 athlètes participent à *ces Jeux du centenaire.*

Deux moments d'émotion ont marqué cette cérémonie d'ouverture. Le boxeur Muhammad Ali, médaille d'or de la catégorie mi-lourds en 1960, atteint de la maladie de Parkinson, a embrasé la vasque olympique après que la *flamme eut parcouru* 24 000 kilomètres à travers les Etats-Unis. Puis on a entendu la voix du pasteur Martin Luther King, chef de file de la lutte pour l'intégration des Noirs, assassiné, dans son célèbre discours *« J'ai fait un rêve... ».*

Dans le stade, les spectateurs, en large majorité blancs, ont applaudi la délégation de Bosnie, ignoré le Rwanda et négligé Cuba. Les Français ont défilé un peu dans le désordre avec, à leur tête, huit directeurs techniques soucieux de défendre leur budget attaqué par le ministère des finances.

C'EST BEAU, CET HOMMAGE AUX GRECS !

PLANTU

Les Jeux d'Atlanta

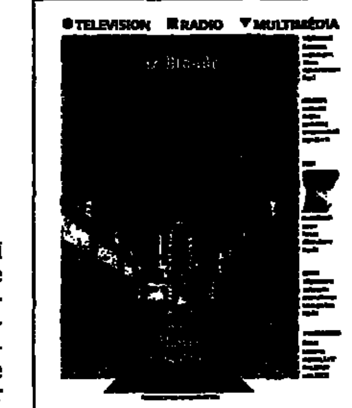
Les reportages de nos envoyés spéciaux Pages 11 à 13

■ L'ancien champion du monde des poids mi-lourds Muhammad Ali a allumé la flamme olympique

■ Pour défendre leur budget, les directeurs techniques des fédérations ont défilé au premier rang de la délégation française

■ La détection du dopage reste imparfaite

■ Huit finales de natation constituent le plus fort rendez-vous des deux premiers jours de compétition



Balade dans les musées imaginaires

DEUX ENQUÊTES, dans notre cahier Télévision-Radio-Multimédia. Des chercheurs construisent, en images virtuelles, des musées imaginaires qui promènent le visiteur dans des cavernes préhistoriques, des cités rêvées, des basiliques disparues. Au Mexique, le premier producteur mondial de feuilletons populaires, Televisa, exerce un quasi-monopole sur les écrans du pays.

Ce cahier comprend, comme chaque semaine, vingt pages de programmes, quatorze pour la télévision, six pour la radio ; tous les films et les notes de Jacques Siclier. Et, cette semaine, les programmes des Jeux d'Atlanta, jour par jour, discipline par discipline.

Les murmures de la Grande Muette contre le Parlement

DES CRITIQUES s'expriment, au sein de l'institution militaire, sur l'incompétence ou l'inconséquence supposée des élus, alors que la programmation militaire 1997-2002 a été adoptée par un Parlement atone et la réorganisation des armées lancée avant même une information de pure forme des commissions spécialisées de l'Assemblée nationale et du Sénat. Cette contestation a lieu à visage découvert. La Grande Muette ne l'est plus tout à fait.

Patron de la force aérienne de combat (FAC), le général de corps aérien Pierre Péron oppose, dans le dernier bulletin d'information de son commandement, les armées qui *ont plutôt besoin d'actes, « traduction,* écrit-il, *des missions que la nation leur assigne »*, et la vie parlementaire *« et donc démocratique »*, qui est faite de *« joutes oratoires homériques »*, avec *« des grands mots et des petites phrases ».*

Il considère que les élus sont plus attachés à se livrer à des *« jeux intellectuels brillants »* qu'à contrôler l'exécution des lois. Evoquant, par opposition, le silence des armées, le chef de la FAC, qui a appartenu à des cabinets militaires au ministère de la défense avant d'accéder aux étoiles, tempête. *« Cette muette regrette parfois de n'être pas aussi un peu sourde à des discours qui attestent,* dit-il, *de l'ignorance quasi générale de ce qu'elle fait pour le pays. »*

De son côté, le général d'armée Daniel Valéry, qui a commandé la région militaire Ile-de-France avant d'animer le groupe de liaison G 2S, s'inquiète que les problèmes de défense ne soient pas la *« préoccupation immédiate »* de la population, qui en a abandonné l'étude *« à un cercle restreint de spécialistes ».* Le G 2S, qui siège à l'Ecole militaire à Paris, est né il y a deux ans et réunit notamment une cohorte d'officiers généraux et supérieurs du cadre de réserve. *« Vital et complexe,* écrit-il dans sa dernière lettre d'information, *le domaine de la défense est mal connu de nos concitoyens et aussi de la représentation parlementaire »*, coupables *« d'a priori, de jugements non fondés, de contre-vérités ».*

Ces deux prises de position expriment un agacement contre le fait que, le ministère des finances et de l'économie ayant toujours le dernier mot sur le Parlement, les budgets votés ne sont jamais, de gels en annulations de *crédits, les budgets appliqués.* Le général Péron observe que le budget d'équipement voté en 1995 était de 102 milliards de francs et que le budget *« consommé »* réellement a été de 75 milliards. *« Comme aurait dit ma grand-mère,* écrit-il, *cela fait tout de même 2 700 milliards de centimes d'écart. »*

Le groupe G 2S ne se démarque pas de ce raisonnement du patron de la FAC. *« Le niveau insuffisant des ressources budgétaires de 1996,* constate-t-il, *ne peut qu'entraîner une aggravation de cette situation. Si rien n'est fait à l'automne, la défense pourrait finir l'année 1996 avec un passif de 15 à 20 milliards de francs, ce qui constituerait un handicap majeur pour entamer l'exécution de la nouvelle loi de programmation militaire. »*

Le chef de l'Etat, chef des armées, a peut-être eu vent de cette bouffée d'antiparlementarisme. Jacques Chirac a en tout cas martelé qu'il se portait *« personnellement »* garant du respect par le gouvernement des engagements financiers à long terme sur la défense.

Jacques Isnard

■ Michel Mouillot accuse le PR

Le maire (PR) de Cannes, incarcéré, affirme que le pot-de-vin de 3 millions de francs exigé du Carlton-Club était destiné au Parti républicain. p. 6

■ Boeing : la thèse de l'attentat

Les enquêteurs excluent de moins en moins la thèse d'un attentat contre le Boeing de la TWA. p. 3

■ La France et l'OTAN

La France revendique l'un des trois grands commandements de l'OTAN, celui installé à Naples. p. 3

■ La semaine politique

Le 14 juillet, le président a parlé. Ce fut la semaine des lieux communs. p. 5

■ Gens de mer

Photographe nommé peintre de la marine, Philip Plisson entend tout montrer de la mer, y compris le vent. Septième et dernier volet de la série « Gens de mer », d'Annick Cojean. p. 8

■ « Vache folle »

En Grande-Bretagne, la maladie de la « vache folle » atteint 750 bovins chaque mois. p. 22

■ Total et le travail forcé

Le pétrolier rejette les accusations sur le travail forcé en Birmanie. Un entretien avec Daniel Valot, l'un des dirigeants de la société. p. 14

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



L'Europe face à la mondialisation

CERTAINS MOTS ont un étrange destin. A peine surgis de la galaxie du langage, ils diffusent un éclat exorbitant pour le meilleur et pour le pire. Comme gonflés d'un trop plein de sens, ils semblent résumer à eux seuls – et souvent à leurs dépens – les *grandes métamorphoses* économiques ou techniciennes. Ils incarnent des ruptures, suscitent certains espoirs, cristallisent les colères et les inquiétudes. Ainsi en est-il du mot « mondialisation », résolument passé dans le vocabulaire profane depuis le mouvement social de décembre 1995 en France, un événement souvent présenté comme la première révolte populaire contre la « globalisation » planétaire de l'économie marchande triomphante.

Il est donc logique que, pour couronner une semaine de débats consacrés au Vieux Continent – et en élargissant le cadre de leurs réflexions, – les participants des XIes Rencontres de Pétrarque, organisées à Montpellier par France Culture et *Le Monde*, aient tenté de répondre, vendredi 19 juillet, à la *question suivante* : « L'Europe résistera-t-elle à la mondialisation ? » Une question qui en recouvre d'autres, posées par le philosophe Alain Finkielkraut : comment surmonter l'angoisse éprouvée face à un monde qui semble désormais impossible à maîtriser ? Faut-il renoncer au rêve d'un avenir meilleur que se transmettaient jusqu'ici les générations ? La remise en cause des acquis sociaux chers au modèle européen est-elle fatale ?

Le député européen Jean-Louis Bourlanges (UDF) met en garde contre les tentations simplistes. *« Evitons,* dit-il, *de rechercher un bouc émissaire. La mondialisation n'est pas un projet diabolique conçu par un chef d'orchestre clandestin, mais un ensemble de transformations lourdes – techniques, économiques, sociales – qui s'imposent globalement à nous. Refusons le mensonge du manichéisme ! »*

Il n'empêche : la mondialisation, qui reflète *« la substitution des réseaux aux territoires »*, lance *« une question tragique aux hommes politiques, car elle met en relief la contradiction fondamentale entre leurs diagnostics et leurs possibilités d'action terriblement limitées ».* D'où une crise politique qui est d'abord celle du *« pouvoir de faire ».*

Jean-Pierre Langellier

Lire la suite page 9

« Cabaret » de nuit



OLIVIER PY

AUTEUR et metteur en scène de huit spectacles depuis 1988, Olivier Py, âgé de trente ans, avait créé l'an dernier l'un des événements du Festival d'Avignon avec *La Servante*, une « comédie humaine » dont la représentation durait vingt-quatre heures. C'est à ce moment qu'est née l'idée du *Cabaret*, présenté cette année à l'initiative de Sik Sik, bureau de théâtre.

Sur la scène du gymnase Saint-Joseph où se donnait *La Servante*, un bar était ouvert 24 heures sur 24 ; les artistes du spectacle et leurs amis aimaient à s'y produire dans des formes inhabituelles, improvisant une sorte de cabaret. Pour le Festival 1996, *Le Cabaret* est devenu « officiel », quatorze nuits durant. Il s'ouvre à 23 heures par des propositions gastronomiques et œnologiques avant que ne commence le spectacle, à minuit. Le premier, animé par Achille Tonic, s'achève le 21 juillet. Il sera suivi du groupe Beau Geste. Puis Olivier Py, devenu auteur-compositeur, livrera, du 27 au 31 juillet, une création musicale : *Miss Knife et sa baraque chantante.*

Lire page 18

BOSNIE L'annonce du retrait de la vie publique de Radovan Karadzic, a été quasi unanimement qualifié de *« pas en avant »* dans le processus de paix en Bosnie. Mais si le chef des Serbes de Bosnie apparaît sur le déclin, après l'accord obtenu par l'émissaire américain, Richard Holbrooke, ses successeurs désignés, Biljana Plavsic et Alex Buha, sont des cadres sans envergure du régime de Pale qui ont toujours fait partie du cercle intime de Radovan Karadzic. ● LA CAMPAGNE électorale pour le scrutin du 14 septembre s'est ouverte officiellement vendredi 19 juillet. Ce scrutin, pivot du processus de paix signé à Dayton, devrait conduire à une victoire des nationalistes de tous bords et risque d'enterrer la promesse d'une « réunification » de la Bosnie-Herzégovine. *(Lire aussi notre éditorial page 9.)*

Le retrait de M. Karadzic marque l'ouverture de la campagne électorale

L'accord obtenu par l'émissaire américain, Richard Holbrooke, qui a abouti au départ du dirigeant serbe, a été accueilli avec une satisfaction prudente par la communauté internationale

SARAJEVO
de notre correspondant

Radovan Karadzic a-t-il dit son dernier mot en signant le texte rédigé par Richard Holbrooke ? Certainement pas, si l'on en croit le communiqué de son agence de presse, SRNA, affirmant qu'il *« n'a pas quitté son poste de président du Parti démocratique serbe (SDS), mais a simplement gelé ses fonctions »*.

Le 30 juin, lorsque le haut représentant international Carl Bildt avait obtenu une démission de la présidence de la « République serbe » (RS), un communiqué semblable avait aussitôt précisé que Radovan Karadzic *« restait président en titre »*. Aleksa Buha a été nommé *« président par intérim »* du SDS, selon SRNA, de même que Biljana Plavsic avait été désignée *« présidente par intérim »* de la « République serbe », M. Karadzic continuant d'assurer la fonction de président de ces institutions.

DIRIGEANT SUR LE DÉCLIN

Le dirigeant ultranationaliste n'en est pas moins sur le déclin. La signature de l'accord de Dayton, en décembre 1995, a mis un terme à son rêve d'indépendance et a clôturé deux années de batailles politiques avec la Serbie de Slobodan Milosevic. Belgrade a imposé la paix à Pale, et continue de veiller à ce que Dayton soit respecté, quand les Occidentaux haussent le ton. Radovan Karadzic avait survécu aux six premiers mois de la paix, tant que les artisans du traité étaient préoccupés par son application militaire. Mais, à partir du mois de mai, à l'approche des élections générales du 14 septembre prochain, des voix se sont élevées pour rappeler que Radovan Karadzic aurait dû quitter ses fonctions depuis longtemps.

Carl Bildt déclencha une offensive diplomatique afin d'écarter le « président » serbe bosniaque. En six semaines, il a obtenu une fausse victoire (la démission de la présidence de la « république ») et une vraie victoire (Karadzic renonçant à être candidat aux prochaines élections). M. Bildt a alors estimé avoir rempli son rôle, mais Washington insista pour que Radovan Karadzic quitte également la tête du SDS. Le chef de la mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine, Robert Frowick, menaçait d'exclure le SDS de la liste des candidats si M. Karadzic ne partait pas. Les Etats-Unis ont finalement envoyé Richard Holbrooke afin de négocier cet accord, qui prévoit que Radovan Karadzic *« se retire immédiatement et définitivement de toute activité politique »*.



Le choix de Mme Plavsic et de M. Buha pour lui succéder pose cependant un problème, alors qu'ils sont, de notoriété publique, des cadres sans envergure du régime serbe. A Pale, Radovan Karadzic a toujours gouverné main dans la main avec Momcilo Krajisnik, le président du « Parlement » de la RS, qui est d'ailleurs le candidat serbe à la future présidence collégiale de Bosnie. Il est donc à craindre que les décisions continueront de se prendre lors de ces réunions qu'affectionnent MM. Karadzic et Krajisnik, tard le soir, après des dîners arrosés.

ACCORD CAPITAL

Mme Plavsic et M. Buha, qui ont toujours fait partie du cercle des intimes du dirigeant de Pale, ne devraient pas avoir la possibilité de s'affirmer en tant que nouveaux chefs de la République serbe et du SDS. Ils partagent d'ailleurs les opinions de Radovan Karadzic et militent ardemment pour la séparation ethnique des communautés bosniaques.

Sur le papier, l'accord arraché par Richard Holbrooke est capital. Mais, à Pale, les papiers ne changent pas nécessairement l'ordre établi. La clause la plus importante, si elle est respectée, pourrait être l'engagement de M. Karadzic de ne plus apparaître en public, à la radio et à la télévision. Les Occidentaux pourront ainsi prétendre que les élections du 14 septembre ne se déroulent pas sous le contrôle des « criminels de guerre ».

Ils oublieront de mentionner que les listes des candidats du SDS ont été bouclées par Radovan Karadzic lui-même, début juillet. Et ils auront évité d'avoir eu à arrêter le leader serbe, que le Tribunal de La Haye réclame sans relâche.

Richard Holbrooke a gardé le silence sur un autre point : la démission du général Ratko Mladic, lui aussi inculpé pour *« crimes contre l'humanité »*, de son poste de commandant de l'armée serbe bosniaque. Les officiers de Ratko Mladic participent pourtant à la « vie politique » de la République serbe, aux côtés du SDS. Les Occidentaux, satisfaits de lancer la campagne électorale, ne réclament plus le départ du chef de guerre, malgré la violation flagrante de l'accord de Dayton.

Rémy Ourdan

La « réunification » de la Bosnie risque de n'être qu'une promesse vite enterrée

SARAJEVO
de notre correspondant

La campagne électorale s'est ouverte en Bosnie-Herzégovine, vendredi 19 juillet, dans les pires conditions que pouvaient imaginer les artisans du processus de paix et les Bosniaques épris de multiethnisme. Et le retrait annoncé de Radovan Karadzic de la vie politique ne devrait pas modifier ce constat. Les élections générales, prévues le 14 septembre, seront le pivot du processus de paix. Il y aura l'avant-élections et l'après-élections, même si le scrutin ne devrait pas modifier fondamentalement le paysage politique. En fait, la Bosnie retiendra l'OTAN et l'après-OTAN, car seule la force militaire peut contraindre les ultranationalistes à avancer sur le chemin de la paix. Il semble que le pays soit prématurément entré dans l'époque de l'après-OTAN.


ANALYSE

La force multinationale (IFOR) est arrivée en ex-Yougoslavie avec deux objectifs majeurs : superviser le cessez-le-feu, puis aider à l'établissement d'un environnement digne d'un scrutin *« libre et démocratique »*. La première mission fut un succès indiscutable. La seconde mission, entamée aux premiers jours du printemps, est en revanche un échec cuisant. Les états-majors militaires et les capitales occidentales – Washington, Paris et Londres – en sont conjointement responsables, et il semble aujourd'hui que la *« réunification »* de la Bosnie-Herzégovine ne pourrait être qu'une promesse – une fois de plus – vite enterrée.

Le scrutin municipal de Mostar vient d'en offrir la plus triste illustration. Certes, le premier test électoral de l'après-guerre se déroulait dans une ville particulièrement coriace, divisée entre deux communautés (croate et musulmane), d'où la troisième (serbe) est désormais absente. Profitant du cessez-le-feu conclu il y a deux ans par les Américains, l'Union européenne était déterminée à réussir les élections coûte que coûte. L'objectif était la *« réunification »* de la cité herzégovinienne. Le résultat est un véritable échec, pour Mostar elle-même, mais aussi pour la diplomatie occidentale, qui s'évertue à présenter son bilan comme un *« succès »*.

Mostar demeure autant divisée qu'avant les élections, sauf que les nationalistes peuvent dorénavant se parer d'une légitimité « démocratique ». De plus, les Croates contestent un résultat qui leur est défavorable, et appellent à l'organisation d'un nouveau scrutin à l'automne. Echec total, donc, surtout pour les Mostariens, qui ne comprennent rien à ces jeux politiques.

> Le véritable résultat sera la victoire du séparatisme ethnique. Cette stabilité en trompe-l'œil ouvrira la voie à un retrait progressif de l'IFOR

Si les partis nationalistes sont coupables de la guerre en ex-Yougoslavie et responsables de la sinistre paix qui s'offre au pays, il ne faut pas négliger l'influence occidentale, déterminante. Par leur prudence ou leur silence, les Occidentaux admettent la création d'une Bosnie musulmane sur un tiers du territoire, enclavé entre une « Grande Serbie » et une « Grande Croatie », alors que le pays était franchement réfractaire à l'idée du séparatisme ethnique. La Bosnie-Herzégovine, dont la population mixte et plutôt tolérante n'avait rien demandé à personne, sera victime de la faiblesse d'Occidentaux si forts dès qu'il s'agit de donner des leçons de démocratie, mais si timorés dès qu'il s'agit de les promouvoir dans les Balkans.

L'opposition démocratique bosniaque porte également sa part de responsabilités, comme l'a montré le scrutin mostarien. Le principal opposant, l'ancien premier ministre Haris Silajdzic, a accepté une coalition qui sert d'abord les intérêts nationalistes. Dix jours après avoir été victime d'une agression de partisans du SDA (Parti d'action démocratique) à Bihac, M. Silajdzic se bat aux côtés du SDA à Mostar, alors qu'il ne fait guère de doute que le SDA et le HDZ (Union démocratique croate) s'entendent en secret pour la division de Mostar. Haris Silajdzic et des partis pluriethniques parviennent à soutenir sans gêne un SDA qui, derrière un combat de façade pour le peuple bosniaque, ne jure que par la défense du *« peuple musulman »*...

Les seuls opposants à avoir conservé une ligne claire sont les sociaux-démocrates. Leurs leaders, notamment Zlatko Lagumdzija et Selim Beslagic, ne manquent pas de courage. Ces héritiers des communistes s'emploient à favoriser l'émergence d'une Bosnie démocratique, construite autour de certains principes, tels l'intangibilité des frontières, la vie commune, la liberté d'expression et des médias, une économie libérale. Mais les partis d'opposition sont souvent découragés par l'absence de soutien occidental, ou leurs leaders finissent par céder aux sirènes du pouvoir (ministère, présidence d'une entreprise, poste d'ambassadeur).

Côté serbe et croate, le constat est encore plus dramatique : la seule opposition tolérée par les chefs de guerre est celle qui défend des thèses identiques de haine entre les communautés. Les démocrates sont systématiquement exclus de la vie publique et pourchassés. Les maîtres de Pale (les séparatistes serbes) et de Mostar-Ouest (les séparatistes croates) n'envisagent pas de cautionner un processus électoral qui mettrait en danger à la fois leur position personnelle et leur vision de l'avenir.

Le cas de Srebrenica est exemplaire. Dans cette ville où 8 000 Musulmans furent ensevelis dans des charniers, vivent des Serbes réfugiés d'autres régions, amenés là par la police de Karadzic. Ces Serbes n'ont aucune envie d'y vivre, alors que les survivants musulmans ont très envie d'y retourner. Dayton et les élections générales auraient dû favoriser le retour des réfugiés. Au lieu de cela, Srebrenica vient de célébrer, sans l'ombre d'un remords, la *« libération »* de la région, sur ordre de Pale et de Ratko Mladic. Ce que le Tribunal de La Haye a qualifié de plus grand carnage depuis la seconde guerre mondiale est devenu un jour de fête. Et, évidemment, les Musulmans expulsés de la ville, réfugiés à Tuzla, désespérés, ne sont plus guère de farouches défenseurs de la tolérance.

La France a formulé, au mois de juin, une proposition pertinente : que les élections de septembre ne délivrent pas de mandats de plus de deux ans. Cette disposition permettrait de tenir ce scrutin nécessaire à l'équilibre de Dayton, sans offrir aux nationalistes une légitimité éternelle. Elle permettrait également de motiver l'opposition, en ouvrant une campagne électorale qui ne s'arrêterait guère au cours des deux prochaines années.

Malheureusement, la proposition paraît être surtout destinée à excuser l'immobilisme face à l'influence des « criminels de guerre ». Elle offre un prétexte pour ne pas arrêter Karadzic, Mladic et les autres d'ici au 14 septembre, puisqu'elle permet aux diplomates d'assurer que le peuple bosniaque aurait bientôt une chance de rattraper le temps perdu.

Les ultranationalistes se satisfont donc pleinement du scrutin de septembre, quelle que soit la durée des mandats. Comme à Mostar, ils n'interféreront pas dans un processus électoral qui sert leurs intérêts. Eventuellement, ils contesteront un résultat qu'ils estimeront pouvoir améliorer. Comme à Mostar, il n'y aura pas d'incidents majeurs. Les polices nationalistes y veilleront, et les Occidentaux pourront clamer leur satisfaction. Enfin, comme à Mostar, le véritable résultat sera la victoire du séparatisme ethnique. Cette stabilité en trompe-l'œil ouvrira tranquillement la voie à un retrait progressif de l'IFOR, une force multinationale qui paraît de toute façon ignorer les enjeux politiques actuels.

Le risque de guerre ne sera jamais complètement écarté tant que les communautés bosniaques seront empêchées de communiquer. Or, l'intransigeance des nationalistes et la faiblesse des Occidentaux ont fait échouer tous les projets réunificateurs. Non seulement il est toujours impossible de traverser l'ancienne ligne de front sans risquer la mort, mais les lignes de téléphone n'ont même pas pu être rétablies. La télévision serbe poursuit ses programmes haineux et morbides. Le pays a trois armées, trois polices, trois drapeaux, trois passeports, trois monnaies, et même trois langues officielles (l'ex-serbo-croate est devenu le serbe, le croate et le bosniaque).

L'accord de paix de Dayton est assurément en difficulté et les élections générales, qui ne seront ni libres ni démocratiques, renforceront, comme à Mostar, la mainmise des extrémistes sur la Bosnie-Herzégovine.

Seul le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye poursuit son précieux travail, sans toutefois s'attaquer aux pouvoirs de Serbie et de Croatie, partenaires de l'Occident. De toute façon, tant que nul n'amènera les « criminels de guerre » dans le box des accusés, la Bosnie-Herzégovine avancera sur le chemin de la division. Le malheur est que les Bosniaques, qu'ils soient musulmans, serbes ou croates, prisonniers des partis nationalistes et des souffrances de la guerre, n'auront pas eu l'occasion de véritablement choisir.

R. O.

Scepticisme autour du départ du dirigeant de Pale

Le retrait politique de Radovan Karadzic a été salué comme *« une bonne nouvelle »* par le président bosniaque, Alija Izetbegovic, qui a toutefois précisé que *« le véritable obstacle sera éliminé seulement lorsque l'inculpé sera transféré à La Haye »*, le siège du Tribunal pénal international. Le premier ministre, Hasan Muratovic, s'est pour sa part déclaré sceptique en estimant que le chef des Serbes de Bosnie *« exercera une influence tant qu'il sera là »*.

La communauté internationale a affiché sa satisfaction. A Paris, le ministère des affaires étrangères a souligné que l'accord est *« de nature à favoriser le bon déroulement du processus électoral en Bosnie-Herzégovine »*. Londres, par la voix du secrétaire au Foreign Office, Malcom Rifkind, s'est dit *« très satisfait »*, et, à Bonn, le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a parlé de *« pas important pour la stabilisation du processus de paix »* dans la région. La Russie, traditionnellement proche des Serbes, s'est bornée, dans un communiqué officiel, à remarquer que l'accord obtenu *« remplit les conditions »* de l'accord de Dayton.

Le « pompier » de Washington

PORTRAIT

Maître d'œuvre des accords de Dayton, Richard Holbrooke avait quitté ses fonctions de secrétaire d'Etat pour les affaires européennes, au mois de février 1996, date à laquelle il avait rejoint une banque américaine.

Moins de six mois plus tard, il a repris le collier pour une ponctuelle mission de « conseiller », avec pour objectif principal d'obtenir la mise à l'écart de Radovan Karadzic de toutes ses fonctions publiques. Une tâche rondement menée, avec un succès – aussi fragile qu'il puisse être – obtenu en trois jours et deux navettes entre les trois capitales de l'ex-Yougoslavie. Après un ultime entretien marathon de dix heures avec le président serbe Slobodan Milosevic, Richard Holbrooke a *« arraché »* un accord signé par le chef des Serbes de Bosnie.

Souvent critiqué pour son arrogance et sa brutalité, Richard Holbrooke n'a pas toujours été très apprécié, en particulier par les Européens qu'il ne ménage guère dans ses propos. Au mois de mai, il avait ainsi écrit une lettre au haut représentant Carl Bildt dans laquelle il estimait que *« le volet militaire* [des accords de Dayton] *fonctionne parce que les Américains maîtrisent l'opération »*, mais que *« ce qui est civil ne marche pas parce que ce sont les Européens qui s'en occupent »*. Ce commentaire avait été révélé par le ministre italien des affaires étrangères, Susanna Agnelli. Elle soulignait qu'il manquait *« de générosité et de justice »*.

Il n'empêche que celui qui est souvent surnommé *« le Kissinger des Balkans »* apparaît de plus en plus comme le « pompier » de Washington, l'homme auquel l'on fait appel quand les perspectives de blocage apparaissent insolubles. Au travers de ses interventions, c'est bien évidemment le poids des Etats-Unis dans la région qui transparaît. Alors que le haut représentant européen avait multiplié pendant plusieurs mois les mises en garde et les menaces à l'égard de Radovan Karadzic, Carl Bildt n'avait obtenu qu'un retrait fictif du chef des Serbes de Bosnie, à la fin du mois de juin. C'est donc aussi et avant tout en raison de cette relative paralysie européenne que Richard Holbrooke peut apparaître aujourd'hui comme le « sauveur » incontournable du plan de paix de Dayton.

Denis Hautin-Guiraut

L'enquête sur l'explosion du Boeing de la TWA s'oriente vers l'hypothèse d'un attentat criminel

Aucun élément déterminant ne permet d'affirmer qu'il s'agit d'un accident technique

Les opérations de recherche des boîtes noires de l'appareil ont repris, samedi matin 20 juillet, sur le site de la catastrophe. Elles avaient été interrompues la veille en raison des mauvaises conditions atmosphériques. Par ailleurs, plus de 140 corps ont été à ce jour récupérés dans l'océan Atlantique et sont en cours d'identification. Une douzaine de membres des familles ou des proches des victimes françaises de l'explosion du Boeing 747 New York-Paris sont arrivés, vendredi soir, à l'aéroport John F. Kennedy, à New York.

WASHINGTON
de notre correspondant

Vendredi 17 juillet, les chaînes de télévision américaines diffusaient, en alternance, de longs reportages montrant la douleur des familles des victimes de l'explosion du Boeing 747 de la TWA et les scènes de joie et d'espoir qui marquaient, à Atlanta, l'ouverture des Jeux olympiques. Bill Clinton, lui, avait choisi de faire oublier à l'Amérique, fût-ce pour une journée, un traumatisme national : inaugurant la grande fête du sport, le chef de la Maison Blanche – contrairement à ce qui était prévu – n'a pas demandé à l'assistance d'observer une minute de silence et s'est gardé d'évoquer le drame.

C'est seulement samedi matin, dans son allocution radiodiffusée hebdomadaire, que le président a tenu à rassurer les Américains en disant : *« Nous faisons tout ce que nous pouvons pour découvrir la cause de ce désastre et nous trouverons ce qui est à son origine. »* A East Moriches, cette localité de Long Island située à l'est de New York, où le FBI et les gardes-côtes ont installé un quartier général, les enquêteurs ont dû interrompre leurs recherches, vendredi en milieu de journée, en raison des conditions atmosphériques : la brume et l'état de la mer ne permettaient pas aux plongeurs de poursuivre leur travail à l'endroit où l'avion s'est abîmé.

Sans vouloir confirmer officiellement la moindre thèse, les enquêteurs semblent s'orienter peu à peu vers la piste d'un attentat. Le fait qu'aucun élément déterminant ne puisse permettre d'affirmer qu'il s'agisse d'un accident technique renforce cette piste, mais les preuves formelles d'un acte terroriste étaient, samedi matin, encore inexistantes. Plusieurs responsables ont cependant admis qu'il s'agit désormais d'une *« enquête criminelle »*, ce qui signifie que le FBI prend en main la direction des opérations. Vendredi, Jim Kallstrom, responsable de la sûreté nationale, a déclaré : *« Nous saurons ce qui s'est passé et, si c'est un acte terroriste, nous retrouverons les lâches »* qui l'ont commis.

L'enquête progresse au rythme lent de l'analyse des débris qui sont repêchés sur les lieux de la catastrophe, mais un dixième seulement de l'appareil a été récupéré, ce qui est jugé insuffisant. *« A ce stade*, expliquait cependant Robert Francis, de l'organisme civil chargé de la sécurité dans les transports (NTSB), *aucune anomalie n'a été constatée concernant l'avion, nous n'avons rien trouvé qui sorte de l'ordinaire »*, quarante-huit heures après l'explosion. Samedi matin, les fameuses boîtes noires, qui devraient permettre de reconstituer les derniers instants du vol, n'avaient toujours pas été retrouvées.

Cette incertitude conduit les journaux et les chaînes de télévision à échafauder nombre de théories. Celle d'un tir de missile sol-air semble désormais définitivement abandonnée. Un engin de type Stinger, qui a été largement fourni par la CIA aux moudjahidines afghans et que des terroristes peuvent de facto se procurer, n'a pas une portée suffisante pour atteindre un avion volant à plus de 4 000 mètres d'altitude, ce qui était le cas du vol TWA 800. Les enquêteurs estiment, d'autre part, que la « signature radar » insolite apparue sur les écrans des contrôleurs aériens quelques instants avant l'explosion est probablement due à un écho parasite.

Par ailleurs, l'hypothèse d'une bombe qui aurait été placée à bord de l'appareil a relancé le débat sur la sûreté dans les aéroports, et surtout son coût : les passagers sont-ils prêts à accepter l'augmentation substantielle du prix des billets d'avion que représenterait la mise à niveau de la sécurité dans les aéroports américains ? Cette question fait l'objet de multiples commentaires.

Laurent Zecchini

Le combat obstiné des familles de Lockerbie

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

L'explosion du Boeing de TWA, dont les causes restent mystérieuses, vient rappeler une autre affaire : celle de l'attentat à la bombe contre le Boeing 747 de la PanAm en 1988 à Lockerbie. Les familles des victimes sont fermes : pour obliger la Libye à livrer les deux hommes soupçonnés d'être impliqués dans cet attentat qui a fait 270 morts, elles réclament l'adoption par l'ONU d'un embargo pétrolier contre le régime du colonel Kadhafi. Tous les quatre mois, lorsque les Nations unies se prononcent sur la reconduction de l'embargo aérien et sur les armes, décrété en 1992 contre Tripoli, les familles viennent donc manifester à New York. Mais elles rentrent toujours bredouilles.

Tout en professant le contraire, les Américains savent qu'imposer un embargo pétrolier à l'encontre de Tripoli a peu de chances d'être voté, compte tenu des intérêts commerciaux de plusieurs pays membres du Conseil de sécurité en Libye. L'examen de la reconduction des sanctions par l'ONU, vendredi 19 juillet, est cette fois-ci intervenu dans la foulée de l'explosion du Boeing de la TWA.

RECONDUCTION DE L'EMBARGO

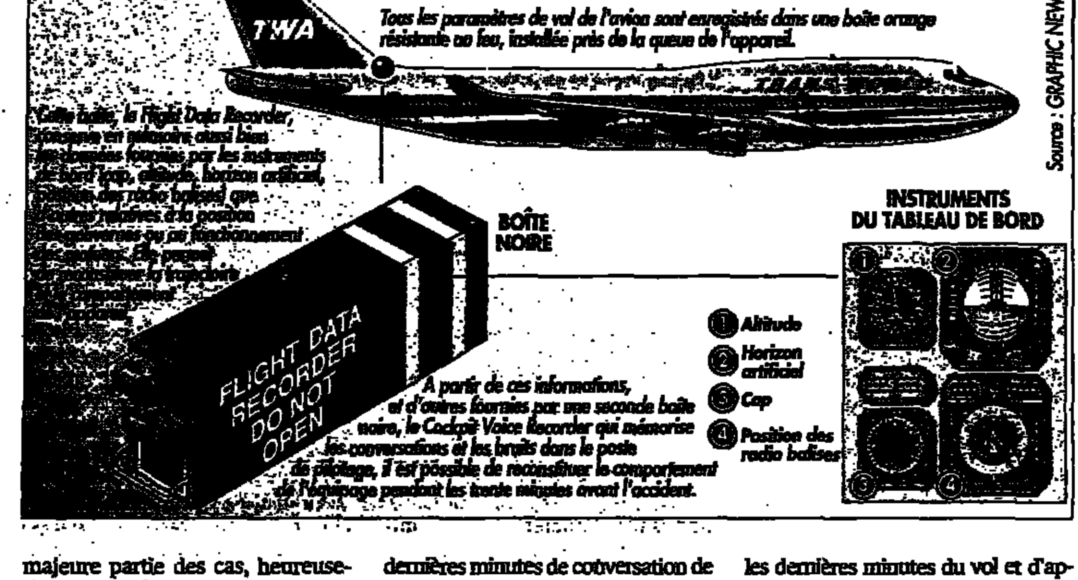
Lors de ce débat, le nombre de pays demandant la levée des sanctions contre Tripoli a augmenté. La Russie, la Chine, l'Egypte, l'Indonésie, le Botswana et la Corée ont demandé *« la fin de cette crise entre la Libye et trois membres du Conseil »*. Ils demandent *« une solution juste »* et estiment que le procès des suspects libyens devrait avoir lieu, non pas aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, tel que le stipulent les résolutions du Conseil, mais dans un pays tiers.

Les Etats-unis et le Royaume-Uni, les deux pays directement concernés par l'affaire de Lockerbie – la petite ville écossaise au-dessus de laquelle l'avion de la PanAm a explosé – et la France, dont un DC 10 d'UTA a été détruit en 1989 au-dessus du Niger, ont, pour l'instant, résisté à ces pressions réclamant la levée des sanctions. Il a donc été décidé, vendredi, de reconduire l'embargo aérien et sur les armes de 1992 car, huit ans après l'attentat, la Libye ne s'est toujours pas conformée à trois résolutions du Conseil de sécurité, lui demandant de livrer à la justice américaine ou britannique deux de ses citoyens : Abdel Baset Ali Mohamed El Meghrebi et El Amin Khalifa Fhimah.

Quittant l'ONU après la réunion du Conseil de sécurité, Kathlyn Flynn, qui a perdu son fils de vingt et un ans en 1988, nous a déclaré : *« Année après année, nous venons ici pour repartir les mains vides. Tout ce que je peux faire est de prier pour que les familles des victimes du vol de la TWA ne soient pas obligées de vivre ce que nous avons vécu depuis huit ans. »*

Afsané Bassir Pour

Deux boîtes blindées très recherchées pour faire avancer l'enquête



UN TRAVAIL de bénédictin attend les enquêteurs du National Transport Safety Board (NTSB) américain. Un travail d'autant plus délicat que le 747 de la TWA s'est abîmé en mer. Récupérer les morceaux de l'épave n'est guère facile, pas plus que de trouver les boîtes noires blindées où sont mémorisés les paramètres du vol avant le drame et sans lesquelles les experts seraient incapables de reproduire ce qui s'est passé.

Ces boîtes, comme leur nom ne l'indique pas, sont de couleur orange pour les rendre plus facilement repérables. De la taille d'une boîte à chaussures, ces dispositifs sont capables de résister pendant une heure à des feux de plus de 1 000 degrés, de survivre à une force d'impact de plus de 2 tonnes et de supporter une immersion par plus de 6 000 mètres de fond. Placés près de la queue de l'appareil, où ils sont mieux protégés d'un choc violent, ces « mouchards », qui gardent en mémoire tout ce qui s'est passé pendant le vol, sont de deux types.

Le premier, le Flight Data Recorder (FDR), appelé aussi Digital Flight Data Recorder, espionne en permanence tous les systèmes de l'avion. Il enregistre sur des bandes magnétiques, ou dans des mémoires magnétiques dépourvues de dispositifs mécaniques, le cap, l'assiette, l'altitude, la vitesse, la position des gouvernes, la pression, la température, les paramètres de fonctionnement de chaque moteur, etc.

De cent à deux cents paramètres sont enregistrés sur les tout derniers appareils, contre une vingtaine seulement sur les avions les plus anciens – ce qui parfois ne suffit pas pour élucider les causes d'accidents. Dans la majeure partie des cas, heureusement, le dépouillement de ces bandes ou de ces mémoires permet de reconstituer et aussi de simuler sur écran la trajectoire et le comportement de l'avion accidenté. Ou même de détecter une surpression due à une explosion, le choc d'un corps étranger sur les structures, une fuite de carburant ou un incendie.

Le second de ces « mouchards », le Cockpit Voice Recorder, est autrement indiscret. Pas une conversation de l'équipage ne lui échappe, y compris les sons – alarmes, contacts, ronronnement des moteurs, annonces radio, etc. – qui se « détachent » du bruit de fond régnant dans le poste de pilotage. Le CVR retient dans ses mémoires les trente dernières minutes de conversation de l'équipage. Les enquêteurs disposent là d'un précieux complément d'informations sur les relations qu'entretenaient le commandant de bord et son copilote, sur la manière dont l'équipage a pris en compte les anomalies.

Dans l'enquête menée sur le crash d'un Airbus 300-600 au Japon, cette boîte et son contenu ont été particulièrement utiles pour analyser le comportement de l'équipage avant et au moment du drame. De même pour l'accident de l'Airbus A-320 d'Habsheim (Haut-Rhin), les sons enregistrés par le CVR ont permis aux spécialistes du bureau enquêtes accidents de l'aviation civile de recueillir des informations complémentaires sur le régime des moteurs dans les dernières minutes du vol et d'apporter ainsi de nouvelles pièces au dossier.

Lors de la catastrophe d'un autre A-320 sur les pentes du mont Sainte-Odile, près de Strasbourg, les bandes de cette boîte ont été très utiles dans la mesure où celles du Flight Data Recorder ont été détruites par le feu. Fort heureusement, celles « en perruque » (considérablement abîmées) d'un autre système pourtant non protégé, le Quick Access Recorder, ont pu être décryptées par les techniciens français qui ont passé des jours à reconstituer quelques secondes de vol et faire ainsi la lumière sur cette catastrophe.

Jean-François Augereau

La France tente d'obtenir un grand commandement régional de l'OTAN

DANS la restructuration de l'OTAN qui se prépare, la France entend obtenir la responsabilité d'un grand commandement de l'Alliance atlantique. C'est l'une des ambitions de la réorganisation de ses armées que le gouvernement vient d'amorcer, même si elle ne s'affiche pas comme telle pour ménager encore certaines susceptibilités.

Depuis trente ans, les officiers généraux et supérieurs français étaient restés en dehors des instances alliées décisionnelles, au sein de simples missions de liaison n'ayant pas un statut de plein droit. La crise yougoslave a précipité les choses. Au sein des « casques bleus » de l'ONU, comme au sein de la force de paix de l'OTAN en Bosnie, les forces françaises ont réappris à opérer avec les armées alliées. Dès la fin de l'an dernier, sur l'initiative de Jacques Chirac, le ministre français de la défense et le chef d'état-major des armées étaient autorisés à retrouver leur siège. Depuis, la France s'est même décidée à participer pleinement aux travaux de l'état-major international de l'OTAN, qui dépend du Conseil de l'Atlantique nord.

Aujourd'hui, dans les milieux officiels, *on ne dissimule* plus la volonté de prendre des responsabilités effectives, à la condition que l'OTAN conduise un aggiornamento de sa doctrine, de ses missions, *de son organisation* et de ses moyens pour tenir compte du nouveau contexte stratégique en Europe après la chute du mur de Berlin. Des discussions en ce sens commenceront en septembre entre responsables militaires des seize pays membres de l'Alliance, y compris les Français. Elles devraient durer une bonne partie de l'année 1997.

RÉORGANISATION RADICALE

Les Français profitent de la réorganisation radicale de leur système de défense pour adresser une série de signaux à leurs partenaires.

Premier indice : la France va abandonner l'échelon divisionnaire de son dispositif militaire et se concentrer sur une organisation en quatre groupements de forces – une force blindée, une force mécanisée, une force d'intervention blindée rapide et une force d'infanterie d'assaut – de 15 000 hommes chacun. La France puiserait dans ces réservoirs les unités spécifiques dont elle aurait besoin. Il s'agit là en quelque sorte de « modules » de forces constitués à la demande, pouvant s'insérer en tout ou partie dans un ensemble opérationnel que formerait une coalition en cas de crise et ayant, si on les réunit, une taille comparable à celle d'un corps d'armée classique de l'OTAN. En ce sens, le dispositif français, sans avoir la prétention de *donner l'exemple, anticipe sur celui* de ses alliés, les deux modèles d'armée étant voués à se rapprocher à terme.

Deuxième indice : la France a mis en avant, mercredi 17 juillet, sa volonté d'aboutir à une nouvelle articulation de son armée de terre, avec la création attendue d'un commandement opérationnel des forces terrestres (COFT), à Lille. Le COFT aurait autorité sur les quatre groupements de forces, chacun d'entre eux ayant son propre état-major. Dans l'idée des stratèges français, ce haut commandement, de quelque 600 à 800 cadres, deviendrait la matrice d'autres PC opérationnels ou territoriaux. Avec à sa disposition des moyens de commandement instantanément déployables, comme le poste de commandement interarmées de théâtre (Pciat), il exercerait ses talents au service d'actions interarmées françaises et, si besoin était, au profit d'opérations conjointes avec des alliés.

Troisième indice : le nom le plus souvent prononcé pour prendre la tête du COFT est celui du général de corps d'armée Jean Heinrich. Cet officier de cinquante-six ans a aujourd'hui quatre étoiles, mais il a la capacité à recevoir une cinquième étoile de général d'armée, le rang le plus élevé dans la hiérarchie militaire française. Ancien directeur des *opérations spéciales* à la *direction* générale de la sécurité extérieure (DGSE) et fondateur de la direction du renseignement militaire (DRM), le général Heinrich parle plusieurs langues étrangères et il est un familier des états-majors alliés. C'est ce parcours peu banal qui l'a fait choisir, en février, comme numéro deux de la force multinationale en Bosnie.

Ce que vise la France, sans encore oser l'avouer explicitement, c'est la responsabilité de l'un des trois commandements de l'OTAN, celui du sud de l'Europe (Cincsouth), détenu pour l'instant par un officier général américain à Naples d'où l'Alliance couvre la Méditerranée et l'Europe du Sud. Les autres commandements sont situés l'un (Cincnorth) à High Wycombe (en Grande-Bretagne) et le second (Cincent) à Brunssum (Pays-Bas).

L'ambition française de disposer – sous couvert du chef suprême des forces alliées en Europe (Saceur) à Mons (Belgique) – de vraies responsabilités dans un commandement régional de l'OTAN ne fait pas l'unanimité. Les Italiens ou les Allemands considèrent que la France serait ainsi bien vite dédouanée après s'être absentée si longtemps de l'OTAN. Les Britanniques se montrent plus ouverts à la discussion. On ne désespère pas, du côté français, de convaincre le Pentagone de l'intérêt de cette formule.

Jacques Isnard

L'Allemagne poursuit son expansion économique à l'Est

BONN
de notre correspondant

Une zone économique cohérente est en train de renaître à l'est de l'Union européenne, Certains pays de l'ancien glacis soviétique, à commencer par la Pologne, la République tchèque et la Hongrie, dont la croissance bondit, peuvent devenir une locomotive pour les pays de l'Union européenne. Et le premier pays à profiter de l'émergence de ces nouveaux marchés est l'Allemagne, confirme le dernier rapport mensuel de la Bundesbank : ses exportations vers les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) sont désormais plus importantes que celles destinées aux Etats-Unis (8,3 % des exportations allemandes ont trouvé un débouché dans les PECO en 1995).

Signe de confiance dans le long terme : on observe un net renforcement des investissements directs allemands effectués dans la région. Un rapport récent de l'OCDE, analysant les flux financiers vers l'Est, rappelle d'ailleurs qu'en 1994, l'Allemagne était, de loin, le premier pourvoyeur de fonds (publics et privés) à l'Est, avec des apports nets de 10,4 milliards de dollars (52 milliards de francs). Ceux de la France étaient pour leur part négatifs, Paris recevant d'importants remboursements et, au total, 2,3 milliards de dollars de la part des PECO.

L'étude de la Bundesbank confirme, chiffres à l'appui, que parmi les pays industrialisés, l'Allemagne est aujourd'hui le premier partenaire économique des pays de la Mitteleuropa et de la Russie. Elle importe essentiellement de la région des matières premières et de l'énergie, et exporte des biens de consommation et des machines. Son excédent commercial, réduit ces deux dernières années, reste confortable : 5,2 milliards de deutschemarks (17,5 milliards de francs) en 1995. Elle représentait 21,2 % des importations et 18,6 % des exportations des PECO en 1993 et 1994. La Pologne, la Hongrie, et la République tchèque représentent la moitié des exportations allemandes dans la région. L'importance de la Russie décroît, même si elle demeure, parmi l'ensemble des PECO, le troisième partenaire commercial de l'Allemagne (grâce aux importations de pétrole et de gaz).

INVESTISSEURS PRIVÉS

Au niveau des investissements, il est encore trop tôt pour parler d'un véritable « boom ». Les incertitudes politiques mais aussi les problèmes d'infrastructures et les pesanteurs bureaucratiques dans les pays de l'Est entraînent encore souvent l'hésitation des détenteurs de capitaux venus de l'Ouest. Néanmoins, là aussi, l'économie allemande bâtit ses positions pour l'avenir. Ce phénomène, naturellement encouragé par le niveau très bas des salaires dans les pays du pourtour oriental de l'Allemagne, rappelle l'expansion économique japonaise dans les pays d'Asie du Sud-Est au cours des dernières décennies.

Alors que la part des crédits subventionnés par l'Etat (Hermès) connaît une baisse sensible, les investisseurs privés s'enhardissent et tentent l'aventure : avec 4,2 milliards de marks en 1995, les PECO absorbent désormais 10 % des investissements directs allemands à l'étranger.

Le plus souvent, ces investissements prennent la forme de prises de participations dans des entreprises existantes (comme avec l'exemple du rachat de Skoda par Volkswagen). On observe aussi que la quasi-totalité des investissements directs allemands respectent une géographie sélective : la Pologne, la République tchèque et la Hongrie sont quasiment les seuls pays concernés par le phénomène. Ce n'est pas par hasard si le gouvernement de Bonn souhaite accélérer l'intégration de ces trois pays, plus quelques autres – comme la Slovénie – à l'Union européenne.

Lucas Delattre

Les rencontres de l'Asean à Djakarta illustrent l'influence grandissante de la Chine

La République populaire accepte de discuter avec ses partenaires régionaux

Le président Suharto a ouvert, samedi 20 juillet, à Djakarta, la capitale de l'Indonésie, la réunion annuelle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), qui durera deux jours avant de faire place, mardi, au Forum de l'Asean, ouvert à quatre pays observateurs dont la Birmanie, admise cette année, et à dix puissances extra-régionales, parmi lesquelles la Chine, dont le poids augmente dans cette partie du monde.

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

Après la crise de février-mars entre la Chine et Taïwan, Pékin avait dépêché en Asie du Sud-Est le général Zhang Wannian, l'un des quatre vice-présidents de la *Commission militaire centrale du* PC chinois et, surtout, celui qui avait dirigé les manœuvres à proximité de Taïwan. Le général Zhang s'est rendu longuement en Birmanie, ce qui s'explique car la Chine a rééquipé l'armée de Rangoun. Il a aussi fait escale à Singapour, à Bangkok où il a offert une aide militaire symbolique de 3 millions de dollars (15 millions de francs) à l'armée thaïlandaise, et à Phnom-Penh où il a déboursé 1 million supplémentaire de dollars.

Parallèlement, la Chine a soumis à l'Asean un projet de « déclaration » conjointe sur leurs relations communes, procédure d'autant plus étrange qu'il s'agit d'un alignement de principes qui figurent déjà dans les textes signés à l'occasion de l'établissement de relations diplomatiques entre la Chi[ne] et les pays qui la reconnaisse[nt]. En outre, Zhu Rongji, vice-premier ministre chinois, a fait une tournée du Sud-Est asiatique, Li Peng a représenté son pays lors de l'ouverture, à la fin de juin, à Hanoï, du VIII[e] Congrès du PC vietnamien, et Hun Sen, deuxième premier ministre cambodgien, est actuellement l'hôte du premier ministre chinois.

Cet activisme chinois est observé avec une grande circonspection dans une région où plusieurs Etats ont été, autrefois, les vassaux de l'ancien Empire du Milieu. Pour des raisons évidentes de rapport de forces et de proximité, l'Asean a donc, souvent, le réflexe de faire le dos rond : la montée en puissance récente de la Chine est, dit-on ici, à manier avec beaucoup de prudence. A juste titre, la région estime que la meilleure façon de gérer cet épineux problème est d'intégrer la Chine dans le concert régional, et non de la mettre en quarantaine. Voilà pourquoi on a *tendance à peu parler du dossier* chinois lors des rencontres annuelles de l'Asean tout en sachant qu'il est le cœur du sujet.

Ainsi que le réclamait Pékin, l'Asean a donc accordé à la Chine le statut de « partenaire de dialogue ». Un projet de « déclaration » commune présenté par la Chine n'a pas été rejeté, mais, début juin, lors d'une réunion à Bukittinggi, sur l'île indonésienne de Sumatra, l'Association a opté pour un temps de réflexion supplémentaire. Elle n'a pas eu tort : peu après s'être engagée à signer la Convention internationale sur les droits de la mer, Pékin a fait état d'une revendication sur une zone économique exclusive de 200 milles marins autour des Paracels, îlots qu'elle occupe en mer de Chine du Sud depuis qu'elle en a chassé, en 1974, une garnison de l'ancien régime de Saïgon. Or, sans même parler d'un droit discutable à cette souveraineté, cette décision semble en contradiction avec la Convention internationale, puisque les Paracels n'ont pas, contrairement aux Spratleys plus au sud, le statut reconnu d'archipel.

En outre, tout en proposant une exploitation collective de leurs richesses, Pékin n'a pas renoncé à sa *« souveraineté indiscutable »* sur les eaux de la mer de Chine du Sud, que lui disputent, au moins en partie, quatre Etats de l'Asean (Vietnam, Philippines, Malaisie et Brunei). Elle n'a pas démantelé les installations aménagées, début 1995, sur le récif de Mischief, dans l'est des Spratleys, non loin de l'île philippine de Palawan. Elle a refusé de reconnaître le traité de paix et de coopération de Bali (1976), estimant qu'il s'agissait d'un texte interne de l'Asean. Enfin, en matière nucléaire, rejetant une demande de l'Asean, elle a continué ses essais et a refusé – ce qui est aussi le cas des autres puissances nucléaires, mais pour des raisons différentes –, de reconnaître le traité de l'Asean, signé en décembre 1995 à Bangkok, par l'Association et ses « observateurs », faisant de l'Asie du Sud-Est une *« zone libre d'armes nucléaires »*.

CONTREPOIDS

Face à un pays immense dont l'évolution peut conditionner la stabilité de l'ensemble de l'Asie de l'Est, la marge de manœuvre de l'Asean est donc très étroite. Elle a pris le parti, compréhensible, de ne pas offenser Pékin, tout en ne cédant pas à toutes ses volontés. La stabilité de l'Asie, a récemment écrit Lee Kuan Yew, l'ancien premier ministre de Singapour, dépend de l'équilibre entre la Chine, le Japon et les Etats-Unis, ce qui explique pourquoi la plupart des Etats de l'Asean souhaitent qu'une présence militaire américaine substantielle soit maintenue en Extrême-Orient.

Les rencontres de l'Asean ont au moins l'avantage d'offrir le seul cadre dans lequel la Chine accepte de discuter – mais non de négocier – certains problèmes qu'elle considère comme de son unique ressort. Mais sur le fond, les concessions de Pékin demeurent minimales, et la seule parade de l'Asean ne peut être, faute de moyens propres, que le recours à des contrepoids extérieurs, notamment celui des Etats-Unis. Attitude symbolique : la délégation chinoise est, seule, à ce jour, à annoncer, à Djakarta, des conférences de presse quotidiennes de son porte-parole. Dans ce qu'elle considère comme sa zone d'influence privilégiée, où vivent de 25 à 30 millions de Chinois d'outre-mer, Pékin a sans doute l'intention de se faire entendre et de s'affirmer encore plus que celle de séduire.

Jean-Claude Pomonti

Un siège d'observateur pour la Birmanie

Promue au rang d'observateur, la Birmanie (Myanmar) participe, pour la première fois, à la 29e conférence ministérielle annuelle de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est), réunie à Djakarta. Les autres pays représentés sont les sept Etats membres de l'Association (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam), ainsi que trois autres observateurs (Cambodge, Laos, Papouasie-Nouvelle-Guinée).

L'Inde, la Chine et la Russie sont devenues, cette année, « partenaires de dialogue » de l'ASEAN, statut dont bénéficiaient déjà l'Australie, le Canada, la Corée du Sud, les Etats-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne. Ces dix « partenaires », avec les sept de l'ASEAN et les quatre observateurs, forment le Forum régional de l'ASEAN (FRA), dont la troisième réunion aura lieu mardi. A l'exception des « observateurs », ils se réuniront de nouveau, mercredi et jeudi, dans le cadre de « rencontres post-ministérielles ».

Pékin s'irrite de la visite privée du dalaï-lama à Londres

LE DALAÏ-LAMA fait sa huitième visite, *« totalement privée »*, en Grande-Bretagne, où il est arrivé, le 15 juillet, pour une semaine. La régularité de ces voyages n'a pas empêché, cette fois, Pékin de fustiger l'octroi d'un visa au chef spirituel tibétain. *« Cette visite heurte les sentiments du peuple chinois et aura des effets négatifs sur les relations sino-britanniques »*, a averti un porte-parole du ministère des affaires étrangères de Pékin. *« En invitant le dalaï-lama à visiter la Grande-Bretagne et en lui offrant un forum, le groupe parlementaire pour le Tibet à la Chambre des communes*, a-t-il estimé, *a soutenu les activités scissionnistes du dalaï en territoire britannique. »*

La menace chinoise de rétorsion doit être prise d'autant plus au sérieux que Pékin et Londres sont en pleine négociation sur la passation de pouvoirs à Hongkong, prévue le 30 juin 1997. Mais les Chinois se sont, pour le moment, montrés moins agressifs à l'égard des Britanniques qu'ils l'ont été, en juin, envers les Allemands. Ces derniers avaient aussi reçu le dalaï-lama, et le Bundestag avait condamné les violations des droits de l'homme par Pékin au « Royaume des Neiges ». A la suite de quoi le régime communiste avait annulé la visite prévue du chef de leur diplomatie, Klaus Kinkel.

Le dalaï-lama doit aussi faire face à une autre menace en territoire britannique : celle de la branche anglaise d'une secte bouddhiste tibétaine, la New Kadampa Tradition (NKT), qui entend manifester son hostilité au chef tibétain, au demeurant invité par vingt-sept autres associations bouddhistes. Vénérant une divinité tibétaine, Dorje Shugden, ils accusent le dalaï-lama de persécuter ceux qui suivent certaines pratiques traditionalistes. Nul doute que de telles divisions ne peuvent que réjouir Pékin.

PAS DE REVENDICATION D'INDÉPENDANCE

Le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a eu, mercredi, une *« rencontre privée »* avec *« l'éminent dirigeant religieux »* au cours de laquelle il a assuré celui-ci qu'il *« partageait son inquiétude concernant les menaces qui pèsent sur l'identité culturelle tibétaine »* et émis l'espoir que des pourparlers *« sans conditions préalables s'ouvrent sans tarder entre les autorités chinoises et tibétaines, incluant le dalaï-lama »*. Il a rappelé qu'il avait discuté avec son homologue chinois, Qian Qichen, de *« la situation des droits de l'homme, y compris au Tibet »* – formulation qui lui permet de réaffirmer aux Chinois que le Royaume-Uni reconnaît la suzeraineté de Pékin sur le Tibet.

Le dalaï-lama, qui a été reçu par deux cents parlementaires et par le ministre des affaires étrangères du cabinet fantôme travailliste, Robin Cook, a redit qu'il était prêt à *« négocier sans condition préalable »* avec Pékin, qu'il souhaitait *« oublier le passé et regarder vers l'avenir »* et qu'il ne revendiquait pas l'indépendance pour son pays. Il a cependant demandé le soutien des Britanniques pour le Tibet *« occupé »* et réclamé une *« action et une intervention urgentes »* de la communauté internationale. Mais, face à un regain d'agitation au Tibet même, où l'interdiction, en avril, des photos du chef spirituel a été fort mal accueillie, et à une recrudescence d'irrédentisme islamiste armé au Xinjiang voisin, Pékin risque de ne pas réagir très favorablement à ces propositions, si modérées soient-elles.

Patrice de Beer

Un décret interdit l'excision dans les hôpitaux publics égyptiens

LE CAIRE
de notre correspondant

Le ministre égyptien de la santé et de la population, Ismaïl Sallam, a promulgué, mercredi 17 juillet, un décret qui interdit l'excision dans tous les hôpitaux et dispensaires publics. *Le décret interdit* aussi à tous les employés du ministère, médecins ou infirmiers, de *« pratiquer cette coutume néfaste, qui n'est ni musulmane ni égyptienne »*. Le ministre a aussi demandé à tous les responsables de mettre au point une stratégie qui vise à interdire l'excision dans les *différentes provinces*.

Ce décret est la première mesure officielle adoptée contre l'excision depuis l'arrêté ministériel 74 de 1959, qui avait interdit cette pratique à quiconque n'est pas médecin. Courante tant dans la communauté musulmane que chez les chrétiens, l'excision était pratiquée à l'époque par 98 % des villageois et 70 % des citadins, selon un ancien ministre de la santé. D'après une étude du professeur en gynécologie Mahmoud Karim, l'excision n'est plus aujourd'hui pratiquée dans les classes aisées, et l'est nettement moins dans les milieux peu éduqués mais à revenus élevés. En revanche, elle est presque généralisée dans les milieux pauvres et peu éduqués.

La promulgation d'une loi contre l'excision avait échoué en 1994, en raison de l'opposition de Gadel Haq Ali Gadel Haq, alors *cheikh* d'Al Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite. Son successeur, Mohamad Sayed Tantaoui, à l'époque grand mufti, était le seul religieux à apporter son soutien au projet de loi. Cheikh Tantaoui, dont la tête est mise à prix par les extrémistes musulmans, avait affirmé *« qu'il n'existait aucun texte* [religieux] *indiscutable »* en faveur de l'excision et que rien ne s'opposait à l'adoption d'une loi qui interdirait totalement l'excision dès lors que des médecins dignes de confiance auraient estimé que cette opération n'avait *aucune utilité pour la femme*.

Il reste que 60 % des excisions sont pratiquées par les barbiers, qui opèrent souvent à la chaîne pour une centaine de francs. C'est la raison pour laquelle le ministre a demandé qu'une étude soit faite afin de déterminer les lieux et milieux où l'excision est pratiquée, ainsi que les moyens d'y mettre fin. Le ministère de la santé étudie la possibilité de lancer une campagne télévisée de sensibilisation similaire à celle qui a fait baisser la croissance démographique de 2,6 % à 2,1 %.

Alexandre Buccianti

Un non-communiste à la tête du gouvernement mongol

OULAN BATOR. Le Grand Houral (Parlement) mongol a élu comme premier ministre, vendredi 19 juillet à Oulan Bator, M. Enkhsaikhan, quarante-deux ans, chef de file de la coalition des démocrates de Mongolie. Par ce vote, le corps législatif a mis fin à trois quarts de siècles de suprématie du Parti révolutionnaire du peuple mongol (PRPM, fondé comme communiste). La coalition de M. Enkhsaikhan, qui compte trois formations opposantes au PRPM, avait, de façon inattendue, nettement emporté les élections du 4 juillet, deuxième consulation du genre depuis le retour de la Mongolie à la démocratie après une longue soumission à l'URSS. Les démocrates ont obtenu 50 sièges, contre 25 au PRPM, 1 allant à un indépendant. – *(AFP, Reuter.)*

La Douma recommande l'arrêt de l'offensive russe en Tchétchénie

MOSCOU. La Douma, Chambre basse du Parlement russe, a lancé, vendredi 19 juillet, un appel au président Boris Eltsine pour qu'il mette fin aux hostilités en Tchétchénie et relance les négociations avec les séparatistes. *« Nous vous demandons de mettre un terme aux actions militaires, de relancer les négociations et d'en informer la population de la Fédération russe »*, souligne cette résolution non contraignante, adoptée par 272 voix contre 4. Par ailleurs, Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, dénonce, dans une tribune publiée par *Libération*, samedi, *« le silence obstiné des dirigeants européens et américains, alors que se poursuit le martyre du peuple tchétchène »*, et estime qu'il *« devient nécessaire que des voix rompent ce silence »*.

EUROPE

■ **BULGARIE : la prochaine élection présidentielle se déroulera le 27 octobre**, a décidé, vendredi 19 juillet, le Parlement de Sofia. Les deux principaux candidats sont le ministre des affaires étrangères, Gueorgui Pirinski, soutenu par le Parti socialiste (ex-communiste, au pouvoir), et l'avocat d'opposition Petar Stoïanov, de l'Union des forces démocratiques. – *(AFP.)*

■ **AZERBAÏDJAN : le président Gueidar Aliev a annoncé la démission,** vendredi 19 juillet, pour *« raison de santé »*, du premier ministre, ainsi que le limogeage de huit autres membres du gouvernement, accusés officiellement d'*« insuffisances dans leur travail et de corruption »*, selon l'agence Interfax. – *(AFP.)*

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : les sociaux-démocrates ont menacé,** vendredi 19 juillet, de ne pas voter la confiance au gouvernement minoritaire de Vaclav Klaus, qui doit présenter une déclaration de programme, mardi, au Parlement. Les sociaux-démocrates entendent ainsi protester contre le projet gouvernemental de restitution des biens confisqués par le régime communiste à l'Eglise catholique. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

■ **UNION EUROPÉENNE : les régions frontalières franco-belges vont** bénéficier de 72 millions d'écus (460 millions francs) pour améliorer la coopération transfrontalière entre la Belgique et la France, a indiqué, vendredi 19 juillet, un porte-parole de la Commission de Bruxelles. Ce programme, dont on attend la création de cinq cents emplois directs, prévoit le développement de partenariats dans les domaines techniques, de la recherche, le tourisme, la formation et l'environnement. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK : le Conseil de sécurité de l'ONU a estimé, vendredi 19 juillet,** que le refus des autorités irakiennes de laisser les inspecteurs membres de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (Unscom) accéder à certains sites était une affaire *« très, très sérieuse »*, tout en excluant une action militaire contre Bagdad. Rolf Ekeus, le chef de ladite Commission, avait auparavant annoncé que les travaux de ces inspecteurs avaient été interrompus. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **ZAÏRE : Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération, a** confirmé, vendredi 19 juillet à Kinshasa, où il séjournait pour une brève visite officielle, la reprise de la coopération d'Etat à Etat entre la France et le Zaïre, limitée dans l'immédiat à la santé publique et à l'éducation. M. Godfrain devait rencontrer samedi le maréchal Mobutu Sese Seko. – *(AFP.)*

■ **MALAWI : le gouvernement malawite va ouvrir** *« pour l'histoire »* un musée de la torture, en usage, trente années durant, sous le règne de l'ancien dictateur Kamuzu Banda, a indiqué, vendredi 19 juillet, un responsable de l'administration pénitentiaire. – *(AFP.)*

■ **ALGÉRIE : selon un bilan provisoire,** une douzaine de personnes ont été tuées, mercredi 17 juillet, dans deux attentats commis à Blida, à 50 kilomètres au sud d'Alger. Une bombe placée à l'intérieur d'un café du centre-ville a fait au moins dix morts. Un fourgon piégé a également explosé à la périphérie de la ville, faisant aussi plusieurs morts et provoquant l'effondrement d'un immeuble. – *(AFP.)*

ASIE

■ **BIRMANIE : Aung San Suu Kyi a déposé une gerbe** au Mausolée des martyrs, vendredi 19 juillet à Rangoun, pour commémorer l'assassinat, en 1947, de son père, héros de l'indépendance. Le leader de l'opposition birmane, dont les mouvements sont contrôlés par les militaires, est arrivée dans une voiture officielle, accompagnée par le colonel Then Tun, qui fut officier de liaison entre elle et la junte lorsqu'elle était en résidence surveillée (1989-1995). Après s'être inclinée devant le monument, elle a rapidement quitté la cérémonie. – *(Reuter.)*

ÉCONOMIE

■ **BULGARIE : le FMI a octroyé un crédit de 580 millions de dollars** (2,9 milliards de francs) pour la restructuration de l'économie, qui connaît depuis plusieurs mois une crise financière grave. Selon Franek Rozwadowski, représentant du FMI en Bulgarie, une première tranche de 115 millions de dollars sera à la disposition de la Banque centrale dans les jours qui viennent. – *(AFP.)*

■ **ALLEMAGNE : le Bundesrat, la Chambre basse du Parlement,** où les Länder dirigés par l'opposition social-démocrate disposent de la majorité, a rejeté, vendredi 19 juillet, le volet social du plan d'austérité du chancelier Kohl. Déjà adopté par le Bundestag, le texte a été renvoyé à la commission de conciliation. – *(AFP.)*

Le Tribunal suprême espagnol convoque la direction d'Herri Batasuna

MADRID. Le Tribunal suprême espagnol a décidé, vendredi 19 juillet, de citer à comparaître comme accusés les vingt-cinq membres de la direction collégiale d'Herri Batasuna (HB), la branche politique de l'ETA, pour avoir diffusé, pendant la campagne électorale de février-mars, un film vidéo de l'ETA faisant l'apologie du terrorisme. Jon Idigoras, l'un des deux porte-parole d'HB, inculpé de *« collaboration avec bande armée »* en février, avait été remis en liberté en juin après avoir versé une caution de 5 millions de pesetas (environ 200 000 francs).

Les responsables d'HB sont également cités pour avoir émis un communiqué dans lequel ils justifiaient l'assassinat par l'ETA, en février, du dirigeant socialiste basque Fernando Mugica et de l'ex-président du Tribunal constitutionnel, Francisco Tomas y Valiente. – *(AFP.)*

Jean Tiberi révise à

Les socialistes réclament une

La tourn

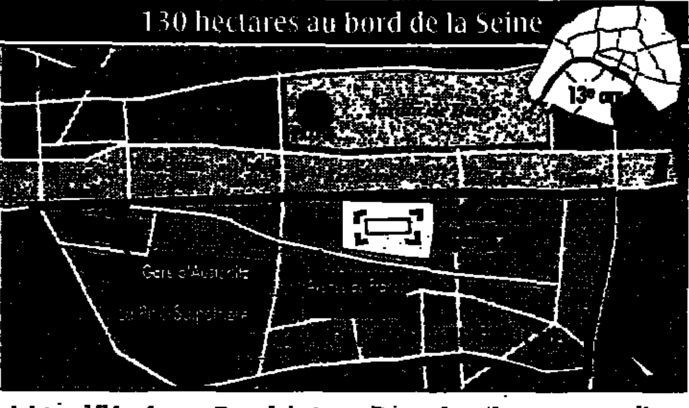


URBANISME Les conseillers de Paris devraient débattre, lundi 22 juillet, du nouveau plan d'aménagement de la zone d'aménagement concerté Paris Rive gauche, un quartier de 130 hectares situé dans le 13e arrondissement, où pourraient être accueillies les universités de Jussieu. ● LES ÉCONOMIES prévues sont d'environ 7,2 milliards de francs par rapport au projet de 1991, dont 1,8 milliard qui sont le résultat d'un transfert sur le budget de la ville. ● LES SOCIALISTES font de ce dossier un de leur chevaux de bataille contre la majorité RPR-UDF. Ils contestent la validité des chiffres avancés par la municipalité. ● LE CONSEIL de Paris doit également débattre, entre autres, du budget modificatif pour 1996. ● LES ÉLUS socialistes ont écrit au maire pour demander une réforme de la procédure de passation des marchés publics.

Jean Tiberi révise à la baisse le projet de la ZAC Paris Rive gauche

Le Conseil de Paris devrait débattre, lundi 22 juillet, du nouveau plan d'aménagement de ce quartier du treizième arrondissement, qui prévoit 7,2 milliards de francs d'économies par rapport au schéma de 1991

L'ÉVENTUALITÉ du déménagement des universités de Jussieu vient de relancer le débat sur la zone d'aménagement concerté Seine Rive gauche, désormais baptisée « ZAC Paris Rive gauche ». Le nouveau plan d'aménagement de zone (PAZ) de ces 130 hectares situés dans le 13e arrondissement de Paris, entre la gare d'Austerlitz et le boulevard périphérique, doit être discuté lors de la réunion du Conseil de Paris, lundi 22 juillet.



Confrontée à une conjoncture beaucoup plus morose, notamment sur le plan immobilier, qu'en 1991, quand avait été élaboré le premier projet, la majorité municipale a dû revoir ses ambitions à la baisse pour la rénovation de ce quartier dont Jacques Toubon, maire de l'arrondissement, avait fait une opération phare. Mais les clients manquent pour s'y installer – même si des négociations sont en cours, notamment avec l'OCDE – et l'opposition de gauche a fait de ce dossier un de ses chevaux de bataille.

« Les grandes options stratégiques ont été préservées », soutient Anne-Marie Couderc (RPR), ministre délégué pour l'emploi et adjoint au maire de Paris, chargé de l'urbanisme. La construction de la dalle destinée à couvrir les voies de chemin de fer et la construction de bureaux dans la perspective du rééquilibrage à l'est sont maintenus. Les auteurs du nouveau projet se sont attachés à trouver des améliorations qui équivalent surtout à des économies. Au point d'avoir fait tomber le coût global du projet de 25,2 milliards de francs en 1991 à 17,9 milliards environ aujourd'hui.

Pour répondre aux revendications de préservation de l'environnement, le débouché du pont Charles-de-Gaulle, qui sera ouvert à la circulation jeudi 8 août, a été complètement revu. Le tracé de l'avenue de France, très contesté, a été redessiné et une voie de contournement de la gare permettra de conserver la verrière de la gare d'Austerlitz et de valoriser l'embarcadère d'Orléans, qu'on avait pensé un moment détruire.

Les auteurs du nouveau projet assurent aussi avoir augmenté les espaces verts et mieux assuré la mixité entre les habitations et les activités. La surface consacrée aux locaux universitaires est passée de 80 000 à 130 000 mètres carrés, ce qui permettrait d'accueillir, par exemple, Paris-VII. Enfin, la desserte par les transports en commun comme la circulation des piétons et des vélos devraient être améliorées.

La recherche d'économies s'est faite de deux façons. D'abord par la suppression de certains éléments du projet initial, comme la construction de voies souterraines sous le quai de Seine et l'avenue de France. La couverture des voies ferrées sera diminuée de 6 hectares. Avec certaines mesures d'ordre financier et de gestion, les économies sont estimées à 5,4 milliards de francs. Par ailleurs, les dépenses concernant certaines infrastructures qui ne sont pas réalisées pour le seul usage des futurs habitants de la ZAC sont transférées sur le budget de la Ville, pour 1,8 milliard de francs.

« Ces charges seront échelonnées pendant toute la durée de l'opération et représenteront, hors l'aide au logement social, une valeur nette en moyenne annuelle de 57 millions de francs. Un effort tout à fait supportable », estime Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris. Mais, pour arriver au bout de l'exécution de ce projet prévu sur vingt ans, la Semapa, société d'économie mixte chargée de l'aménagement, devra de nouveau emprunter. Après la dette de 1,7 milliard déjà contractée en 1992, elle réclame l'autorisation d'un nouvel emprunt de 1,4 milliard de francs. Ces deux emprunts sont garantis par la Ville à hauteur de 80 %.

« PROJET RINGARD »

Les socialistes ne se satisfont pas des nouvelles dispositions du projet. Tout en reconnaissant qu'il s'agit *« d'un ajustement de grande ampleur »*, Jean-Marie Le Guen, conseiller (PS) de Paris, s'attache, dans un document de huit pages, à contester *« sa solidité juridique et sa crédibilité financière »*. Sur les recettes, il estime que la Ville pèche par optimisme et qu'elle a fixé des objectifs qui ne correspondent pas à la réalité du marché.

« On constate une surestimation des recettes d'au moins 700 millions et parallèlement une sous-estimation des dépenses d'environ 800 millions : ces deux chiffres aboutissent à une impasse d'environ 1,5 milliard de francs », calcule M. Le Guen, qui conclut : *« S'empêtrant dans son obstination et ses contradictions politiciennes, la majorité municipale repousse aux lendemains de 1998 les échéances qu'il reviendra en définitive aux contribuables de solder. »* M. Le Guen reproche aussi aux responsables parisiens de ne pas inclure leur projet dans le développement de Seine Amont, c'est-à-dire des communes situés au-delà du périphérique et d'avoir augmenté la densité des constructions dans certaines parties de la ZAC.

Les écologistes sont aussi très sévères. *« Petit à petit, la ville lâche des choses que nous avions contestées dès le début. Mais ce projet reste ringard. On rate l'occasion de faire là un quartier pilote avec des pistes cyclables, et des innovations en matière de récupération des déchets ou d'énergies renouvelables. Les logements sociaux sont chauffés à l'électricité, ce qui va être ruineux pour leurs occupants ! »*, note Laure Schneiter (MEI), conseiller de Paris.

Les associations du quartier, telles que Tam-Tam et Paris Ecologie, regrettent le manque d'espaces verts, la densification trop importante. Elles comptent mettre à profit l'enquête publique, à l'automne, pour faire connaître leur point de vue. Si les responsables de la ville n'ont pas répondu favorablement à leur demande d'ouverture d'un registre d'enquête dans toutes les mairies d'arrondissement de la capitale, le plan de ce nouveau quartier y sera affiché. Une manière de reconnaître que cette affaire est celle de tous les Parisiens.

Françoise Chirot

Une longue séance

***« Cette séance est scandaleuse. L'ordre du jour est trop chargé, c'est une caricature du débat démocratique »*, peste Bertrand Delanoë, sénateur et président du groupe socialiste au Conseil de Paris. Avec 406 projets de délibération, lundi 22 juillet, les 163 conseillers de Paris sont assurés d'une longue séance de nuit. D'autant que les points abordés ne sont pas anodins. Outre le plan d'aménagement de zone Paris rive-gauche, ils devront débattre du budget modificatif, avec 190 millions de francs supplémentaires pour l'aide sociale. Une communication sur la politique scolaire proposera, notamment, qu'une expérience nouvelle sur les rythmes scolaires (semaine de cinq jours et deux après-midi consacrées aux activités d'éveil) soit tentée dès la rentrée, dans les 13e, 16e et 18e arrondissements. Il sera aussi proposé la dissolution de la Sempap, une société d'économie mixte, suspectée d'avoir servi au financement du RPR.**

Les socialistes réclament une réforme des marchés publics

POURQUOI faut-il décider, en catastrophe, d'approvisionner les crèches parisiennes en couches Pampers ? Sur les quarante entreprises candidates pour effectuer le ravalement de tel immeuble de la ville de Paris, pourquoi la succession des anomalies juridiques ou des insuffisances techniques aboutit-elle au choix de celle qui était la « plus disante », c'est-à-dire la plus chère ?

Après avoir constaté ces anomalies dans la passation des marchés publics de la ville de Paris, les socialistes parisiens ont trouvé là une belle occasion d'étayer leurs critiques contre *« un mode de fonctionnement municipal encore mis en cause ces dernières semaines »*. Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, et six élus PS de la commission des finances ont, le 10 juillet, adressé à Jean Tiberi des propositions pour *« réformer le système municipal de passation des marchés publics »* à Paris.

Des travaux en tous genres aux équipements de nombreux organismes, en passant par l'achat d'une foultitude de produits, les commandes effectuées par la capitale représentent plusieurs milliards de francs chaque année. C'est la commission d'appel d'offres, composée de six élus – le représentant du maire, trois pour la majorité et deux pour l'opposition, – qui décide de l'attribution de ces commandes à telle ou telle entreprise. Les socialistes s'en prennent aux conditions de travail de cette commission, qui, selon eux, a examiné en 1995 près de six cents dossiers, à raison de six minutes par dossier. Ils réclament que les documents soient diffusés huit jours avant la séance et que davantage d'élus soient associés aux décisions.

CONTROLER LES « STRUCTURES SATELLITES »

En cas d'appel d'offres déclaré infructueux, les représentants de l'opposition municipale réclament qu'une deuxième délibération soit soumise au Conseil de Paris, alors qu'actuellement la commission attribue unilatéralement le marché dans le cadre de la procédure du « marché négocié ». Par ailleurs, les socialistes protestent contre le fait que l'ouverture des plis qui renferment les candidatures soit réalisée par les services de la ville, alors qu'elle doit se dérouler, conformément à la loi, devant les élus. En ce qui concerne le droit de regard des élus, les socialistes réitèrent leur revendication que le rapport annuel sur l'exécution des marchés publics soit communiqué au Conseil de Paris.

De même, ils réclament un meilleur contrôle sur les marchés passés par les sociétés d'économie mixte (SEM). En effet, l'opposition n'est pas représentée dans toutes les SEM, et *« aucun administrateur de SEM issu de l'opposition ne fait partie des commissions d'appels d'offres des SEM »*, précisent les socialistes.

Enfin, ils réclament un débat annuel *« consacré à la gestion par la ville de ses structures satellites (SEM, sociétés privées ayant reçu délégation de service public, syndicats intercommunaux et interdépartementaux) »*. *« Il n'est pas normal qu'on ne discute jamais de la politique de la ville en matière de commande publique*, estime Jacques Bravo, conseiller (PS) de Paris. *La moindre des choses serait de s'interroger sur la stratégie en matière de stocks ou sur l'impact de nos choix sur l'emploi et la vie économique de la capitale. »*

F. Ch.

La tournée des lieux communs

LUNDI : le président a parlé. Il nous a compris, nous et notre moral en berne, notre humeur morose et nos angoisses multiples, face au chômage, devant notre tranche de bœuf, ou sous nos plafonds pas encore défloqués. *« Je n'ai pas un cœur de pierre »*, nous a-t-il chuchoté. Il nous a parlé simplement, avec les *« mots des pauvres gens »* comme chantait Léo Ferré – *« Ne rentre pas trop tard, surtout, ne prends pas froid »*. Il nous a dit que la France était *« un grand bateau, un beau bateau »*, qu'il faut un peu de temps *« pour redresser la barre »* et que le gouvernement fait *« le mieux possible »*. Donc, Jacques Chirac n'a pas l'intention, pour l'instant, de changer de premier ministre. Ni celle de conduire une autre politique. *« Tout simplement parce que je ne vois pas ce qu'elle pourrait être »*, a-t-il dit, avant d'affirmer que, d'ailleurs, *« plus personne n'en parle »* de cette autre politique. Jusqu'à quand ? *« A chaque jour suffit sa peine »*, a remarqué Jacques Chirac.


UNE SEMAINE POLITIQUE

Si le président de la République garde son premier ministre, celui de France 2 se sépare de ses trop célèbres ambassadeurs. Après avoir renégocié les contrats de Jean-Luc Delarue, Mireille Dumas et Nagui, il a mis fin à celui d'Arthur. Le successeur de Jean-Pierre Elkabbach, Xavier Gouyou Beauchamps, estime, lui, qu'il est vraiment temps d'instaurer *« une nouvelle politique »* dans le service public.

MARDI : Jacques a dit : *« Il faut donner un signal fort. »* Alain Juppé respecte à la lettre les consignes présidentielles. Lundi, déjà, le premier ministre avait donné *« un signal fort »* à sa majorité, en co-présidant, avec François Léotard, président de l'UDF, le premier « conseil de l'union », dans le décor ripoliné du plus vieux café de Paris. Lui, au moins, ne se laisse pas aller à la morosité. Son *« sentiment personnel »*, c'est même qu'on exagère un peu, avec notre déprime estivale. Le pessimisme, juge-t-il, *« atteint des degrés tout à fait excessifs et tout à fait étrangers à la réalité »*. Personne ne l'a contredit. Personne n'était là pour ça : Philippe Séguin, Charles Pasqua et Édouard Balladur avaient boudé le déjeuner.

Après les dirigeants RPR et UDF, ce fut au tour des troupes ministérielles, convoquées à Matignon, mardi, pour un séminaire gouvernemental, de recevoir leur piqûre de rappel d'optimisme et de détermination. Alain Juppé a pris soin de distribuer à chacun des devoirs de vacances, par crainte sans doute qu'ils ne cèdent, à leur tour, à la tentation émolliente des congés, avant une rentrée qui s'annonce mouvementée. Mais, comme l'a encore affirmé dimanche, le président, *« en suivant un cap ferme et solide, nous en trouverons les fruits le plus vite possible »*.

MERCREDI : Jacques a dit : *« Le monde n'est plus ce qu'il était. »* Tout fout le camp, les garnisons aussi. Le plan de restructuration des armées, rendu public, mercredi, par le ministre de la défense, Charles Millon, prévoit la dissolution de trente-huit régiments, ainsi que de nombreux transferts. La France ressemble, ce jour-là, à une gigantesque cour de lycée à l'annonce des résultats du bac, avec ses lauréats, ses collés et ses sursitaires. On pleure à Verdun, on respire dans l'Ain, et à Issoire on se frotte les mains.

« Nous avons changé d'époque », avait aussi déclaré le chef de l'Etat. Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes, l'ignorait sans doute. Il est interpellé dans la soirée, après une longue filature, pour avoir tenté d'extorquer 3 millions de francs au gérant d'un casino de la ville, en contrepartie d'une autorisation d'exploitation de machines à sous.

Le monde n'est plus ce qu'il a été. A l'hôpital pénitentiaire de Fresnes, où il purgeait une peine de réclusion criminelle à perpétuité pour complicité de crimes contre l'humanité, Paul Touvier est mort.

JEUDI : Jacques a dit : *« On ne peut plus faire de promesses en l'air. »* C'est bien l'avis des Corses, qui semblent accueillir avec scepticisme celles que le premier ministre en personne est venu leur apporter. Après deux jours de visite dans l'île, ponctués d'annonces économiques, fiscales et agricoles *« sans précédent »*, d'une succession de rendez-vous avec les socioprofessionnels, les policiers, les magistrats, les éleveurs et même les vendeurs de confiture de châtaignes sur le marché d'Ajaccio, Alain Juppé est apparu un peu amer. Il n'est *« pas Dieu le Père »*, a-t-il reconnu, mais il trouverait *« navrant »* que les Corses se laissent, eux aussi, emporter par ce maudit vent de pessimisme qui souffle encore plus fort de ce côté-là de la Méditerranée.

Jacques Chirac, *lui*, est rentré d'Afrique. Des promesses, il en a exigé de ses hôtes. *« Il faut en finir avec les coups de force, les putschs, les juntes, les pronunciamentos et toutes les manifestations violentes »*, leur a-t-il déclaré.

VENDREDI : Jacques a dit : *« Il faut sortir des sentiers battus. »* Michel Noir s'y essaie. L'ancien maire de Lyon, député (ex-RPR) du Rhône, condamné en première instance dans l'affaire Botton à dix-huit mois de prison avec sursis, fera ses débuts d'acteur au théâtre d'Aurillac (Cantal), le 16 octobre, dans une pièce d'Anton Tchékhov, *Oncle Vania*, qui conte la désillusion et la chute d'un homme, après une vie passée dans l'aveuglement.

En attendant la sortie du film de Claude Lelouch dont il est l'un des acteurs, à la fin du mois d'août, Bernard Tapie s'est envolé pour Atlanta. Le député des Bouches-du-Rhône, en passe d'être déchu de tous ses mandats, devrait commenter quelques épreuves olympiques pour les téléspectateurs de Canal Plus.

Quant à Alain Juppé, qui cherche lui aussi à sortir son image des sentiers battus de la technocratie, il s'est mué, le temps de la soirée de vendredi, en chroniqueur du Tour de France, à l'arrivée de l'étape Hendaye-Bordeaux. On ne se refait pas complètement : quelque chose d'un premier ministre résolument déterminé et optimiste affleurait sous le journaliste amateur commentant le *« courage »* de Richard Virenque. Edouard Balladur ne pouvait pas être en reste d'originalité. L'ancien premier ministre a donc convié ses amis – François Léotard, Nicolas Sarkozy, Simone Veil et quelques autres – à une *« promenade »*, lundi 22 juillet, sur les sentiers très balisés de Chamonix. On ne manquera sans doute pas d'y commenter la prestation télévisée de Jacques Chirac, en observant qu'il serait temps de remettre les pendules à l'heure, parce que la France est à la croisée des chemins, et de lancer quelques pierres dans le jardin d'Alain Juppé en soulignant que la balle est maintenant dans le camp du gouvernement.

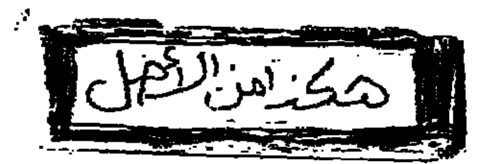
Pascale Robert-Diard

DÉPÊCHES

■ ***ENVIRONNEMENT :*** **Alain Juppé a décidé, vendredi 19 juillet, de geler l'application de la directive communautaire « Natura 2000 ».** Adopté en 1992, ce texte prévoit de classer dans chaque pays européen de nombreux sites naturels (1 300 en France) et d'y limiter les activités susceptibles de porter atteinte à la faune et à la flore. Sur recommandation du ministre de l'environnement, Matignon a suspendu le processus tant que Bruxelles n'aura pas précisé les modalités exactes du financement et de la gestion de ces sites.

■ **COMMÉMORATION : l'Union des étudiants juifs de France** (UEJF) a protesté, vendredi 19 juillet, contre les conditions d'organisation, à Toulon le 21 juillet, *« des cérémonies dédiées à la mémoire des victimes des persécutions racistes et antisémites commises par le gouvernement de Vichy »*. L'invitation est adressée conjointement par le préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, le comité départemental du Mémorial de la déportation et de l'internement et Jean-Marie Le Chevallier, maire (FN) de Toulon. La préfecture indique que dans l'organisation de cette cérémonie, depuis 1993, la mairie (propriétaire du Mémorial) est toujours associée à l'autorité préfectorale.

■ **ORANGE : la Fédération anarchiste** a rejeté, vendredi19 juillet, la demande que lui a adressée, le 16 juillet, Jacques Bompard, maire (FN) d'Orange (Vaucluse), qui souhaitait acquérir *« les titres les plus représentatifs du courant de pensée »* libertaire.



CORRUPTION Michel Mouillot, le maire (UDF-PR) de Cannes, a été mis en examen, vendredi 19 juillet, pour corruption passive et écroué à la maison d'arrêt de Draguignan (Var). ● DEVANT les enquêteurs, Michel Mouillot a reconnu avoir *« accepté »* un pot-de-vin de 3 millions de francs en échange du vote d'une autorisation au casino Carlton club d'exploiter des machines à sous. Son fils, Gil Mouillot, a été mis en examen pour complicité de corruption passive. ● CES FONDS, a déclaré Michel Mouillot sur procès-verbal, devaient constituer *« un cadeau pour [son] parti »*, le Parti républicain. Cette version, jugée peu crédible par les enquêteurs, a été corroborée par le cabinet du maire, qui a évoqué un financement *« au moins régional, voire national »* du PR. A Cannes, cette affaire ébranle le système politique d'une ville qui connaît d'importantes difficultés financières.

M. Mouillot se défend en invoquant le financement du Parti républicain

Mis en examen pour corruption passive et écroué, le maire (UDF-PR) de Cannes a reconnu avoir « accepté » un pot-de-vin de 3 millions de francs. Il n'a pas fourni de détails sur le circuit que ces fonds devaient emprunter

UNE ÉTAPE supplémentaire a été franchie, vendredi 19 juillet, dans la descente aux enfers de Michel Mouillot. Recherché par la police mercredi, gardé à vue jeudi, mis en examen vendredi pour *« corruption passive »*, le maire (UDF-PR) de Cannes a été placé, dans la soirée, en détention provisoire à la maison d'arrêt de Draguignan (Var).

En trois jours, M. Mouillot aura vu ses deux plus proches collaborateurs, puis son propre fils, le conseiller municipal Gil Mouillot, mis en cause dans une rocambolesque affaire de pot-de-vin, instruite à Grasse (Alpes-maritimes) par le juge d'instruction Jean-Pierre Murciano. Le directeur du cabinet du maire de Cannes, Jean de Mendiguren, a lui aussi été incarcéré au terme de sa garde à vue, cependant qu'Yvette Bordenave, chef de son cabinet, a été remise en liberté sans avoir été mise en examen.



Gil Mouillot, quant à lui, a été mis en examen pour *« complicité de corruption passive »*, mais laissé en liberté. Il a reconnu avoir, à la demande de son père, *« recruté »* Daniel Teruel, l'homme qui devait réceptionner, à Londres, la mallette contenant le million de francs versé par les dirigeants du Carlton Casino Club de Cannes, et qui a été interpellé par Scotland Yard (*Le Monde* des 19 et 20 juillet). Le maire de Cannes a indiqué, sur procès-verbal, que son fils et cet homme – connu par ailleurs de la police comme ancien trafiquant de cocaïne – étaient associés dans une société de promotion immobilière au Vietnam. Un second émissaire, Aldo Sonnino, arrêté jeudi à son retour de Londres, où la police n'était pas parvenue à l'intercepter, a été mis en examen et écroué vendredi.

Après quelque quarante heures de garde à vue, Michel Mouillot a reconnu l'essentiel des faits. Il a toutefois assuré n'avoir fait qu'accepter une proposition des dirigeants du casino, en contrepartie du vote, par le conseil municipal de Cannes, d'une autorisation d'exploiter des machines à sous. *« J'ai eu tort d'accepter »*, a déclaré M. Mouillot, avant de demander lui-même à être incarcéré, en expliquant qu'il entendait *« assumer »* seul cette décision. Selon la déposition du gérant du casino, M. Mouillot lui aurait indiqué, le 21 juin, au cours d'un entretien en tête-à-tête, que l'argent exigé serait destiné à *« sa campagne électorale »*. Jugée peu crédible par les enquêteurs, cette version a été réitérée par Michel Mouillot au cours de sa garde à vue, et corroborée, ensuite, par le directeur de son cabinet, M. de Mendiguren.

« Nous ne savions pas que nous devions récupérer de l'argent »

M. Mouillot a indiqué que les trois millions attendus étaient un *« cadeau pour [son] parti »*. M. de Mendiguren a, lui, estimé que compte tenu du montant – *« un à trois millions »* –, il ne pouvait s'agir que d'un financement *« au moins régional, voire national »* du Parti républicain.

Considéré comme un proche de François Léotard, l'actuel président de l'UDF, Michel Mouillot s'efforce-t-il de s'abriter derrière son parti ? Aux enquêteurs, il n'a fourni aucun détail sur le circuit que devaient emprunter les fonds pour alimenter une trésorerie occulte du PR. Il devra, pour rendre crédible cette version – qui n'écarte pas, au demeurant, la qualification de *« corruption »* retenue par le juge – expliquer quelle devait être la destination de la fameuse mallette. Remise à l'hôtel Ritz de Londres à Daniel Teruel, elle devait ensuite être récupérée par Aldo Sonnino, au Novotel de la capitale anglaise. *« Nous ne savions pas que nous devions récupérer de l'argent*, a déclaré au *Monde* l'épouse de ce dernier, Danièle Sonnino, interrogée par téléphone, samedi matin 20 juillet. *Mon mari m'avait offert ce voyage à Londres pour mes cinquante ans. Je n'étais au courant de rien. Il m'a simplement dit qu'il devait rencontrer quelqu'un au Ritz, et qu'ensuite nous rentrions. Nous n'avons su qu'il s'agissait d'argent qu'à notre retour à Nice, en lisant les journaux. Lorsque la police est venue nous arrêter, nous sommes tombés des nues. »*

Mme Sonnino nous a en outre confirmé que c'était bien à la demande du directeur du cabinet de M. Mouillot que son époux avait accepté de *« rendre ce service »*, mais elle assure ignorer ce qu'il était ensuite censé faire de la mallette. Au chômage depuis son licenciement, en 1995, par la Compagnie immobilière Phénix (CIP), filiale de la Générale des eaux particulièrement présente à Cannes, M. Sonnino, a-t-elle ajouté, *« faisait du bénévolat pour le PR, où il n'a jamais eu aucune fonction – il rentrait sur ordinateur le fichier des adhérents. » « Il avait ses petites entrées à la mairie*, nous a précisé le beau-frère de M. Sonnino, *il espérait y trouver un emploi. On lui a demandé un service, il l'a fait. »*

Hervé Gattegno

« A Cannes, on est en pleine Rome de la décadence »

CANNES
de notre envoyé spécial

« Franchement, je suis triste pour Cannes et les Cannois... », dit d'un ton enjoué Anne-Marie Dupuy, ancien maire de Cannes, battue en 1989 par Michel Mouillot après une campagne d'une rare bassesse. *« Mais il faut bien dire que la moitié de la ville a mérité ce qui lui arrive. Et lui, sans vouloir être méchante, il faut être très naïf pour se faire prendre comme ça. Il a dû attraper la grosse tête et avoir des besoins d'argent démesurés. »* Le très actif Michel Mouillot, l'inventeur de la « bande à Léo », le grand copain de Michel Charasse, bref, celui qu'on avait surnommé chez Pernod-Ricard « le ventilateur » pour ses talents à déplacer de l'air, trébuche sur trois malheureux millions de francs fâcheusement oubliés sur sa route.

Il y a ceux qui s'y attendaient et ceux, moins nombreux, qui paraissent tomber des nues. Quelques-uns parlent d'un complot ourdi par Paris pour faire chuter un maire intègre. Il sera intéressant de compter leur nombre au fil des jours. Le premier adjoint, Maurice Delauney, âgé de soixante-dix-huit ans, ancien ambassadeur, dit « la momie », qui exerce les fonctions du maire par intérim, affirme son estime pour M. Mouillot. *« Très bon maire de Cannes, il a dynamisé la ville, réduit la dette, fleuri les rues, multiplié les effectifs de la police par trois. Aucun socialiste ni communiste au conseil, qui peut en dire autant ? Le Palais est retenu jusqu'en novembre 1997. Quant à cette histoire, personne n'était au courant. C'est une affaire personnelle à M. Mouillot. »* En principe, rien n'oblige le maire à démissionner, ni le conseil municipal. Jusqu'aux élections de 2001.

SYNDROME DYNASTIQUE

Françoise Léadouze (RPR) fut adjoint au maire de Cannes pour les affaires culturelles jusqu'en 1993, année où elle démissionna, consternée de découvrir les turpitudes du système Mouillot. *« On assiste chez certains élus à une véritable pathologie de la corruption, dont la principale manifestation est une tendance schizophrénique à se méfier de tout et de tous »*, écrit-elle alors. Elle n'a pas changé d'avis.

La ville est gravement endettée et pourrait passer sous tutelle préfectorale. Une ville très riche, mais minée par les salaires de complaisance, l'argent et les invitations balancés à tout-va. Les opérettes ruineuses montées pour plaire à ce qu'on appelle ici « le bel âge », c'est-à-dire les retraités. *« Ici*, poursuit Françoise Léadouze, *les gens naissent à soixante-cinq ans. Ils ont été extraordinairement manipulés. Moi aussi j'y ai cru au début. Un escroc, c'est forcément quelqu'un de sympathique, sinon... Mais je disqualifie toute l'équipe qui est restée en place, parce que plus personne ne pouvait ignorer la vérité. »*

Intimidation, pressions, corruption, quadrillage de la ville par une trentaine de comités de quartier permettant au maire de tout surveiller... Syndrome dynastique majeur, enfin : le maire Michel envisageait de mettre à sa place son fils Gil, suite aux tracas liés à l'affaire Botton, se réservant quant à lui une direction du tourisme. On se demande ce qu'a pu oublier ce Néron cannois sur la liste des desserts interdits.

Gilles Cornut-Gentille, fils d'un ancien maire de Cannes resté célèbre pour son intégrité, a figuré sur la liste Mouillot. Le jour même où le maire était arrêté, ce deuxième adjoint devait être démis de ses fonctions municipales, ainsi que trois autres conseillers (Gilles Cima, Bernard Aiken, Paul Simonnet). *« J'ai vu Mouillot devenir de plus en plus parano. C'est un personnage suspect et attachant*, assure-t-il. *Il sait créer des liens affectifs. Il sait faire peur aussi. On est en pleine Rome de la décadence. Mais il est mis en quarantaine, complètement barré au niveau national, et ça pose des problèmes pratiques à la ville. »*

« Cannes a engagé beaucoup de contrôleurs financiers. Dès qu'ils faisaient leur boulot, ils valsaient. Mais, ajoute un cadre municipal, *les gens qui font la richesse de Cannes, les festivaliers du Tax-Free, du MIDEM, n'aiment pas ce climat. Les gens sont inquiets. »* Il y a de quoi. La ville surendettée ne peut plus faire face à de nombreux travaux. Gilles Cornut-Gentille n'était pas invité au pot municipal du 14 juillet ni au feu d'artifice. Motif de cette disgrâce ? Le deuxième adjoint ne verrait pas du tout d'un mauvais œil la candidature de Bernard Pons à la mairie de Cannes.

Michel Braudeau

DÉPÊCHES

■ **IMMIGRATION : les huit étrangers « sans papiers »** qui observaient une grève de la faim à l'église Saint-Hippolyte à Paris (13e) ont décidé, vendredi 19 juillet, d'arrêter leur mouvement commencé le 1er juillet avec le soutien de la Cimade et de l'archevêché de Paris (*Le Monde* daté 14-15 juillet). Ils estiment que les *« pourparlers ouverts avec les pouvoirs publics »* ont débouché sur *« une étude réaliste et bienveillante »* de leurs dossiers réclamant le droit de vivre en famille.

■ **MENDICITE : trois sans-abri** ont déposé une plainte contre l'arrêté municipal de la ville de Nice interdisant la mendicité dans le centre. Le procureur de la République a ordonné une enquête pour vérifier les conditions dans lesquelles près de 250 sans-abri ont, depuis, été déplacés *« contre leur gré »* dans un centre *« d'accueil »* sans hébergement situé à une douzaine de kilomètres. (*Corresp.*)

■ **POLICE : l'Inspection générale de la police nationale** (IGPN) a été chargée d'une enquête sur le décès, jeudi 18 juillet, d'un homme âgé de vingt-huit ans, transféré en état d'ébriété de l'hôpital au commissariat de Mantes-la-Jolie (Yvelines).

■ **MEURTRE : une adolescente** âgée de treize ans et demi a été retrouvée morte, jeudi 18 juillet, dans sa chambre de l'auberge de jeunesse de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine). En voyage scolaire avec son école de Launceston (Grande-Bretagne), elle aurait été étouffée après avoir été violée, indiquent les premiers résultats de l'autopsie.

L'islam inspire de nombreuses associations de jeunes « beurs »

L'institut Banlieuescopies relativise les risques de repli communautaire

DES BEURS organisés autour de l'islam, des blacks à la recherche d'une identité spécifique. Les deux archétypes considérés comme les plus menaçants du « jeune de banlieue » ont été analysés, à l'été et à l'automne 1995, par l'institut Banlieuescopies, en pleine vague d'attentats. Cette double enquête réalisée sur le terrain dans ce climat particulier a été remise à Eric Roult, ministre délégué à la ville et à l'intégration. Rendue publique vendredi 19 juillet, elle confirme l'inscription de la référence musulmane dans l'identité des jeunes Français d'origine maghrébine et témoigne du repli ethnique qui touche certains jeunes Noirs, qu'ils soient d'origine africaine ou antillaise.

Loin des caricatures et des généralisations hâtives, ce document décrit la coexistence des revendications musulmane et française dans l'esprit de la plupart des jeunes pratiquants et relativise la force du communautarisme noir. Mais la menace de dérives existe, dans une société incapable d'engager le dialogue avec ces nouvelles générations, concluent ces études rédigées sous la direction du sociologue Adil Jazouli.

« Une réalité complexe, problématique, mais incontournable » : ainsi apparaissent *« les associations et regroupements affinitaires de jeunes musulmans »*, selon l'étude de Banlieuescopies, qui prend ainsi acte de l'*« émergence des jeunes musulmans en tant qu'acteurs collectifs »*. Replaçant cette réalité dans l'histoire de l'islam et de l'immigration en France, le document rappelle que les jeunes musulmans d'origine maghrébine s'apparentent à des convertis, puisque leurs parents ne leur ont transmis que des pratiques frustres, lacunaires et détachées de tout contexte, quand ils n'ont pas grandi dans un milieu non religieux.

L'islam des jeunes, souvent révélé par des étudiants prosélytes venus du Maghreb, s'est construit *« en rupture avec l'islam des pères illettrés »*. Plus que le ressentiment à l'égard de la société française, c'est la révolte contre des parents jugés *« mauvais éducateurs »* et leur islam traditionnel qui fonde leur *« nouvelle identité de croyants »*, adeptes d'un *« véritable islam »*.

ACTION COLLECTIVE

Estimant qu'une éducation religieuse sérieuse et précoce aurait écarté bien des jeunes des chemins de la délinquance, ils tentent ainsi de s'exonérer de leurs propres responsabilités. Héritiers du « mouvement beur » du début des années 80, les jeunes musulmans cherchent aujourd'hui dans la religion un moyen de réagir à la *« démonétisation des convictions civiques »* et de redonner sens à une action collective dont les enjeux n'ont pas changé : conquête de la dignité et de l'intégration sociale, rejet des discriminations.

Le rapport distingue, dans les cités, *« une petite communauté »* très restreinte de *« jeunes très pratiquants »* à la fois enracinée dans la jeunesse locale et au mode de vie très strict, décalé, et la *« mouvance »*, plus large, des jeunes qui *« se revendiquent de l'islam »*. Les premiers recherchent dans la religion les valeurs de respect, d'exemplarité, d'universalité et de convivialité, même si certains ne poursuivent pas longtemps le mode de vie ascétique qu'ils s'imposent. Prenant le contrepied de leurs parents, ils se revendiquent citoyens français et se définissent en double référence à la foi et aux valeurs de la République. *« Qu'ils le veuillent ou non, la France est notre pays et nous ne sommes pas des bâtards »*, constate un jeune interrogé.

L'étude montre enfin l'imprégnation musulmane grandissante des associations beurs mobilisées dans différentes formes d'aide sociale. *« Une infime partie »* d'entre elles peuvent servir de couverture à des mouvements terroristes, estiment les auteurs. A l'inverse, leur enracinement dans un islam tolérant dépend à la fois de leur capacité à respecter les valeurs de la République et de la reconnaissance par cette dernière des *« vertus »* de ces nouveaux acteurs du jeu social.

Les jeunes Noirs, quant à eux, apparaissent moins tournés vers la religion, mais les discriminations dont ils sont victimes dans l'accès à l'emploi et au logement les conduisent à rechercher *« une identité noire et africaine »* dont l'utilisation du terme « black » – considéré comme moins péjoratif que « Noir » – est le signe de reconnaissance. Le renforcement des structures communautaires est *« à la fois un phénomène que l'on subit »* – notamment à cause de la relégation dans certains logements – *« et auquel on finit par s'identifier à défaut d'autre chose »*. Il n'est cependant pas sans conséquence. Ainsi, dans les cités du nord de Paris où cohabitent juifs et Noirs, les enquêteurs de Banlieuescopies constatent que *« des propos antisémites sont de plus en plus régulièrement entendus »*.

Le document analyse enfin le désarroi de beaucoup de familles africaines et antillaises confrontées à l'éducation de leurs enfants, et la méconnaissance de leur mode de vie par les éducateurs et les élus. Ces erreurs d'analyse génèrent des blocages et freinent l'intégration, mais n'empêchent pas l'émergence d'une nouvelle génération d'associations d'Africains spécialisées dans la médiation sociale et l'accompagnement des familles, qui témoignent d'une forte volonté d'ancrage en France.

Philippe Bernard

★ « Les jeunes musulmans en France. Les jeunes Noirs en France. Etudes exploratoires », par Maria do Céu Cunha, Jean-Luc Porcedo et Saadia Sahali, sous la direction d'Adil Jazouli. Banlieuescopies : tél. : (1) 42-22-47-86.

Aux racines de l'intégration

L'intégration des enfants d'immigrés suppose une connaissance minimum de leurs racines. Ancien ministre de l'intégration, Kofi Yamgnane préside une « fondation pour l'intégration républicaine », qui récompense des initiatives dans ce sens. Le livre *Mémoire des migrations ?*, coédité par Le Monde Editions, rassemble des textes et des documents rédigés et collectés par des élèves du lycée Frédéric-Mistral de Fresnes pour témoigner de la diversité de leurs origines. Eric a retrouvé une émouvante photographie de son grand-père FFI, Mohana celle de son propre grand-père, un « terroriste » algérien, et Véronique a trouvé la trace d'ancêtres esclaves aux Antilles... L'ensemble intéressera ceux qui veulent comprendre pourquoi près d'un Français sur cinq a aujourd'hui un parent ou un grand-parent étranger.

DISPARITIONS

Denise Péron

Une figure du théâtre français de l'après-guerre

L'ACTRICE Denise Péron est morte d'un arrêt cardiaque vendredi 19 juillet à son domicile de Créteil (Val-de-Marne), après avoir passé vingt mois dans le coma à la suite d'un accident de voiture. Elle était âgée de soixante et onze ans. C'est l'une des figures singulières de l'histoire du théâtre français de l'après-guerre qui disparaît puisque Denise Péron aura été actrice, metteur en scène et professeur d'art dramatique. Elle a servi plusieurs des grands textes et des grands rôles du répertoire du siècle.

Après des études à l'école de Charles Dullin de 1943 à 1946, Denise Péron, épouse du comédien Daniel Emilfork et mère de la comédienne et metteur en scène Stéphanie Loïk, a été demandée par chacune des générations successives du théâtre contemporain.

Raymond Rouleau, Maurice Jacquemont, Laurent Terzieff, puis Denis Llorca, Giorgio Strehler, Klaus Michael Grüber, Marcel Maréchal, Jean-Pierre Vincent, Jean-Luc Lagarce ou Joël Jouanneau l'ont appelée pour servir des personnages toujours hauts en couleurs, forts en gueule, à la mesure de cette femme ronde, dont les forces physiques et vocales paraissaient ne jamais devoir décliner. Au point qu'on lui demandait – et qu'elle acceptait volontiers – d'interpréter des rôles d'homme comme par exemple celui de l'écrivain Ernest Hemingway sous la conduite de Denis Llorca.

Plusieurs cinéastes ont fait appel à Denise Péron et souvent pour des seconds rôles auxquels elle donnait aussitôt un relief important. Elle a ainsi été dirigée, par exemple, par Claude Goretta *(Racines)*, Alain Tanner *(Le Bout du monde)*, René Ferret *(La Communion solennelle)*, Andrzej Wajda *(Danton)*, Claude Lelouch *(Partir, revenir)* et Woody Allen *(Guerre et paix)*.

Actrice, Denise Péron se plaisait aussi à transmettre son expérience par le biais de la mise en scène – elle a réalisé quatre spectacles dont un *En attendant Godot* servi uniquement par des femmes – ou par celui de l'enseignement qu'elle a prodigué aux élèves de l'école du Théâtre des Amandiers de Nanterre à partir de 1982, alors dirigée par Pierre Romans et Patrice Chéreau.

Olivier Schmitt

■ **JOSÉ MANUEL FUENTE**, coureur cycliste professionnel espagnol, est mort, jeudi 18 juillet à Oviedo, à l'age de cinquante et un ans. A la suite d'une transplantation rénale en mai, il avait dû être de nouveau hospitalisé. Surnommé « El Tarangu », Fuente avait remporté quatre années de suite le titre du meilleur grimpeur du Tour d'Italie (de 1971 à 1974). Il s'était aussi imposé à deux reprises dans le Tour d'Espagne (1972, 1974) et avait terminé troisième du Tour de France en 1973. Il avait dû mettre un terme à sa carrière à cause de graves problèmes rénaux.

■ **MARCEL DADI**, guitariste français, né le 20 août 1951 en Tunisie, est mort, dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juillet. Il était parmi les victimes de l'explosion en vol, encore inexpliquée, du Boeing 747 de la TWA au départ de New York. Dans les années 70, Marcel Dadi avait popularisé la guitare country et plus particulièrement la technique du *finger picking* – les cordes sont pincées –, qu'il tenait d'un des plus célèbres guitariste de Nashville, Chet Atkins. Pédagogue, Marcel Dadi avait aussi inventé une méthode d'apprentissage de la guitare à partir de tablatures – les positions des doigts sur le manche sont représentées sur des grilles. Des dessinateurs issus du journal *Pilote*, comme Gotlib ou Jean Solé, avaient illustré ses disques (*La Guitare à Dadi, Dadi's Folk, Dadi in Nashville, Nashville Rendez-vous*, avec Chet Atkins) ou ses receuils de partitions. Marcel Dadi avait aussi collaboré au mensuel *Rock & Folk* et avait été propriétaire d'un magasin de guitares à Paris. Guitariste réputé dans les milieux musicaux américains, Marcel Dadi avait cessé ses activités dans les années 80, avant de redevenir professionnel. Il participait régulièrement à des festivals country en Europe et aux Etas-Unis.

■ **ROGER MEUDEC**, ancien président de la Caisse nationale d'assurance- vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) entre 1984 et 1991, est mort, vendredi 12 juillet, à Paris, à l'âge de soixante-seize ans. Roger Meudec avait encore pris une part active au trentième congrès de la CFE-CGC, qui s'est tenu à Deauville à la fin du mois de juin. Né le 5 avril 1920, à Paris, diplômé de l'Institut national des statistiques, Roger Meudec a poursuivi une double carrière dans les assurances et à la CGC, qui l'a conduit au poste d'administrateur du GAN, de 1968 à 1971, puis de membre du Conseil national des assurances (CNA), jusqu'en 1973, et de président de la fédération CGC des assurances, de 1962 à 1968 et de 1971 à 1986. Nommé président de la CNAV, le 1er février 1984, Roger Meudec fut aussi vice-président de l'Arrco (retraites complémentaires) et président du Comité de coordination des adultes handicapés.

■ **STEVE TESICH**, scénariste américain, est mort d'une crise cardiaque, le 1er juillet, à Sydney (Nouvelle-Ecosse), où il se trouvait en vacances. Il était âgé de cinquante-quatre ans. Il était né en Yougoslavie, pays que son père avait fui au lendemain de la deuxième guerre mondiale, alors que lui-même n'était âgé que de quatorze ans. Son histoire personnelle et ses souvenirs d'adolescent fasciné par un pays nommé « America » et dont il ne comprenait alors pas la langue ont nourri le scénario de *Georgia*, d'Arthur Penn (1981). Auparavant, Steve Tesich avait signé deux scénarios pour le réalisateur anglais, installé aux Etats-Unis, Peter Yates : *La Bande des quatre* (1979), film méconnu dans lequel un adolescent passionné de cyclisme veut à tout prix faire croire qu'il est italien, et *L'Œil du témoin* (1980), film policier dans lequel William Hurt feint d'avoir été témoin d'un crime pour approcher une journaliste vedette de la télévision qu'interprète Sigourney Weaver. Collaborant une troisième fois avec Peter Yates, Tesich a aussi écrit le médiocre *Eleni* (1985), ainsi qu'une adaptation du *Monde selon Garp* (George Roy Hill, 1982) et le singulier film de John Badham, *Le Prix de l'exploit* (1985), qui confirmait sa passion pour les courses cyclistes. Avant d'écrire pour le cinéma, il avait fait jouer plusieurs pièces (à partir de 1971) et était revenu au théâtre ces dernières années, notamment avec *Art and Leisure, On the Road* et *Square One*. Il était aussi l'auteur d'un roman, *Summer Crossing* (1982).

NOMINATIONS

SÉCURITÉ SOCIALE

Jean-Marie Spaeth, *secrétaire national et trésorier de la CFDT*, a été élu, mardi 16 juillet, président de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), en remplacement de Jean-Claude Mallet (FO).

[Né le 15 août 1945 à Faulquemont (Moselle), ouvrier professionnel des mines, Jean-Marie Spaeth a été élu secrétaire général de la fédération des mineurs CFDT en octobre 1976. Membre de la commission exécutive de la CFDT depuis 1985, Jean-Marie Spaeth a été président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse de 1991 à 1996.]

Jean-Luc Cazettes, secrétaire national de la CFE-CGC, chargé de la protection sociale, a été élu, mercredi 17 juillet, président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV).

[Né le 6 novembre 1943 à Alger (Algérie), licencié en sciences économiques, Jean-Luc Cazettes est cadre chez Elf-Aquitaine. Membre du comité confédéral de la CFE-CGC depuis 1975, il a été président de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss) de 1991 à 1996. Il est conseiller municipal (RPR) de Saint-Gratien (Val-d'Oise) depuis 1983.]

Bernard Caron, directeur chargé de la protection sociale au CNPF, a été élu, mercredi 17 juillet, président de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss).

[Né le 26 mars 1938 à Lille (Nord), diplômé de l'Ecole supérieure de commerce et d'administration des entreprises de Lille, Bernard Caron a été adjoint au syndicat patronal textile de Roubaix-Tourcoing, puis directeur de la formation et de la protection sociale à l'Union des industries textiles (UIT), avant d'occuper les mêmes fonctions au CNPF, depuis 1985.]

Jean-Paul Probst, secrétaire général adjoint de la CFTC, a été réélu, mardi 16 juillet, président de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

[Né le 12 juillet 1948 à Strasbourg (Haut-Rhin), diplômé de l'Institut d'économie appliquée aux affaires, Jean-Paul Probst a d'abord été responsable administratif et financier à la chambre des métiers de Strasbourg, puis consultant et conseiller d'entreprise. Adhérent de la CFTC depuis 1980, il a été élu pour la première fois à la présidence de la CNAF en 1992.]

CONSEIL D'ÉTAT

Sur proposition du garde des Sceaux, Jacques Toubon, le conseil des ministres du lundi 15 juillet a nommé **Dominique Balmary** conseiller d'Etat au tour extérieur. Dominique Balmary était délégué à l'emploi depuis 1986 (*Le Monde* du 17 juillet).

[Né le 18 juin 1939 à Versailles, ancien élève de l'ENA (1965-67), Dominique Balmary commence sa carrière au ministère des affaires sociales. Il est chargé de mission au cabinet du ministre du travail, de l'emploi et de la population, Joseph Fontanet (1969-1971). Il est encore chargé de mission auprès de l'Association nationale pour la formation des adultes (1971-1974), avant d'être nommé conseiller technique au cabinet du ministre du travail, Michel Durafour (1974-1975). Il devient sous-directeur à la délégation à l'emploi (1975-1977), puis adjoint au délégué à l'emploi (1977-1980) et directeur des relations du travail au ministère du travail et de la participation (1980-1982). Il occupe la fonction de directeur des affaires sociales à la Compagnie générale d'électricité (1982-1986) et, par intérim, de directeur général des affaires sociales à CIT-Alcatel (1984-1986). En septembre 1986, il est nommé délégué à l'emploi au ministère des affaires sociales et de l'emploi. Il est, parallèlement, haut-fonctionnaire de défense au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, puis au ministère du travail, du dialogue social et de la participation (1987-1993).]

ÉDUCATION NATIONALE

Dominique Antoine, directeur des affaires scolaires et de l'enseignement supérieur au conseil régional d'Ile-de-France, a été nommé, mercredi 17 juillet, directeur de l'administration et des personnels du ministère de l'éducation nationale en remplacement de Jacky Richard, nommé inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale.

[Né le 12 février 1959 à Versailles, Dominique Antoine, diplômé de l'Essec, de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA, a été secrétaire général de l'académie de Versailles, de 1987 à 1988, puis, jusqu'en 1991, de l'académie d'Aix-Marseille. Chargé de mission à l'inspection générale de l'administration de l'éducation, il devient, en 1992, directeur adjoint du cabinet du président du Sénat, avant de rejoindre, en 1993, le cabinet de François Bayrou comme directeur adjoint. Après avoir été nommé, en 1995, inspecteur général adjoint de l'administration de l'éducation nationale, il occupait, depuis avril 1996, les fonctions de directeur des affaires scolaires et de l'enseignement supérieur du conseil régional d'Ile-de-France.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du dimanche 14 juillet est publiée :

● ***Zones inondables*** : *une circulaire du ministre de l'équipement aux préfets, relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables.* Les préfets doivent veiller à ce que soit interdite toute nouvelle construction dans les zones indondables soumises aux aléas les plus forts, contrôler strictement l'extension de l'urbanisation, c'est-à-dire la réalisation de nouvelles constructions dans les zones d'expansion des crues, et éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés.

Au *Journal officiel* daté lundi 15-mardi 16 juillet est notamment publiée :

● **Polynésie française** : une loi organique complétant celle du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ainsi qu'une décision du Conseil constitutionnel la déclarant conforme à la Constitution.

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

Ecole normale supérieure de Paris

Biologie-ES

Jean-Baptiste André (15e), Anne-Cécile Auclair (17e), Etienne Berthier (7e), Sylvain Bourlange (12e), Jean Callot (5e), Virginie Courtier (20e), Nicolas David (19e), Etienne Delannoy (10e), Caroline Dubacq (18e), Charlotte Faurie (9e), Lionel Gresh (22e), Bénédicte Landre (16e), Jean-François Le Galliard (1er), Henry Leturque (21e), Sigolène Meilhac (6e), Bertille Morel (14e), Frédéric Moret (11e), Anne Pacquelet (4e), Benoît Palancade (2e), Nicolas Rossignol (3e), Sébastien Storck (8e), Claire Wyart (13e).

Physique-DS

Nicolas Bacaer (10e), Yann Bourret (7e), Olivier Castany (9e), Joël Chavas (15e), Nicolas Chouchoud (13e), Philippe Cren (1er), Michaël Deschamps (2e *ex ae.*), Jean-Marie Dorbon (20e), Serge Florens (11e), François-Eugène Gaudemet (16e), Cédric Grange (21e), Sonia Gridel (5e), Jean Isaïa (22e), Grégoire Jean (14e), Daniel Latremolière (19e), Matthieu Lengaigne (18e), Guillaume Marbach (2e *ex ae.*), Raphaële Millot (17e), Ousseynou Nakoulima (6e), Julie-Anne Pruvost (8e), Elisabeth Raynaud (4e), Cyril Rousseau (12e), Catherine Sueur (23e).

Ecole normale supérieure de Lyon

Mathématiques

Vincent Beffara (1er), David Madore (2e), Jean Marot (3e), Stéphane Fischler (4e), Roland Vergnioux (5e), Paul Simondon (6e), Mladen Dimitrov (7e, admis au titre des étrangers), Yves Dutrieux (7e), Romain Dujardin (8e), François Marion (9e), Olivier Brinon (10e), Charles-Henry Levaillant (11e), Fabrice Orgogozo (12e), Peter Horval (12e admis au titre des étrangers), Julien Geitner (13e), Régis Lachaume (14e), Benoît Collins (15e), Thierry Guillet (16e), Patricia Reynaud (17e), Christophe Giraud (18e), Roland Badeau (19e), Benoît Maelati (20e), Omri Benayoun (21e), Alban Lourette (22e), Pierre Calka (23e), Pierre-Eric Conche (24e), Sylvain Ribault (25e), Julien Barre (26e), Julien Musset (27e), Stéphane Gasser (28e), Olivier Grumelard (29e), Jean-François Bony (30e), Mikaël Imberty (31e), François Chevalier (32e), Marie Doumic (33e), Guillaume Thonier (34e).

Physique-chimie

Elisabeth Raynaud (1re), Yann Bourret (2e), Julien Dodet (3e), Guillaume Cohen (4e), Cyril Rousseau (5e), Sonia Gridel (6e), Serge Florens (7e), François-eugène Gaudemet (8e), Elodie Ziegle (9e), Nicolas Bacaer (10e), Michaël Deschamps (11e), Geoffroy Lenglin (12e), Cédric Grange (13e), Ousseynou Nakoulima (14e), Nicolas Bouley (15e), Laurent Daniel (16e), Nicolas Biais (17e), Jean Isaia (18e), Philippe Cren (19e), Pierre-Olivier Beffy (20e), Matthieu Lengaigne (21e), Jean-Pierre Pelicier (22e), Sylvain Colson (23e), Christophe Tordeux (24e), Laurent Bringel (25e), Julie-Anne Pruvost (26e), Mathieu Rigaut (27e), Raphaële Millot (28e), Agnès Giraud (29e), Emmanuel Bretin (30e), Alexia Auffeves (31e), Yannick Feillens (32e), Sylvestre Bonnet (33e).

Sciences de la vie et de la Terre

Benoît Palancade (1er), Sigolène Meilhac (2e), Jean-françois Le Galliard (3e), Nicolas Rossignol (4e), Anne Pacquelet (5e), Etienne Berthier (6e), Jean Callot (7e), Sylvain Allombert (8e), Roland Douchet (9e), Jean-Marie Fourneau (10e), Frédédic Moret (11e), Anne-Cécile Auclair (12e), Cécile Grigne (13e), Henri Leturque (14e), Manuel Fulchiron (15e), Charlotte Faurie (16e), Sébastien Storck (17e), Frédéric Vignoud (18e), Etienne Delannoy (19e), Sylvain Bourlange (20e), Nathalie Encelot (21e), Agnès Fity (22e), Xavier Roux (23e), Anatole Harrois (24e), Florence Besse (25e), Frédéric Tully (26e), Pierre Meister (27e), Lionel Gresh (28e), Sandra Bensmihen (29e), Michaël Weber (30e), Karine Hoareau (31e).

Ecole supérieure de commerce de Lyon

Muriel Ambeza (122e), Caroline Antin (60e), Cécile Arragon (54e), Julien Assouline (112e), Annabelle Azoulay (129e), Laurent Bailleux (156e), Amanda Bard (103e), Grégoire Barreau (73e), Alexis Beguin (91e), Thomas Behaghel (5e), Eric Bendahan (89e), Jocelyne Bendriss (31e), Stéphanie Berland (35e), Sébastien Bernard de Montessus (49e), Lorenzo Bertho (104e), Pierre-Yves Bertrand (120e), Erwann Bomstein-Erb (80e), Alexandre Bon (14e), Yann Boudart (65e), Bérénice Boulay (84e), Frédéric Bouquet (98e), Mathieu Bouquet (172e), Amina Bouyoucef (48e), Julien Bouzitat (161e), Julie Briand (55e), Amélie Brossier (148e), Jean-Christophe Brun (70e), Marie Brunagel (145e), Stéphanie Canivet (185e), Rodolphe Carle (10e), Antoine Carrière (63e), Magali Castano (57e), Marianne Castelain (13e), Grégory Castelli (180e), Sandra Catalani (183e), Cécile Cazenave (114e), Arnould Chachay (149e), Félix Chambost (7e), Pierre Chavenon (20e), Karine Chenevière (12e), Amin Chikaoui (29e), Clara Chung (36e), Thomas Clotteau (96e), François Colas (68e), Philippe Collet (144e), Emmanuel Corbin de Grandchamp (47e), Céline Crémieu (61e), Arnaud Creput (151e), Tania Dagher (158e), Alexis Dana (141e), Yann Daspet (143e), Thomas David (110e), Grégoire de Chaunac-Lanzac (52e), Marie-Amélie de Corta (56e), Vanessa de La Lande de Vallière (86e), Arnaud de Lasteyrie du Saillant (43e), Xavier de Lestrange (189e), Foulques de Rostolan (74e), Gwenola de Severac (71e), Clara de Sousa (186e), Emmanuelle Debroise (53e), Thomas Debyser (136e), Michael Delouis (190e), Anne Demerle (33e), Renaud Deschamps (67e), Stéphanie Dhur (177e), Laurence Dieudonné (100e), Valérie-Anne Donnizaux (97e), Dominik Dumaine (154e), Marc Durie (182e), Yazan El Kareh (153e), Laurent Farge (88e), Raphaël Fassier (4e), Aurélien Fidon (28e), Nicolas Fleuriot de Montluisant (39e), Cédric Fontenit (8e), Juliette Foucault (165e), Pauline Foures (168e), Anne-Emmanuelle Gacon (75e), Marin Gagliardi (167e), Marion Galanter (18e), Cyril Garnier (11e), Sébastien Garreta (76e), Grégory Gautier (166e), Anne-France Gayet (181e), Guillaume Genot (27e), Benoît Genouville (46e), Laure Granson (131e), Nicolas Gros (179e), Mohamed Guennoun (123e), Alexandre Guérin (85e), Yann Guérin (124e), Sandra Guyon Gellin (15e), Sandrine Guzman (173e), Laure Hekayem (119e), Audrey Imbert (152e), Raphaële Jarry (3e), Pierre Jessenne (113e), Jean-François Jolu (72e), Anne Kaminsky (41e), *Fabien Keryell (81e)*, Anne-Laure Keundjian (160e), Julien Lacombe (30e), Maha Lalhou (176e), Mohammed Lahlou Abid (107e), Olivier Lamotte (126e), Serge Lang (142e), Hadrien-Charles Lange (108e), Gaétan Le Divenach (34e), Yannick Le Serviget (66e), Delphine Leblanc (121e), Anna Lefèvre (169e), Sébastien Léopold (162e), Anthony Lepoutre (38e), Christelle Leroux (93e), Julien Lestrade (175e), Rachel Liu (16e), Xavier Loosveldt (22e), Ronan Lory (132e), Benjamin Luche (101e), Duy Kiem Luong (69e), Nicolas Magnier (164e), Alexis *Mallez (58e), Prune Marre (87e), Jérémie* Martin (187e), Jean-Philippe Martinent (40e), Nathalie Maurin (23e), François-Xavier Mauron (1er), Sophie Maury (157e), David Menasce (6e), Chloé Mercier (42e), Philippe Mérigot (127e), Sylvain Mermillod (111e), Nawel Mettouchi (147e), Julien Mialaret (183e), Arnaud Michon (62e), Marie Millard (25e), Pierre Minnerath (95e), Michaël Moncarz (51e), Bastien Monsaigeon (17e), Thomas Morabito (44e), Jean-Philippe Morin (102e), Frédéric Moulin (26e), Marjorie Nadal (115e), Elvire Nicolas (139e), Marc Oiknine (77e), Maxime Paladini (59e), Mickaël Panol (90e), Julien Papelier (9e), Mathieu Parfait (24e), Charles Pascal (170e), Laurent Pecoraro (106e), Agnès Pelé (109e), Jean-Marie Perbost (163e), Marie-Astrid Perret (171e), Virginie Perrier (94e), Xavier Perrin (117e), Céline Piquemal (133e), Mathilde Pommier (118e), Magali Pons (130e), Andréa Pucnik (138e), François-Xavier Quenin (178e), Jean Renaudin (79e), Gauthier Reymondier (188e), Vanessa Ribes (50e), Gaël Rognon (83e), Brice-Alban Roualec (134e), Eva Rouede (116e), Pascal Schweitzer 135e), Odile Soulard (150e), Tanguy Stebelin (20e), *Sophie Taeib (158e)*, Sandra Talbot (137e), Adrien Tardy (45e), Nadia Terfous (32e), Vanessa Tiberghien (140e), Cynthia Tobiano (37e), Mickaël Toledano (92e), Anne Torrel (82e), Sophia Toulali (146e), Christelle Touzet (128e), Céline Tuccelli (174e), Sophie Tuillier (2e), Laure Veccia (77e), Mathieu Vicard (19e), Guillemette Vilmint (125e), Julien Weber (105e), Alexandre Winkler (64e), Karine Zamord (99e), Romain Zivy (154e).

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

– La direction des travaux maritimes de Toulon (Marine nationale)
a la grande tristesse de faire part du décès de

Dominique BALME,
ingénieur principal,

survenu le 17 juillet 1996.

Ses collaborateurs adressent à sa famille leurs plus sincères condoléances et tiennent à lui rendre hommage pour son action et son dévouement exemplaires.

Mlle Suzanne Bazin,
sa sœur,
Ses neveu, nièces, petits-neveux et petites-nièces,
Les familles Baudin, Collinet et Moulin,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mlle Hélène BAZIN,

survenu le 18 juillet 1996, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 22 juillet, à 9 heures, en l'église Saint-Cloud, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière des Batignolles.

Ni fleurs ni couronnes.

49, rue du Val-d'Or,
92210 Saint-Cloud.

– Les parents et ami(e)s de

Luc BÉNIÈRE

ont la tristesse de faire part de son décès à l'âge de quarante-trois ans, le 7 juillet 1996.

Ils vous donnent rendez-vous au funérarium du cimetière de Montreuil (Seine-Saint-Denis), lundi 22 juillet, à 10 heures.

– M. Honoré Bonnet,
Patricia, Christian Boeri
et leurs enfants Morgan et Ken,
Lesley Bonnet et Christophe Bracciani,
Les familles Romettino, Pace, Bonnet, Schmidt, Giraud, Goin, André, Henry, Sagi, Sappey-Marine et Belmondo (Italie),
ont la grande tristesse de faire part de la disparition de

Mme Ann BONNET.

Une messe a été dite à la chapelle de Pra-Loup.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Perpignan. Oran. Beni-Saf.

Abdelkader Hagani,
son mari,
Ghizlene et Sahra Hagani,
ses filles,
M. et Mme Khaldi,
ses parents,
Ses alliés, amis et collègues,
ont la douleur de faire part du décès de

Zoubida HAGANI,

le jeudi 18 juillet 1996.

Les obsèques auront lieu à Oran (Algérie).

– Nous avons la douleur de faire part du décès de

Moshe WALDMAN,
poète yiddish,

survenu le 19 juillet 1996.

Rywa Waldman,
son épouse,
Aron et Andrée Waldman,
leurs enfants et petits-enfants,
Rachel et Marcel Ertel,
leurs enfants et petits-enfants,
Myriam et Albert Klaperman
et leurs enfants,
Ainsi que ses frères Gedalia et Aron Waldman
et leurs familles.

Les obsèques auront lieu le lundi 22 juillet, à 16 h 30, au cimetière de Bagneux.

Remerciements

– Mme Jacques Sourdille
et ses enfants,
très touchés des innombrables marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès du

professeur Jacques SOURDILLE,
sénateur des Ardennes,

et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, vous prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Anniversaires de décès

– Il y a treize ans, le 21 juillet 1983,

Suzanne GAUTIER,
journaliste parlementaire,
secrétaire nationale
de la Fédération nationale
des anciens de la Résistance,

nous quittait.

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connue, aimée et appréciée.

Gémissons. Espérons.

– Dominique et Jeanine
rappellent le souvenir de

Paul MONDOLONI

qui nous a quittés le 19 juillet 1994.

Expositions

– **1936-1945. Magnum avant Magnum**, photographies de Cartier-Bresson, Capa, Rodger & Seymour. Jusqu'au 28 octobre, au CHRD, 14, avenue Berthelot, 69007 Lyon. Renseignements : 78-72-23-11.

Thèses

– **Thierry Millet** soutiendra sa thèse pour le doctorat ès sciences de gestion **« Contribution à l'étude de la gestion des organisations non marchandes : réflexions liées à l'observation de trois causes humanitaires »**, à l'université Montesquieu-Bordeaux-IV, le mardi 23 juillet 1996, à 15 h 30. Le jury sera composé de MM. les professeurs Gérard Hirigoyen, André Labourdette, Jean Larribau, Jean-Guy Mérigot (directeur de thèse) et Bruno Sire.

HORIZONS

REPORTAGE




GENS DE MER

Le photographe dont la marine fit un peintre

PHILIP PLISSON se rappellera toujours ce jour de 1990 où le contre-amiral François Bellec, directeur du Musée de la marine, lui annonça joyeusement au téléphone : *« Maître, le ministre a signé ! Vous voici nommé peintre de la marine ! »* Il était *« transporté »*, *« fou de joie »*. *« Marie ! Dans mes bras ! »* : Philip Plisson n'est pas homme à cacher son bonheur. Surtout pas à sa femme.

Ses yeux, quand il raconte l'anecdote ! Son sourire, quand il évoque les égards avec lesquels on le reçoit désormais à bord des navires de la Royale ! Ce plaisir à décrire l'empressement avec lequel officiers et préfets maritimes accèdent à ses moindres désirs ! *« Je claque un doigt, hop ! Incroyable, le statut que cela donne ! »* Et cette jubilation quand il confirme si simplement : *« Oui, on peut nous appeler "maître". »* Maître Plisson ! Quel polisson !

Regardez-le sur la photo de Mourot ! Droit comme un militaire, grandi par la casquette, tenté de prendre la pose ! (Il raffole de son uniforme blanc !) Pour un peu, on le croirait austère. Mais ne vous y trompez pas ! Plisson sait faire « comme si ». Car sa vraie nature est joviale ! Et son visage poupin et rose, celui d'un gamin gourmand qui frôle la cinquantaine et se réjouit sans fausse pudeur des bons tours que ne cesse de lui jouer la vie. A moins que ce ne soit l'inverse. Car, enfin, cet homme canonisé par décret ministériel « peintre de la Marine », ce titre illustre et grave créé par Richelieu pour immortaliser les hauts faits maritimes, est, clamons-le, un « photographe ». Oui, un photographe ! Oh, cher cardinal !

L'affaire ne se fit pas sans grincements de dents. Les peintres – une quarantaine possèdent ce statut – ont renâclé. Tant de liberté prise avec la tradition ! Tant de désinvolture pour métisser le corps artistique le plus ancien créé dans le royaume ! Un photographe dans ce cénacle d'artistes ? Ses boîtiers japonais métalliques près des gouaches et pinceaux ? Typhon !

C'est le contre-amiral Bellec, peintre lui-même, emballé par ses clichés, qui fut son avocat. *« J'ai travaillé au corps mes confrères les plus rebelles ; plaidé l'idée qu'un peintre ne peut rendre compte des développements de la voile ni des exercices de multicoques avec la fulgurance du photographe ; expliqué que son apport prolongeait avantageusement notre rôle de témoin de la vie maritime et contribuait à faire perdurer ce corps. »* La fourniture, par Plisson, d'une vingtaine de photos « artistiques » prouvant qu'il ne se contentait pas d'*« appuyer sur le bouton »* fit sauter le verrou. Le photographe, donc, devint « peintre ».

Assimilé, à bord d'un navire de guerre, au grade de lieutenant de vaisseau, Plisson trouve l'aventure et l'honneur délectables. Il embarque avec joie sur la *Jeanne*, offre à la marine ses clichés, et accompagne désormais sa signature d'une petite ancre blanche. C'est le privilège du titre. Il en a fait son sceau. Car, soucieux de se faire connaître, puis reconnaître, Plisson signe toutes ses photos ! *« Le bon sens !* dit-il. *Savoir faire autant que faire savoir ! »* Pour acheter un poster de mer ou de bateaux, certains, aujourd'hui, demandent simplement « un Plisson ». Bien joué. Malin, Plisson.

MALIN et passionné. Commerçant mais talentueux. A la mode mais sincère. Marin. Dingue de mer. Cela ne marcherait pas, sinon. C'est son inspiration, c'est aussi son moteur. Il aime la mer. Il l'aime de l'intérieur.

Comme s'il la comprenait. Comme s'il sentait l'humeur. Capable d'anticiper un mouvement, une lumière, une couleur. Soucieux de témoigner. Résolu à tout dire, de ce qu'il voit, de ce qu'il sait, de ce qu'il découvre au hasard d'une traque, de ce qui l'émeut, l'épate, l'étonne, l'excite. Il veut être de tout : d'une marée, d'une tempête, d'une brume, d'un départ de croisière ou d'un retour de pêche, d'un plongeon de dauphin, du vol plané d'une mouette. Il entend tout montrer, tout ! Mieux que montrer : faire entendre le vent qui souffle, énerve, déchaîne, siffle dans les haubans, vrombit dans la grand-voile, fracture les vagues avec éclat. Faire ressentir la force, la violence, le charivari tapageur, orgiaque des éléments. Et puis couper le souffle. Transmettre au spectateur cette impression d'infinie petitesse qui touche tous ceux qui, un jour, ont rencontré une vraie tempête en mer. Initier le terrien, ce borgne ou ce manchot dont rient les gens de mer, aux illuminations, fureurs, émerveillements que pêcheurs côtiers ou coureurs de grand large ne conservaient jusqu'à présent qu'au fond des yeux, comme un intransmissible secret.

Photographier la mer... Tenter ce miracle, suggère Paul Guimard, de rendre éternelle une fraction de seconde. Car la mer change si vite ! *« Vertigineux*, dit Plisson. *Aucune scène n'est fixe. Le tableau évolue chaque seconde en donnant le sentiment qu'il ne se figera jamais, qu'il est en devenir, que le prochain quart d'heure va être encore plus beau, réservera des surprises. Et l'on est excité, attentif, aux aguets. Convaincu que chaque moment intense est parfaitement unique ; que jamais plus il ne se reproduira de cette manière-là. Trop de paramètres en jeu. Des millions de combinaisons ! »*

LE vent ? *« A la fois une orientation et une puissance. »* La lumière ? *« Une intensité et un angle, selon les saisons. »* Les nuages ? *« Créateurs d'ombres et filtres de lumière. »* La marée ? *« Un horaire, un mouvement, une hauteur. »* La garantie que demain, à la même heure, tout sera différent. Car on est en Bretagne ! Plisson l'a adoptée après l'avoir rêvée, fréquentée en vacances, admirée et ralliée. *« 3 500 kilomètres de côte en comptant îles, abers, estuaires ! Et 15 mètres de marnage ! Dans quel pays au monde trouver une telle richesse ? Vous imaginez 15 mètres d'eau qui se vident sur des milliers d'hectares et reviennent six heures plus tard ? Deux spectacles par jour ! Un mouvement de va-et-vient, la mise à nu d'un territoire, de millions de rochers et puis, là, dans un aber, un petit bateau solitaire qui flotte dans 1 mètre d'eau ! C'est fabuleux ! Il faudrait combien de vies pour illustrer tout cela ? »*

Attendons de voir à quoi parvient la première ! Car Plisson n'arrête pas. Depuis qu'il a plaqué pour La Trinité sa Sologne natale, où la publicité avait testé et soumis à rude épreuve sa technique photo, il sillonne la Bretagne, en voiture, en bateau, en hélico. Il se donne, comme il dit, *« les moyens et le temps »* pour que la nature lui offre les spectacles dont il rêve. Attention ! Il croit au calcul et à l'intuition, peu au hasard. Et, s'il a un repère, c'est la météo, comme n'importe quel marin. Vingt, cent fois par jour, il ausculte le ciel et surveille fébrilement deux appareils qui dictent ses sorties : un baromètre électronique pour l'évolution des pressions et un petit indicateur de marées pour tout le littoral. *« Tous les marins savent bien que la météo n'évolue pas de la même façon en mortes-eaux ou en vives-eaux ! C'est la nature qui commande. A moi d'être disponible. »* Etre là où il faut, quand il faut, voilà. Après, *« la nature est si forte et si intense dans ses démonstrations qu'il suffira d'appuyer pour que l'image soit bonne »* ! A chaque condition météo correspond forcément le site optimal. La question peut se poser chaque jour. Au maître d'arbitrer. Tenez ! Cette stupéfiante photo sur laquelle une déferlante d'une vingtaine de mètres, blanche, cotonneuse, aérienne, s'apprête à submerger les maisons de la presqu'île de Penmarch. Encore une seconde et elle s'écrasera avec rage, mais stop ! Le temps est suspendu et la vague en furie, figée à tout jamais dans son élan somptueux. *« Après-midi de décembre, pleine mer, vent de noroît, 45 nœuds. Sortie en hélico. Toutes les chances étaient réunies pour que ça bastonne ! »*

Et, là, ce cliché de phare en mer, attaqué, pris d'assaut, enveloppé dans une cape d'écume blanche ? *« Des années d'attente ! Et puis soudain l'intuition, un beau matin d'hiver par coup de vent de noroît, que c'était le jour J. Six heures de planque entre les rochers de Portsall pour trois vagues seulement ! »*

Le bon photographe a de la chance, surtout s'il la travaille. Plisson le Magnifique – short-chaussettes ou pantalon blanc-blazer, impeccable – est aussi méthodique. La moindre information rentre dans l'ordinateur et s'inscrit sur ses cartes marines : *« Carantec : photographier le château du Taureau avec telle lumière, pour telle commande ou telle raison. »* L'information lui saute alors aux yeux au moindre déplacement dans la zone. En voiture, au gré du paysage, il confie à son Dictaphone des réflexions sur ce qu'il observe, une barque à photographier, une lumière à capter, un geste de pêcheur à immortaliser. Un œil sur son compas, il sait immédiatement l'orientation du site, et note donc le moment propice pour jouir de la meilleure lumière. Plisson est du genre bavard, même dans son magnéto. De tout, il prend bonne note. De la mer, il jure de créer la meilleure photothèque – baptisée Pêcheur d'images –, qu'il revendra plus tard.

A chaque image son histoire. C'est la force de Plisson. C'est son charme. Des liens un peu partout. Des amitiés multiples, anciennes, entretenues. *Des histoires de marins, dit-il.* De belles histoires d'hommes. De celles qui datent d'il y a trente ans, quand il tirait des bords au large de La Trinité aux côté de marins redoutables : Tabarly, Kersauson, Briand, Caradec. De celles qui sont scotchées à des souvenirs de course au large, qu'il disputa avec plaisir avant de les couvrir avec passion et d'abandonner brusquement, écœuré par l'excès de sponsoring, et d'exclusivités. Il peut parler ! Ses exclusivités à lui se faisaient par la force des choses ! Au nom de l'amitié !

A San Diego, c'est pour lui que Pajot accepta de sortir son bateau, un matin de Thanksgiving, un jour de grandes rafales. *Ville-de-Paris* donnait alors le sentiment de surfer sur un nuage. Trois minutes magiques, dix photos explosives. Un poster qui fit le tour du monde. C'est encore pour lui que le canot de sauvetage d'Ouessant alla en mer, un jour de très gros temps, offrant à l'hélico un panorama dantesque ; jackpot pour le photographe, photo-cadeau pour les sauveteurs en mer. Et c'est encore pour le saluer que le gardien du phare de la Jument, balayé par les vagues, ouvrit un jour sa porte, offrant à un photographe concurrent, qui avait loué l'hélico, un cliché stupéfiant ! Plisson, en Bretagne, est chez lui.

Parfois, il met des lunettes noires – *« comme mon ami Souchon »* – et entre incognito, dans ses propres galeries, écouter « son » public. Quand il est reconnu, signer des autographes est un joli plaisir. Presque autant qu'être en mer. Le succès est si doux au maestro...

Annick Cojean
Photographie : Jean Mourot

FIN

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

SIÈGE SOCIAL : 21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL. : (1) 42-17-20-00. Télécopieur : (1) 42-17-21-21 Télex : 206 806 F

L'Europe face à la mondialisation

Suite de la première page

Pour Jean-Louis Bourlanges, l'Etat-nation aux instruments largement émoussés peine à relever les grands défis surgis à la fin des années 70 en matière d'immigration, d'emploi ou d'environnement. Le *« lien national »* joue de moins en moins son rôle de *« matrice de l'égalité et du progrès »*. Que faire ? Pas question pour cet inlassable militant européen de baisser les bras en *« tenant un discours fataliste »*. Il faut tout au contraire *« redonner une marge de liberté à l'action publique »*, *« rendre des armes à l'Etat »*. Et cela d'une seule manière, en leur apportant un supplément d'Europe.

Face à la mondialisation, au besoin de *« réguler les réseaux »*, Jean-Louis Bourlanges préconise une *« démarche fédérative »* permettant d'*« organiser les différents niveaux de pouvoirs publics »*. Depuis celui du canton jusqu'à celui de l'organisation des Nations-unies, au long d'une *« chaîne »* dont l'Europe devient un *« maillon indispensable »*. Mais, reconnaît-il, un tel projet, ces temps-ci, n'est guère populaire. Car il est bien difficile de se faire l'avocat de l'Europe, *« cité froide fondée sur la raison »* et qui souffre d'un déficit de ferveur face aux exigences de la nation, *« cité chaude fondée sur la passion »*.

CRISE DE L'UNIVERSALITÉ

Pour Edwy Plenel, directeur de la rédaction du *Monde*, le thème même du débat a des relents hexagonaux. Il s'articule autour d'une *« question franco-française »*, celle des capacités de survie de *« l'identité »* nationale. *« La mondialisation*, poursuit-il, *semble une cible commode face à l'énigme que nous laisse l'échec du communisme en cette fin de siècle où il nous faut gérer le deuil de l'internationalisme politique »*. Deux types de réponse composites : la *« réponse nationale »*, qu'elle soit extrême ou seulement *« nationale-républicaine »* ; et la *« réponse humaniste et sociale »*, qui a ses faveurs. Il se méfie de *« tout raccourci national »* : *« Lorsqu'on a l'obsession du national, on ne construit pas le social. Lorsqu'on a l'obsession de l'universel, on peut construire le social. Allons-nous*, demande-t-il, *laisser une protestation légitime prendre pour cible l'idéal républicain à l'échelle du continent ? »*

Il n'y a pas de contradiction, souligne Edwy Plenel, entre la fidélité aux valeurs nationales héritées de la Révolution et un certain idéal cosmopolite qui découle précisément de la prétention française à *« s'incarner dans l'universalité »*. L'ennui, c'est que cette universalité est en crise, comme l'ont montré, par exemple, les défaillances françaises en Bosnie. Soucieux de voir la France *« réinventer un autre mode de démocratie politique »*, il déplore que l'Europe soit restée largement *« libre-échangiste et technocratique »*, ce qui *« fait le lit de l'extrême droite »*.

Vue d'Europe centrale, la mondialisation a surtout des vertus. Pour l'historien polonais Bronislaw Geremek, non seulement *« ce n'est pas un danger mais c'est une chance »*. N'est-elle pas née sous les meilleurs auspices, lorsque mourait le communisme ? N'est-elle pas synonyme d'ouverture, de liberté reconquise et de retrouvailles avec la famille européenne et ses valeurs communes ? *« C'est pour nous*, poursuit l'ancien dirigeant de Solidarnosc, *l'occasion de surmonter nos contradictions, de briser enfin les contraintes de l'Histoire. Qu'on l'aime ou non, la mondialisation est un fait auquel il faut répondre en construisant l'Europe. »*

Professeur à l'Institut des sciences politiques de Paris, Alain-Gérard Slama s'élève contre la *« mystification »* qui laisse croire que, face à la mondialisation, le pouvoir de décisions à l'échelon national serait réduit à la portion congrue. *« Qu'il s'agisse, par exemple, de fiscalité ou d'éducation, il y a toujours plusieurs politiques possibles, plusieurs options entre lesquelles choisir. »* L'attachement à la nation, Alain Finkielkraut et Bronislaw Geremek l'expriment, quant à eux, de manière similaire. Pour le premier, les nations sont *« le fondement de la démocratie »* et il n'y a pas de *« démocratie postnationale »*. Le second oppose *« la légitimité démocratique »*, qui *« sera toujours nationale »*, à *« l'intérêt »* qui peut être *« supranational »*, notamment européen. Et il se désole, au passage, du déclin dans son pays de la langue française, *« attribut national par excellence »*, qu'il explique par une paresse de notre culture.

Historien français d'origine polonaise, Krzysztof Pomian prône la persévérance. *« L'Europe n'existe pas*, affirme-t-il, *et alors ? Avant que la France ne devienne une nation, il a fallu plus de cinq siècles. Il a fallu aller de Bouvines à Valmy. L'impatience politique et médiatique va à l'encontre des lenteurs de l'Histoire et engendre le désenchantement. »* Le temps de l'Histoire n'étant pas celui de l'action politique, Jean-Louis Bourlanges juge, au contraire, qu'il faut faire vite et que l'Europe ne peut attendre. A la différence de beaucoup, il ne croit pas qu'on puisse passer sur le chemin de la construction européenne *« de l'économie à la politique sans que cela se voie »*. *« Il y a un saut qu'il faut faire maintenant, en ce moment critique. Même si l'on assiste au retour de Faust qui semble dire à la souveraineté nationale : ne pars pas, tu es si belle ! »*

Jean-Pierre Langellier

RECTIFICATIF

LÉGION D'HONNEUR

Hilel Pevzner, nommé chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur par décret paru au *Journal officiel* du 14 juillet (*Le Monde* du 17 juillet), est Grand Rabbin de la communauté Loubavitch et non Grand Rabbin de Paris.

Le Monde
ÉDITORIAL

Victoire peu glorieuse en Bosnie

RICHARD HOLBROOKE arrive, et le problème est réglé… Telle est l'image que donne de lui, une fois de plus, l'émissaire de Bill Clinton, même s'il s'est gardé de tout triomphalisme en annonçant, vendredi 19 juillet, son dernier succès : le renoncement du leader serbe de Bosnie, Radovan Karadzic, à toutes ses fonctions politiques. Holbrooke pompier de la paix, sauveur des accords de Dayton en péril ; Holbrooke négociateur acharné et vainqueur au finish, après dix heures d'entretiens avec Slobodan Milosevic ; Holbrooke ou la force de l'Amérique, réussissant en deux temps trois mouvements là où le pauvre Carl Bildt s'enferrait piteusement depuis des mois.

Succès personnel pour Richard Holbrooke, la reddition annoncée de Radovan Karadzic n'est toutefois pas, pour la communauté internationale, une victoire des plus glorieuses. Elle montre, certes, que les Occidentaux gardent une capacité d'influence sur le maître de Belgrade, lui-même ayant tout pouvoir sur les chefs serbes de Bosnie.

Mais on aura mesuré aussi ces dernières semaines à quel point cette influence est fragile et combien les Occidentaux hésitent à sévir contre Milosevic. Ils n'osent pas actionner la procédure de rétablissement de l'embargo économique contre la Serbie qui, si l'on s'en tenait à la lettre de l'accord de Dayton, devrait avoir été mise en œuvre depuis belle lurette.

Chacun sait bien, d'autre part, que le seul moyen d'avoir définitivement raison du psychiatre de Pale serait de l'expédier devant le tribunal de La Haye. Radovan Karadzic, en outre, n'est pas seul à défendre des thèses ultra-nationalistes et, même si une partie de la population serbe de Bosnie éprouve peut-être un besoin de normalisation, il serait bien illusoire à ce stade de parier sur un tel sentiment et d'imaginer qu'il coïncide avec l'objectif de reconstitution d'une Bosnie unitaire que l'accord de Dayton se donne pour objectif. Si le succès politique n'est pas garanti avec la mise à l'écart de Radovan Karadzic, la justice n'y trouve évidemment pas non plus son compte. Timorés devant le « président » serbe de Bosnie, les Occidentaux le sont plus encore devant le général Mladic, dont les mains ruissellent de sang. Ils le sont aussi face aux officiers croates, également inculpés de crimes de guerre à La Haye, comme Dario Kordic, qui vit des jours tranquilles à Zagreb, ou d'autres qui continuent d'attiser les braises du conflit interethnique à Mostar. L'avant-dernier « succès » de Richard Holbrooke avait été la réunion convoquée à la hussarde, à Rome, quelques jours avant son départ du Département d'Etat, et au terme de laquelle avait été annoncé un *« accord »* sur Mostar. On sait ce qu'il en advint.

Les dirigeants occidentaux craignent – et ils n'ont sans doute pas tort – un remède qui serait pire que le mal, une action intempestive contre les criminels de guerre qui ruinerait définitivement le processus de paix. Leur marge de manœuvre est très étroite. La faute envers la Bosnie, c'est pendant la guerre que les Occidentaux l'ont commise, et ils n'ont pas fini de la payer.

AU COURRIER DU « MONDE »

En première page du *Monde* daté 16-17 juin, Béatrice Gurrey, sous le titre « Les malheurs d'un philosophe métaphorique », décrivait la situation de Gil Ben Aych, un enseignant de philosophie, reçu au Capes en 1994, à qui l'inspection académique opposait un refus définitif de titularisation alors même que son tuteur témoignait de son *« autorité »*, de son *« expérience »*, de sa *« compétence »* et de son *« intérêt pour la chose philosophique »*. Cet article a été perçu, par certaines organisations professionnelles d'enseignants, qui nous le reprochent, comme une mise en cause de la souveraineté des jurys. Mais d'autres de nos lecteurs font part, en revanche, de leur soutien à M. Ben Aych et à la conception de la philosophie qu'il défend.

LES JURYS SOUVERAINS

« Il nous faut tout d'abord rappeler qu'un candidat malheureux ne peut être à la fois juge et partie. D'autre part, on peut s'interroger sur les droits d'un journaliste à outrepasser les limites de sa compétence en se subsituant aux jurys », nous écrivent le conseil scientifique et le conseil de gestion de l'UFR de philosophie de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Quant à l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public, elle *« proteste contre toute remise en cause de la souveraineté des jurys d'examen et de concours ; cette souveraineté respecte l'égalité des candidats et veille à la valeur des diplômes délivrés. Notre association estime que cet article, paru à la veille des épreuves du baccalauréat et durant les épreuves des concours de recrutement, a pu jeter le trouble dans l'esprit des candidats et des professeurs de philosophie, ceci est inacceptable »*.

Des lettres ouvertes émanant de l'UNEF-ID et de la Ligue des droits de l'homme ont été envoyées au ministre de l'éducation nationale pour prendre la défense de Gil Ben Aych. L'une d'entre elles, signée de Claudie Tabet, précise : *« Que cet original de Gil Ben Aych se soit permis ici et là des critiques sur les conformismes et les frilosités concorde me semble-t-il avec son engagement auprès de populations défavorisées. Pendant plus de dix ans, j'ai fait appel à cet écrivain, à ce philosophe pour que Maupassant, Rimbaud et Héraclite soient connus des « technos du balai et de la serpillère », des exclus de la culture et des belles lettres. »*

Quant au secteur philosophie du Groupe français d'éducation nouvelle, il écrit : *« C'est avec surprise et indignation que nous avons appris l'ajournement pour la deuxième année consécutive de Gil Ben Aych au Capes de philosophie. Sans partager tous les points de vue qu'il expose publiquement et sans même en approuver nécessairement toutes les démarches, nous connaissons en lui un professeur ayant fait le choix de l'enseignement de la philosophie dans les conditions difficiles qui sont aujourd'hui celles de son exercice : pour en avoir fait l'un des objets de son travail, le secteur philosophie du GFEN connaît bien ces difficultés. »*

***

A vous lire, tout se passe comme si un échec professionnel était la conséquence obligée d'un conformisme rebelle par nature à toute innovation. En l'occurrence, un professeur de philosophie devrait savoir réprimer ses complaisances pour la pensée métaphorique s'il tient à conserver son emploi. *[…]* Un cours de philosophie se distingue du simple jeu des opinions en ce qu'il s'engage à rendre compte continuellement de sa démarche. C'est pourquoi le professeur emprunte à la démonstration les moyens qui le préservent des errances possibles de son discours. Installé dans les malentendus du langage, il propose aux élèves une réflexion sur l'ambiguïté qui s'efforce elle-même d'en être dépourvue. En ce sens, la clarté conceptuelle est plus qu'un style de pensée ; elle répond au souci éthique d'éviter les pièges du dogmatisme comme la séduction de l'hermétisme en exposant publiquement sa pensée à une réfutation possible. Ce qui ne signifie pas que l'on doive nécessairement séparer la pensée métaphorique de la pensée rationnelle, mais suppose qu'on donne aux élèves les moyens de repérer dans la métaphore l'écart qu'elle institue avec le concept, ne serait-ce que pour leur permettre d'en apprécier l'originalité.

Alain Lagarde, agrégé de philosophie, conseiller pédagogique, Nantes

On peut, bien entendu, estimer que les jurys et les inspecteurs sont inaptes à juger, que compétence au sens juridique et compétence savante varient, dans l'éducation nationale, en proportion inverse l'une de l'autre, et que seul en définitive le candidat examiné sait ce qu'il vaut. Mais il faut alors en tirer toutes les conséquences et abolir ce système des jurys indépendants et souverains et d'une inspection générale de compétence purement pédagogique, indépendante de toute la hiérarchie administrative et *a fortiori* de tous les groupes de pression politiques, idéologiques, économiques, nationaux ou régionaux. Il faut en revenir au bon vieux temps des « recommandations » politiques et familiales du siècle dernier (voir Jules Vallès, par exemple) ou s'aligner sur les procédures de recrutement à l'anglo-saxonne, dont un point de vue de M. Philippe Claudel, paru il y a peu dans vos colonnes sous le titre « Qu'est-ce qu'un bon professeur ? », a judicieusement montré les dangers.

Jean-Dominique Bridenne, enseignant de philosophie, membre de la commission académique, Amiens

Fidèle lecteur du *Monde*, abonné de plus de vingt ans, je tiens à vous dire que j'ai apprécié votre article intitulé « Les malheurs d'un philosophe métaphorique », consacré à la situation de Gil Ben Aych. Sans phrases ni jargon, cet article ne pose-t-il pas, au-delà du cas personnel, le problème de la place de la philosophie dans la cité ? En effet, ou bien Gil Ben Aych n'était pas compétent, et on se demande pourquoi on lui a confié des élèves depuis plusieurs années, ou bien le problème est ailleurs.

En l'absence d'explications ou simplement d'informations institutionnelles, on peut légitimement penser que les analyses critiques produites par Gil Ben Aych concernant l'institution philosophique et publiées en particulier dans *Le Monde* ne sont pas sans lien avec sa situation actuelle. Dans ce cas, et sauf preuves contraires, ce ne serait pas un problème neuf. On sait comment il a été résolu, par exemple, pour Socrate, ou Spinoza, dont la parole était difficile à supporter pour l'institution.

C'est en tout cas tout à l'honneur du *Monde* de défendre ainsi les paroles libres, fussent-elles impertinentes.

Jean-François Berthon, Saint-Martin-Boulogne (Pas-de-Calais)

La langue des rapports d'inspection, comme celle de la diplomatie ou des cours de justice, a ses finesses pour dire en termes polis ce qu'il convient de penser de la compétence de telle ou telle personne. Ainsi, dire d'un travail qu'il est *« métaphorique »* n'a de quoi faire sourire ou hausser les épaules que celui ou celle qui ne comprend pas que c'est là contrevenir à l'exigence même de l'esprit philosophique : rompre avec l'image, la sensation ou le sentiment, le mythe, pour fonder une lucidité par « le regard sur ce qui est » et son analyse conceptuelle. Evacuer du discours la métaphore au nom du concept est un vœu secret de la philosophie. *[…]*

Le temps n'est plus où l'on pouvait, où l'on devait écrire : l'inspecteur est *« un gendarme qui vient s'assurer que l'instituteur a préparé sa leçon. Le métier de surveiller rend stupide et ignorant ; cela est sans exception »*. Ces mots d'Alain ne sont plus de mise. Il convient de dire publiquement aujourd'hui que les inspecteurs de philosophie sont (le plus souvent) des personnes de qualité, responsables et soucieuses de la défense de leur discipline. Nous autres professeurs de philosophie de base, qui tentons sur le terrain de maintenir dans des conditions difficiles une certaine conception républicaine de l'enseignement de la philosophie, nous savons bien par qui nous sommes soutenus, en dépit des pressions qui visent à « normaliser » cet enseignement très spécifique. Voudrait-on soumettre une fois pour toutes la philosophie au moule uniformisant de la psycho-pédagogie tel qu'il s'impose aujourd'hui dans les Instituts universitaires de formation des maîtres ?

Hubert Carron, agrégé de philosophie, Mougins (Alpes-Maritimes)

Le risque est qu'un homme de plus se trouve au chômage. Le risque est aussi que la philosophie, une nouvelle fois, soit ici bafouée dans ce qui est son honneur : l'éveil aux libertés dans l'accueil des diversités. Ce qui est en jeu n'est rien moins qu'une certaine tradition d'enseignement philosophique dans nos établissements, le goût pour une parole vivante, qui ne craigne pas de déranger et sache se prononcer avec vigueur, avec passion, en acceptant de surcroît la logique des confrontations.

Pierre-Jean Labarrière, Paris

LES INTERDITS D'ORANGE : DANGER

Quelques livres interdits à la bibliothèque d'Orange ? C'est bien peu de chose, vraiment. Prenons cela avec détachement et rions. Nous sommes en 1996, après tout. Plus à l'époque du nazisme ou du stalinisme. Et nous sommes en France. Pas dans une République bananière dirigée par un petit sergent monté en graine. Se mobiliser contre l'initiative d'un membre trop zélé du Front national, c'est certainement lui faire trop d'honneur et céder à la provocation.

Oui. Mais.

Mais « l'affaire d'Orange » pose des problèmes plus graves. Elle révèle au grand jour certaines limites de la décentralisation, et laisse entrevoir un risque de repolitisation sauvage de la culture et de dérive communautariste.

La loi accorde aux exécutifs locaux la responsabilité de la gestion et de l'organisation des bibliothèques municipales et départementales. L'Etat se réserve cependant la possibilité d'exercer un *« contrôle technique »*, comme il l'a fait à Orange, et assume en moyenne 35 % du financement de toute construction ou extension, utile instrument de pression. Il n'empêche, l'Etat, désormais plus régulateur que gestionnaire, peine à faire entendre sa voix, et, le cas échéant, à faire respecter certaines règles communes, en l'occurrence, la charte des bibliothèques, conforme au manifeste de l'Unesco de 1994. Raison de plus pour se manifester lorsque certaines libertés fondamentales sont remises en cause, même de manière marginale. C'est l'affaire de chacun de nous, de droite comme de gauche, intellectuels ou non. Il y va de notre citoyenneté ; il y va de la sauvegarde de l'Etat de droit.

« Dans un pays où le PC fait 10 % des voix, et où le FN et Philippe de Villiers font 20 %, dans toutes les bibliothèques, il n'y en a que pour la gauche et l'extrême gauche », estime le maire d'Orange. Nul doute qu'il faudra à l'avenir garnir (ou dégarnir) les rayons des bibliothèques en fonction des résultats des élections… et peut-être à terme choisir sa ville en fonction de la majorité du moment. Car, après des années d'évidente dictature culturelle *« gauchiste »* et *« cosmopolite »*, certains bons esprits, à l'évidence soucieux du pluralisme, ne manqueront pas de s'occuper aussi des librairies, des cinémas, des théâtres, des salles de concert et, bien sûr, un jour ou l'autre, des écoles et des universités. Alors, chacun vivra dans son coin, lira les livres qui le caressent dans le sens du poil, et plus personne ne sera troublé par une musique qui ne lui revient pas. A chacun ses goûts, à chacun ses valeurs et ses idées… à chacun sa ville.

Ce qui est en jeu, dans cette affaire, c'est bien sûr la liberté d'expression et d'accès à la culture, dans toutes ses formes et dans sa diversité. A cet égard, pas de discussion, pas de concession, pas d'hésitation. C'est également la possibilité pour tous les citoyens de notre pays de former encore une collectivité, une communauté et non un archipel de groupes, de tribus, de clans refermés sur leurs différences idéologiques et politiques. Il y va de nos libertés fondamentales, et aussi (et surtout ?) de notre « vivre ensemble ».

Jean-Luc Fidel, Paris

Puissant ou misérable... en prison

par Denis Labayle

IL ne se passe pas un mois sans que la presse nous apprenne la mise en examen, voire l'incarcération, d'un maire, d'un député, d'un chef d'entreprise ou d'un ministre. Toute une population socialement respectable qui ne songeait pas un instant se retrouver un jour affrontée à l'univers carcéral.

Si l'emprisonnement est pour certains la sanction d'un jugement, pour d'autres, il n'est que le résultat d'une mise à l'écart à titre préventif sans que la justice ait prouvé leur culpabilité. Et la société de s'interroger tout à coup sur son système judiciaire : est-ce la preuve d'une plus grande égalité des citoyens devant la loi ou la découverte que l'emprisonnement à titre préventif peut être abusif ? On peut espérer aussi que le débat ne s'arrêtera pas là.

Il est intéressant d'écouter ces hommes « haut placés » qui sortent de prison. Tous le disent : avant d'y aller, jamais ils n'avaient imaginé un instant la dureté du monde carcéral. L'état des lieux, les conditions d'hygiène, le droit à la santé difficilement accessible, les humiliations. Ils ont découvert combien étaient faux leurs jugements simplistes sur les prétendues « prisons dorées ». Ils ont pris conscience du sort réservé à d'autres citoyens comme eux présumés innocents, qui attendent leur jugement et que l'on traite déjà en coupables. Les maisons d'arrêt où ils sont enfermés n'ont rien à envier aux maisons de détention ou aux centrales des condamnés. Ces hommes et ces femmes savent que ce séjour les marquera définitivement, même en cas de non-lieu.

Et encore, pour ces « notables », leur respectabilité leur fera ignorer la promiscuité des cellules minuscules qui « accueillent » fréquemment trois détenus lorsqu'elles ont été conçues pour un ou deux. Leurs moyens financiers leur permettront d'acheter à la cantine le papier hygiénique, le nécessaire pour se laver, de quoi améliorer leur pitance et leur sort quotidiens. Malgré la souffrance provoquée par la brutalité de cette nouvelle situation, ils garderont l'espoir d'être défendus par les meilleurs avocats. A leur sortie, ils ne se retrouveront jamais à la rue.

Alors, que ces « puissants », une fois libérés, n'oublient pas le sort réservé à ces voisins anonymes de cellule, souvent des prévenus comme eux, en attente de jugement. Qu'ils témoignent de ce qu'ils ont vécu, qu'ils utilisent leurs relations pour réclamer des conditions de vie plus humaines, plus adaptées à une situation de citoyen présumé innocent.

La loi de 1994 sur la prise en charge de la santé des prisonniers par les équipes hospitalières est un progrès incontestable, à la fois pour l'amélioration de la situation sanitaire des prisons, mais aussi pour sortir ces établissements de leur isolement. Beaucoup reste encore à faire : assurer des conditions d'hygiène correctes, respecter les régimes alimentaires médicalement prescrits, augmenter le nombre de surveillants pour permettre les transferts lors de la réalisation des examens médicaux, équiper les hôpitaux voisins de chambres-cellules, etc.

Il faut que l'emprisonnement, toujours douloureux, reste pour les prévenus une simple mise à l'écart et pour les condamnés un châtiment à visage humain. Un grand homme politique n'a-t-il pas dit : *« La prison est la suppression des libertés, et ça suffit. »*

***Denis Labayle** est médecin à l'hôpital Louise-Michel d'Evry (établissement responsable de la prise en charge sanitaire des détenus de Fleury-Mérogis).*

Jacobinisme universitaire ou autonomie assumée ?

par Jean-Marie Constant

LE point de vue de l'Association de réflexion sur l'enseignement supérieur et la recherche exprimé dans *Le Monde* du 18 juillet par d'éminents universitaires propose une solution radicale pour le recrutement des enseignants-chercheurs : le concours pur et dur, qui serait certainement dévastateur pour les universités. C'est une position fort conservatrice dans la tradition académique et jacobine à la française, qui ne tient pas compte de la révolution culturelle lente accomplie ces dernières années dans les universités et notamment en province.

Ces collègues évoquent le *« localisme, voire le népotisme »* lorsque les universités de province font enfin preuve d'autonomie face aux groupes de pression parisiens en choisissant les enseignants-chercheurs qui conviennent à la réalisation de la politique que leur conseil d'administration a définie.

Le premier principe qui anime les débats dans les universités est certainement l'insertion professionnelle des étudiants. Or, ce que semblent ignorer bien des universitaires parisiens, c'est qu'une université, en province, représente un pôle de développement dynamique sur lequel les décideurs économiques, politiques et culturels comptent. De nombreux universitaires répondent à cette attente et participent à leur niveau à ses efforts régionaux souvent de grande ampleur. Leur implication dans des diplomes nouveaux à caractère professionnel ou dans des opérations de formation continue prend un essor considérable.

Ces enjeux sont tels qu'on ne peut laisser un petit groupe d'universitaires parisiens, même prestigieux, décider du sort des universités de province et du développement intellectuel régional. Trop loin du terrain et des réalités, une telle politique conduirait à la catastrophe.

Il en est de même en matière de recherche. Le retour à des concours nationaux qui imposeraient des candidats *« décidés excellents »* par des mandarins parisiens pourrait ne pas convenir à une équipe de recherche installée en province mais très performante et reconnue par le CNRS ou la Mission de la recherche.

Si une équipe a besoin, par exemple, d'un spécialiste de l'histoire religieuse et que le jury lui envoie, comme c'était le cas il y a quelques années, un historien renommé des relations internationales, le laboratoire considéré ne pourra pas conduire le programme de recherche prévu et le nouveau collègue complètement isolé ne rêvera que de repartir le plus tôt possible dans l'équipe dont il est issu. Il ne sera d'aucune utilité pour l'université où il sera nommé, y séjournera le moins possible sous le prétexte qu'il ne peut y effectuer ses recherches dans des conditions optimales.

Une politique de recrutement autoritaire et centralisée maintiendrait la province dans une étroite dépendance vis-à-vis du Quartier latin

L'autonomie des universités vise en matière de recherche à permettre aux universités de province de constituer et de maintenir des laboratoires performants capables de rivaliser avec les grandes équipes internationales. Une politique de recrutement autoritaire et centralisée détruirait tous ces efforts et maintiendrait la province dans une étroite dépendance vis-à-vis du quadrilatère symbolisé par le Quartier latin.

Une politique de mobilité et de renouvellement dans les universités est bien sûr nécessaire, mais elle doit être conduite par chaque université en accord avec les autorités de tutelle (ministère et CNRS) dans le cadre des contrats quadriennaux.

Je crois qu'interdire une université à un candidat sous le prétexte qu'il y a déjà enseigné est une aberration. Ce collègue impliqué dans des politiques d'insertion, d'innovation pédagogique et scientifique rendra de grands services à son établissement. Si ce n'est pas le cas, les universités feront le choix qu'elles voudront. Mais laissons-leur les libertés nécessaires pour se développer et prospérer et ne les enfermons pas dans des réglementations dépassées.

Le dernier point (et sans doute le plus sensible) pour les universités de province est celui de l'implication pédagogique des enseignants-chercheurs. Les universités de province acceptent de plus en plus mal ces collègues parisiens présents seulement deux jours par semaine sur le campus sous le prétexte qu'ils résident à Paris et que leurs recherches les obligent à y demeurer presque en permanence. La réussite pédagogique des étudiants suppose une présence beaucoup plus importante des enseignants sur les campus. C'est ce qu'imposent les établissements qui recrutent de préférence ceux qui répondent à cet appel.

Ces trois nécessités paraissent imposer que les universités soient maîtresses de leur recrutement. Le système actuel (comme le précédent) a le mérite de donner le dernier mot aux universités : on pourrait encore aller plus loin dans ce choix et envisager de laisser aux universités le soin d'organiser les concours de recrutement qui leur conviennent. Une telle évolution permettrait de réaliser des économies pour le ministère comme pour les candidats. Elle rendrait en outre la politique de recrutement plus rapide et plus lisible.

Les responsables du ministère n'ont sans doute pas voulu aller jusque-là, considérant que les esprits n'étaient pas encore mûrs pour une réforme de cette ampleur qui va pourtant dans le sens de la responsabilisation des universités et du renforcement de leur autonomie. C'est la raison pour laquelle, peut-être, il a maintenu une instance de régulation nationale : le Conseil national des universités (CNU), chargé de vérifier la compétence scientifique des candidats, qui a fait son travail avec rigueur et compétence.

En réalité, le problème n'est pas comme on le dit complaisamment le rapport entre la périphérie (les universités) et le centre (le CNU), mais entre le développement des autonomies des universités enfin maîtresses de leurs recrutements et un retour à un système centralisé et jacobin qui n'a correctement fonctionné qu'au temps des « lampes à huile », lorsque les universités ne jouaient pas le rôle qui leur est assigné aujourd'hui : accueil d'une masse énorme d'étudiants, insertion professionnelle, compétition internationale en matière de recherche et développement pédagogique pour assurer un avenir aux promotions d'étudiants qui déferlent sur les campus de province.

***Jean-Marie Constant** est doyen de l'UFR de lettres et sciences humaines de l'université du Maine.*

La flamme olympique brille sur le « village global »

misérable...

universitaire
e assumée ?

PODIUM

1 **LA FLAMME** olympique, qui est arrivée vendredi 19 juillet au stade olympique, avait été allumée à Athènes le 19 avril dernier, avant de gagner les Etats-Unis en huit jours. Elle a ensuite parcouru 24 252 kilomètres à travers quarante-deux Etats, grâce à 10 000 porteurs.

2 **UN MILLIARD** de dollars de produits sous licence olympique – de la casquette au hot dog officiels – seront vendus pendant la durée des J.O.

3 **LES JEUX** mobilisent une audience potentielle de 4 milliards de téléspectateurs dans deux cent vingt pays. Au moins vingt compagnies aériennes diffusent les images des épreuves dans leurs appareils.

Les Jeux d'Atlanta

Le Monde

de nos envoyés spéciaux

Pauvre Coubertin !

L'ancien président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), Nelson Paillou, pensait que la meilleure façon de célébrer un siècle d'olympisme consisterait à organiser les Jeux d'été 1996 dans la ville où leur rénovation avait été décidée, Paris. Les membres du Comité international olympique (CIO) en ont décidé autrement. C'est à Atlanta, nouvel Eldorado américain, que les festivités du centenaire viennent de commencer.

Sans doute le combat était-il trop inégal entre la cité qui abrite le quartier général de Coca-Cola et une vieille capitale européenne. Un coup de chapeau au petit père Coubertin n'en restait pas moins dans l'air du temps – même si ce baron-là passe aujourd'hui pour un satané réactionnaire, son idéal après tout était de remettre les peuples sur le sentier de la paix, d'autres en ont eu de pire.

Comment honorer le vieux bonhomme, monomaniaque jusqu'à en perdre toute sa fortune dans la réalisation d'un rêve grandiose et puéril ? Pour ne pas avoir mauvaise conscience, Atlanta a érigé une statue à sa mémoire. L'œuvre est modeste mais l'hommage n'en existe pas moins. Il n'y a donc rien à redire. Si ce n'est que la sculpture se dresse en plein parc olympique face à tente du brasseur Budweiser, c'est-à-dire dans le parc d'attractions géant dédié aux sponsors des JO.

Celui qui était encore plus opposé à toute forme de commercialisation des Jeux qu'à l'assouplissement des règles de l'amateurisme se retrouve planté là au milieu d'un supermarché animé comme un parc d'attractions californien. La célébration devient ainsi un châtiment symbolique : Coubertin a son œuvre sous les yeux.

Aurait-on mis ailleurs dans Atlanta cette statue du commandeur qu'elle n'aurait pas forcément été mieux placée. Dans le hall de l'hôtel Marriott où a eu lieu la session du CIO, par exemple, elle aurait été en compagnie des nouveaux pontifes de l'olympisme. Un voisinage pas forcément plus appréciable que celui des champions du marketing sportif. Le club de quinze membres que le baron animait en 1896 est devenu une bande de plus de cent personnes. Beaucoup sont d'une parfaite intégrité. Et beaucoup trop ont une moralité sujette à caution.

Coubertin avait-il imaginé que des personnages comme le Sud-Coréen Kim Un Young, naguère correspondant de la CIA, l'Ougandais Francis Were Nyangweso, général sous Idi Amin Dada, l'Indonésien Mohamad Hasan, prédateur de la forêt tropicale, ou le Bulgare Ivan Slavkov, inculpé pour des crimes commis sous le régime communiste, pourraient se réclamer de son héritage ? C'est pourtant bien entre les mains de tels personnages que Juan Antonio Samaranch, cinquième successeur du baron, l'a déposé en partie.

Alain Giraudo

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 JUILLET 1996

La flamme olympique brille sur le « village global »

Quinzaine. Bill Clinton a inauguré les XXIIIes Jeux d'été auxquels participent du 20 juillet au 4 août 10 700 concurrents venus de 197 pays



VU DU STADE, le président Clinton est une silhouette qui trébuche sur un câble de télévision. Le ballon dirigeable de la police est au-dessus des têtes. Le stade a poussé entre une autoroute et un « mauvais » quartier, et les 80 000 spectateurs ont eu le loisir d'apercevoir l'un de ces ghettos noirs dont la misère a la particularité de s'étaler le long des jardins, au fond des paquets de chips pour tuer l'ennui, l'envie.

A 21 heures, le président Clinton trébuche mais se reprend. Pas question de tomber, quand on vient ouvrir le plus vaste forum international jamais organisé. Le voici donc droit, la main sur le cœur, les pieds dans les mauvais plis d'un tapis, écoutant l'hymne des Etats-Unis. La chorale d'Atlanta, de grosses chanteuses noires sous des aubes blanches, en ferait presque un chant velouté, lancinant. A la dernière note, trois avions de combats de l'US Air Force descendent au dessus du stade et puis, repartent loin de cette foule, du président, du mauvais quartier.

« BIENVENUE, BIENVENUE »

Chaque spectateur a reçu sa mallette, ses instructions, ses gadgets. Une répétitrice, dûment badgée, en uniforme, est là pour mettre de l'ambiance dans les travées, pour stimuler. On en compte une tous les vingt rangs. Une voix s'élève des hauts-parleurs : *« Et maintenant, êtes-vous prêts à accueillir les trois milliards de téléspectateurs ? »*. La foule scande *« Bienvenue, bienvenue »*, comme on le lui demande. On celèbre la *« terre des hommes libres, la patrie des hommes courageux »*, celle des Etats-Unis.

Personne, dans le public, ne manque à l'appel de la monitrice-répétrice. Chacun sort son étoffe de couleur, sa lampe torche quand il le faut pour composer d'immenses tableaux. Le même public a, en revanche, du mal à comprendre ce qui se trame en bas quand les figurants actionnent des panneaux, se mettent en mouvement. Un oeil sur un écran de télévision et l'on distingue tout de suite, des anneaux, une colombe et un gigantesque « Atlanta ». Le stade côtoie un autre stade – celui-ci de baseball –, les tribunes ne sont pas à la même hauteur. Il y a quelque chose de circulaire et de bancal dans ce lieu, une vague impression de faire partie des coulisses.

Les caméras sont là. L'une d'elle glisse sous le drapeau olympique quand celui-ci est amené, vers la fin de la cérémonie. Avant, le stade s'est rempli peu à peu, délégation par délégation. 197 étaient annoncées. Elles sont toutes là. Leur défilé a quelque chose de l'océan, toujours semblable et pourtant recommencé.

C'est peut-être quand la Chine apparaît tout en haut du tobbogan déversant les athlètes dans le stade que quelque chose se passe. Sur la piste, les Argentins ne sont pas loin et se prennent eux-même en photo. La Bosnie (6 hommes, 2 femmes) a été légèrement applaudie et les Biélorusses, couleur muraille, précèdent les Brésiliens en parade sur un pas de salsa. Les athlètes du Bahreïn sont en tenue d'émir, les Tchadiens sont des princes. Et voilà les Chinois !

Il règne une odeur de hot-dogs aux poivrons et le stade se réveille de temps en temps au gré des délégations. Le public néglige Cuba, acclame la Géorgie pour son homonymie avec l'Etat dont Atlanta est la capitale, ignore le Rwanda, encourage l'Irlande. La délégation iranienne, qui compte une femme, fait de son mieux pour multiplier les gestes amicaux. Les Irakiens regardent droit devant eux. Les Jamaïcains se bousculent pour rire, les Français ne marchent pas en bon ordre et sont les seuls à s'asseoir quand il se « parquent » sur la pelouse. On sent à quoi peut ressembler l'olympisme...

Personne, dans le stade, n'a pu déceler un visage, une émotion au cours de la cérémonie. Les Américains ont aimé quand les pompoms girls sont arrivées, suivis de « pick-up trucks » (véhicules moitié voitures, moitié camionnettes) entièrement chromés. Les danseurs étaient en rose, orange, vert, rouge fluo. Certains, bien « body-buildés », avaient pourtant du mal à courir mais les voitures tournaient le long de la piste. Pendant les Jeux, les habitants d'Atlanta souffrent beaucoup de ne pas prendre leur voiture.



Devant quelque dix mille participants rassemblés au centre du stade, Muhammad Ali a allumé d'une main tremblante, en raison de sa maladie de Parkinson, la flamme olympique. (John Kuntz et Andy Clark, Reuter.)

Ils n'en ont pas moins aimé l'évocation bucolique du Sud, ce *Summertime*, ce Sud légendaire qui ponctue la soirée. *« Les fleurs s'épanouissent, le vent murmure à nos oreilles »*, annonce un tableau lumineux. Et des papillons argentés s'emparent du stade, avec des poissons, une moissonneuse à vapeur. Des colons, représentés en géants, dansent le quadrille. Mais les esclaves sont absents.

Le Sud connaît le *« tourment et la détresse quand l'orage monte et balaye le pays »*. Le Sud se reconstruit : *« Puiser dans l'esprit humain pour créer quelque chose qui n'existait pas auparavant »*, reprend-on de Faulkner. La communion et l'émotion consensuelle ont été minutieusement mises au point avec l'apparition des images de Martin Luther King.

On le voit prononcer les premiers mots de son plus célèbre discours : *« I have a dream... »* et le stade fait danser les lumières. Le pasteur rêve du fils d'esclave et du fils du propriétaire d'esclaves, assis à *« la même table de la fraternité »* et l'émotion déborde.

L'amour, la fraternité, le rêve, la paix, un *« monde meilleur, uni »*, Billy Payne, PDG du comité d'organisation des Jeux d'Atlanta et Juan Antonio Samaranch, président du CIO, ont fait les traditionnelles imprécations. L'olympisme se veut le contraire de la guerre. Les installations de Sarajevo vont être rénovées. *« Nous invitons au respect de la trêve olympique en déposant les armes afin que la dialogue s'instaure dans la paix »* demande le président du CIO aux pays actuellement en guerre. Tout le monde applaudit. Jessie Norman chante *« plus vite, plus haut, plus fort »*.

Sans doute, les voisins du stade, les gamins noirs du ghetto, n'ont pas été mécontents de savoir que l'ancien boxeur Mohammed Ali, médaille d'or des poids mi-lourds aux Jeux de Rome en 1960, a été choisi pour allumer la flamme du stade olympique.

Dominique Le Guilledoux

Une manif bleu, blanc, rouge

Défilé. Bercy n'a pas désamorcé la discrète protestation des directeurs techniques nationaux

CE FUT la protestation la plus médiatisée et la moins visible à la fois. Une manif' pour initiés, devant quelques milliards de téléspectateurs. Huit cadres techniques ont défilé au premier rang de la délégation française, à une place où ils n'auraient pas dû se trouver. Ces techniciens, entraîneurs et directeurs techniques nationaux, dont le ministère du budget aurait programmé la disparition (*Le Monde* du 20 juillet), avaient souhaité montrer la colère du sport français en s'affichant, non pas avec l'uniforme officiel, mais en survêtement. Entorse vestimentaire refusée tout net par le CIO, qui a peu apprécié cette protestation franco-française au cœur de la fête olympique.

L'Etat continuera à rémunérer les cadres techniques sportifs qui sont mis à la disposition des fédérations, avait affirmé vendredi le ministère de l'économie et des finances, en précisant que *« L'objectif de la réforme envisagée n'est pas de faire un centime d'économie mais d'arriver à plus de transparence »*.

Cette mise au point n'avait nullement convaincu. Jean-Luc Rougé, DTN du judo, ancien champion du monde, Daniel Morelon, champion olympique et entraîneur des cyclistes sur piste, Jean-Pierre Amat, professeur de sport, ancien champion du monde de tir, Cathy Fleury, championne olympique de judo, François Juillard, DTN de l'athlétisme, Bernard Bourandy, ancien DTN de l'aviron, Nicolas Nibourel, DTN du tir, et Daniel Costantini, entraîneur de l'équipe de handball championne du monde, ont donc ouvert la marche en chapeau de paille, blazer bleu et pantalon clair, dans l'anonymat des 305 membres de la délégation.

Dans le stade, le message était imperceptible à l'oeil nu. Les dirigeants sportifs espèrent qu'à 7 000 kilomètres de là, dans les sphères gouvernementales, il aura été reçu cinq sur cinq. L'inquiétude de l'encadrement ne semble pas avoir contaminé les troupes, qui ont défilé dans une mixité un peu turbulente, derrière Marie-Jo Pérec, capitaine tout sourire, à la grâce un peu raidie sous le poids de la responsabilité.

Quelques facétieux se sont même arrêtés au bord de la fosse d'orchestre, le temps d'une photo souvenir, clarinette au bec. Dans l'empressement à reprendre sa place dans le cortège, l'un d'eux faillit emporter l'instrument « emprunté » aux musiciens médusés.

Jean-Jacques Bozonnet

UPS, les lettres et l'esprit

Des milliers de cartes postales d'encouragement, 100 133 exactement, attendaient les membres des équipes de France à leur arrivée à Atlanta. C'est la manière choisie par la société américaine UPS (United Parcel Service) qui, tout comme Coca-Cola, a son siège mondial dans la cité des Jeux du centenaire, afin de faire savoir dans l'Hexagone qu'elle concurrence activement La Poste pour la livraison rapide de lettres et de paquets. Elle se pose en tout cas en numéro un mondial du transport express avec 3,1 milliards de colis distribués et 105 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995. Nul doute donc qu'elle ait les reins assez solides pour devenir un des dix partenaires mondiaux du mouvement olympique, ceux qui ont le « privilège » de débourser 40 millions de dollars pour avoir leur nom associé aux Jeux d'hiver et d'été, pendant une olympiade, partout dans le monde.



JEUX D'AFFAIRES

Actuellement présidée par Kent C. Nelson, la compagnie UPS a été créée en 1907, à Seattle, dans l'Etat de Washington, avant d'« émigrer » à Atlanta. Elle emploie près de 335 500 personnes, gère une flottille de 130 000 véhicules terrestres et de 226 avions. Elle a implanté plus de 2 400 succursales à travers le monde. Son développement en Europe, où elle effectue plus de 700 000 livraisons par jour, a commencé en République fédérale allemande à partir de 1976. Pour les lecteurs du quotidien américain *USA Today*, UPS a été en 1995 *« le meilleur service de livraison mondiale »*.

Outre les performances financières, UPS ne dédaigne pas les exploits techniques. En janvier, la firme a ainsi réussi à transporter sans dommage entre le Mexique et l'Oregon, dans un avion Hercule C-130, Keiko, l'orque héroïne du film *Libérez Willy*, pour qu'elle puisse nager dans un bassin d'eau de mer naturelle.

L'implication d'UPS dans le sport est destinée à conforter son image de compagnie performante. Aux Jeux, cela se manifeste dans deux domaines. Le premier recouvre sa spécialité : UPS s'est chargée d'envoyer les invitations aux 197 comités olympiques nationaux participant aux Jeux d'Atlanta ; elle a ensuite assuré la distribution des 11 millions de tickets pour les épreuves qui avaient été commandés par plus de 500 000 personnes. Autre domaine d'intervention d'UPS : l'aide logistique apportée à ses employés qui avaient un potentiel olympique. Près de 300 étaient dans ce cas. Ils ont bénéficié d'horaires aménagés et d'un soutien technique adapté. Et au moins deux d'entre eux concourront à Atlanta, le hurdler américain Eugene Swift et le tireur suédois Peter Gabrielsson, qui s'était classé septième à Barcelone à la carabine couché à 50 m.

L'exploitation publicitaire de cet engagement s'est traduite en Europe par une campagne (assez absconse) où une camionnette d'UPS apparaissait, portes ouvertes, devant le siège du Comité olympique à Lausanne.

Enfin, les clients d'UPS glissent leur messages dans des enveloppes cartonnées sur lesquelles a été imprimée la photo d'un nageur de papillon ou d'une gymnaste à la poutre, ou encore d'une cycliste. Toutes sont frappées des cinq anneaux entrelacés sous lesquels figure en lettres d'or la mention « sponsor olympique mondial ».

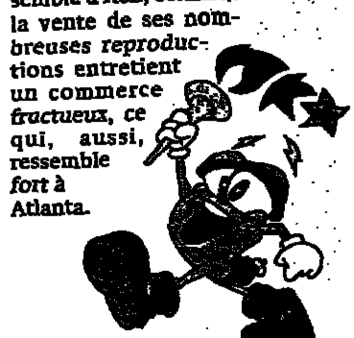
A. G.

DESSINÉ POUR LES JEUX

ELLE S'APPELLE IZZY. C'est la mascotte officielle des Jeux et les organisateurs se sont gardés de trop l'exhiber lors de la cérémonie d'ouverture. Peut-être parce qu'Izzy n'a rien à voir avec la culture du sud des Etats-Unis. Plus sûrement parce que cette créature n'a jamais pu s'imposer depuis sa première apparition, lors de la cérémonie des Jeux de Barcelone, en 1992.

Née sur la palette graphique de John Ryan, responsable du studio d'animation de Designefx, une firme de design d'Atlanta, Izzy a été retouchée après cette première apparition, avec un sourire élargi et un corps renforcé, à la demande d'un échantillon d'enfants interrogés par une entreprise de sondage. Les sondés souhaitaient aussi qu'Izzy ait une histoire. On lui a donc inventé une existence aventureuse, au sein de la torche olympique, à la recherche des cinq anneaux magiques de l'olympisme. Izzy n'en demeure pas moins le diminutif de la phrase *« What is it ? »* (qu'est-ce que c'est ?), qui suffit à affirmer le caractère indéterminé d'une création choisie au détriment d'un oiseau phénix, symbolisant Atlanta renaissant de ses cendres après avoir été brûlée durant la guerre civile américaine.

Les mérites d'Izzy n'en sont pas moins établis. Elle ne ressemble à rien, comme Atlanta, et la vente de ses nombreuses reproductions entretient un commerce fructueux, ce qui, aussi, ressemble fort à Atlanta.



La course à handicap du CIO contre le dopage

Fraude. Les nouveaux spectromètres de masse sont capables de détecter les cures anciennes aux anabolisants. Mais ils ne lèvent pas le soupçon pesant sur les sportifs

AVEC LEURS cuves beiges, les trois machines n'auraient pas l'air plus effrayantes que des chaudières à fioul si de multiples écrans et la mine déférente des hommes en blouse qui s'activent autour d'elles ne dénonçaient la technologie de pointe. Ces appareils-là ne sont pas censés réchauffer l'atmosphère de Jeux, qui n'en auront guère besoin. Ils doivent glacer les sangs des ces tricheurs potentiels que sont les sportifs de haut niveau. Leur nom même impose le respect dû aux dernières créations du progrès scientifique. Ce sont des spectromètres de masse à haute résolution. Le CIO les utilise avant tout pour convaincre les masses de sa haute résolution dans la lutte contre le spectre du dopage.

Dans le laboratoire officiel du nord d'Atlanta, homologué juste avant le début des Jeux (*Le Monde* du 8 juillet), les trois engins traqueront les consommateurs frauduleux d'anabolisants, substances mondialement connues depuis qu'elles ont fait tomber le dopé le plus célèbre de l'histoire olympique, Ben Johnson, vainqueur aussitôt déclaré hors la loi du 100 m des Jeux de Séoul, en 1988. Avant les spectromètres, les échantillons d'urine ne trahissaient que les imprudents, ceux qui avaient utilisé les engrais à muscle quelques jours avant les compétitions. Les nouveaux spectromètres peuvent repérer la prise d'un produit prohibé plus de deux mois avant le contrôle. Les haltérophiles, grands habitués de l'usage d'anabolisants et pratiquants roués du jeu de cache-cache avec les calendriers, en ont déjà fait l'amère expérience. Près de soixante d'entre eux ont été contrôlés positifs en 1995 alors que, pour la plupart, ils n'avaient pas attiré l'attention d'appareils moins sophistiqués.

HORMONES DE CROISSANCE

La spectrographie de masse à haute résolution constitue donc un indéniable progrès dans la lutte contre le dopage. Elle est une étape supplémentaire dans la traque des anabolisants, lancée en 1967 lorsque le CIO a promulgué la première liste de produits interdits, et qui n'a cessé d'avancer depuis. Mais l'arme fatale, fièrement exhibée comme telle par les médecins olympiques, met-elle fin à la guerre ? Etouffe-t-elle les doutes nés des brusques modifications morphologiques chez certains sportifs, des dominations trop totales de certains pays, des records trop beaux pour être vrais ?

Michael Turner, l'un des médecins de la délégation britannique, a déclaré à la BBC que *« si l'on considère l'athlétisme, probablement 75 % ou plus des athlètes engagés aux Jeux auront pris des produits dopants pour améliorer leurs performances ». « Les nouveaux équipements perfectionnés installés pour confondre les athlètes dopés sont une perte de temps,* a-t-il ajouté. *Les sportifs utilisent des hormones de croissance indétectables lors des tests d'urine. »* Ces hormones, destinées à remplacer les anabolisants, désormais trop exposés aux risques d'un contrôle positif, et l'érythropoïétine, favorisant elle l'oxygénation du sang dans les efforts d'endurance, demeurent en effet indécelables dans les tests d'urine, tels qu'ils sont pratiqués aujourd'hui. Le simple bon sens incite donc à parier qu'à Atlanta quelques-uns des héros des Jeux obtiendront des médailles et amélioreront des records grâce à l'utilisation de produits dopants. Les contrôles négatifs ne leur attribueront pas moins ces brevets de moralité dont un Ben Johnson n'a été privé que par la faute de sa seule maladresse.

UN TEMPS D'AVANCE

A cet état de fait, les défenseurs de la politique suivie par le CIO opposent deux types d'arguments. *« Prouvez-le »*, assènent-ils aux sceptiques qui décèlent du mensonge derrière chaque performance. Ainsi, ceux qui doutaient qu'un pays de la taille de la RDA puisse fabriquer autant de champions sans recourir à des artifices chimiques se virent objecter cette impossibilité d'étayer leurs dires, avant que la réunification allemande et l'ouverture des archives de l'est ne finisse par leur donner raison. Trop tard. *« Les tricheurs ont toujours un temps d'avance sur ceux qui veulent les arrêter »*, entendirent-ils alors pour justifier la cécité face aux excès totalitaires.

Davantage que d'un retard technologique sur les pratiques illicites, le CIO semble en fait souffrir d'un décalage volontaire avec la philosophie de son temps. De la société moderne, les pontes olympiques veulent bien retenir la télévision, la commercialisation de leur événement qui en découle, et l'argent que cela rapporte. Le CIO peut faire venir la *dream team* aux Jeux, mais refuse dans le même temps l'aggiornamento idéologique qui devrait accompagner un tel reniement des idéaux de Pierre de Coubertin. Le spectacle se vend mieux s'il demeure enrobé de quelques veilles valeurs : en terre olympique, le sport de haut niveau doit demeurer exemplaire pour la jeunesse, enrichissant pour le développement individuel... Clichés fatigués que la réalité a depuis longtemps battus en brèche.

Dans une société qui a chaque jour davantage recours aux substances chimiques, les sportifs demeurent ainsi les seuls à risquer le bannissement s'ils sont surpris à agir comme beaucoup de leurs contemporains. De plus en plus de spécialistes, d'abord soucieux de la santé des sportifs, condamnent cette inégalité des traitements.

Et posent le débat en des termes similaires à celui sur la légalisation des drogues douces. Faut-il persévérer dans une lutte inefficace, quitte à maintenir des pratiques courantes dans une ombre propice aux charlatans et dangereuse pour les athlètes ? Faut-il au contraire explorer une nouvelle voie qui conduirait à ne plus tout interdire mais plutôt à maîtriser les excès, sans se réfugier derrière les faux-semblants du manque de preuves ? Faut-il, comme le plaide le professeur Escande, démissionnaire de la Commission nationale de lutte contre le dopage, et qui avait stigmatisé le *« ridicule »* de contrôles *« qui prétendent détecter des produits indétectables »*, recourir à la solution d'un suivi médical individuel plutôt que de perpétuer la logique de répression générale ? Le CIO ne pourra pas éluder longtemps encore ces questions.

Jérôme Fenoglio



Au laboratoire officiel, une chimiste analyse un prélèvement d'urine. (Eriko Sugita, Reuter.)

Guy Drut, ministre délégué à la jeunesse et aux sports
« Il est inadmissible de dire que tous les sportifs sont dopés »

« Un nombre croissant de spécialistes émettent des doutes sur l'efficacité des contrôles antidopage, dont le professeur Escande qui vient de polémiquer avec vous à ce propos...

– Le dopage est un problème réel auquel il faut faire très attention et contre lequel il faut lutter. Cela nécessite des moyens, de la volonté et une grande concertation entre, à la fois tous les partenaires, les pays, les différentes fédérations et le mouvement olympique. On aura franchi un pas important vers le succès le jour où l'on aura des règlements qui s'adapteront de la même façon à tous les sports et dans tous les pays quelles ques soient les compétitions. Ce problème regarde à la fois les responsables politiques et les responsables sportifs. Sur le plan scientifique, beaucoup de réussites ont été obtenues depuis quelques années.

– Vous voulez dire que les contrôles négatifs suffiront à laver les vainqueurs d'Atlanta de la moindre suspicion ?

– Il y a ceux qui voient le verre à moitié vide, et qui disent que l'on peut toujours mieux faire. Pour moi le verre est à moitié plein. Et quand certains disent « tous les athlètes sont dopés », je pense que c'est inadmissible. Tous ces grands écrivains ont-ils apporté la preuve de leurs dires ? Ils affirment que les trois quarts des athlètes sont dopés ? Eh bien, qu'ils le prouvent !

– Mais le CIO reconnaît lui-même que la lutte contre le dopage reste imparfaite...

– Il n'empêche qu'il est grave de fonder des écrits et des émissions sur des présomptions. C'est vrai qu'il y a un danger, c'est vrai qu'il y a des sportifs dont on sait qu'ils se dopent. D'autres, quand ils savent qu'ils vont être contrôlés, se blessent ou ne viennent pas aux compétitions. Mais il est vrai aussi qu'il y en a qui sont pris. Je vous rappelle que Ben Johnson a quand même été disqualifié. Je voudrais aussi que, de temps en temps, on attire l'attention sur les milliers et les milliers de sportifs de haut niveau qui sont sains et qui pratiquent leur discipline de façon correcte.

– Ne faudrait-il pas sortir d'une approche uniquement répressive ?

– Quand le sportif entre dans un système de compétition, il lui faut en respecter le cahier des charges. Il faut que les règles soient les mêmes pour tout le monde. Maintenant si vous pensez, vous, qu'il faut autoriser le dopage, c'est de votre responsabilité. Personnellement, je m'y refuse. »

Propos recueillis par Jé. F.

PROGRAMMES (heure française)

SAMEDI 20 JUILLET

Base-ball. 16.00 : Nicaragua - Etats-Unis ; 21.00 : Australie-Cuba ; 2.00 : Pays-Bas - Japon.

Basket-ball. Tournoi masculin, 16.00 : Australie - *Corée du Sud (gr. B) ; 18.00 : Grèce*-Australie (gr. B) ; 21.00 : Chine-Angola (gr. A) ; *23.00 : Lituanie-Croatie (gr. A) ; 2.00 :* Porto-Rico - Brésil (gr. B) ; 4.00 : Etats-Unis - Argentine *(gr. A)*.

Boxe. Premiers tours, 19.30 : coq ; 2.00 : welters.

Escrime. Epée individuelle M, 16.00 : des trente-deuxièmes aux quarts de finale ; 20.55 : demi-finales et finale.

Football. 21.00 : Portugal-Tunisie M (gr. A) ; 0.30 : Espagne-Arabie saoudite M (gr. B) ; France-Australie M (gr. B) ; 1.30 : Etats-Unis - Argentine M (gr. A).

Gymnastique. 15.15/18.30/22.30 : Concours *par équipes M*.

Haltérophilie. 16.00/22.00/5.30 : 54 kg.

Hockey. Tournoi masculin (gr. A). 15.00 : Espagne-Allemagne ; 23.30 : Pakistan - Etats-Unis ; 2.00 : Inde-Argentine.

Hockey. *Tournoi féminin.* 15.00 : Etats-Unis - Pays-Bas ; 17.00 : Espagne-Australie ; *23.30 : Argentine-Allemagne ; 2.00 : Corée du* Sud - Grande-Bretagne.

Judo. + 95 kg M, + 72 kg D, 15.30 : éliminatoires ; 18.20 : repêchages ; 21.55 : finales.

Lutte gréco-romaine. + 48 kg, + 57 kg, + 68 kg, + 82 kg, + 100 kg. 16.00/21.30 : tours éliminatoires.

Natation. *100 m libre D*, 100 m brasse M, 400 m × 4 nages D, 200 m libre M. 16.05 : séries ; 1.30 : finales.

Water-polo. 17.00 : Pays-Bas - Yougoslavie (gr. A) ; 18.40 : Hongrie-Russie (gr. A) ; 21.00 : Croatie-Grèce (gr. B) ; 22.40 : Espagne-Allemagne (gr. A) ; 0.20 : Ukraine-Roumanie (gr. B) ; 4.00 : Italie - Etats-Unis (gr. B).

Tir. *Carabine air comprimé 10 m D, 15.00 :* éliminatoires ; 17.00 : finale ; pistolet air *comprimé 10 m M, 18.00 : éliminatoires ;* 20.30 : finale ; fosse olympique, 16.00/18.00/ 20.00 : *éliminatoires*.

Volley-ball. Tournoi féminin. 16.00 : Pays-*Bas - Chine (gr. A) ; 18.30 : Russie-Allemagne* (gr. B) ; 22.00 : Canada-Cuba (gr. B) ; 0.30 : Japon-Corée du Sud (gr. A) ; 1.30 : Etats-Unis - Ukraine (gr. A) ; 4.00 : Brésil-Pérou (gr. B).

DIMANCHE 21 JUILLET

Aviron. Eliminatoires, 15.00 : deux sans barreur M et D ; 16.00 : deux de couple poids légers M et D ; 17.10 : quatre sans barreur M ; 17.40 : skiff M et D.

Baseball. 21.00 : Italie-Corée du Sud ; 2.00 : Cuba-Japon.

Basket-ball. Tournoi féminin, 16.00 : Brésil-Canada (gr. A) ; *18.00 : Zaïre-Ukraine* (gr. B) ; 21.00 : Etats-Unis-Cuba (gr. B) ; 23.00 : *Japon-Russie (gr. A) ; 2.00 : Corée du Sud-Australie* (gr. B) ; 4.00 : Italie-Chine (gr. A).

Boxe. Premiers tours, 19.30 : mi-mouche, légers, lourds.

Cyclisme. 17.00 : course sur route D.

Equitation. 15.00 : concours complet par équipes (dressage).

Escrime. Eliminatoires, 14.00 : épée individuelle D ; 16.25 : sabre individuel ; demi-finales, 21.00 : épée D ; 21.30 : sabre ; finales, 22.05 : épée D ; 22.30 : sabre.

Football. 20.30 : Allemagne-Japon D (gr. F) ; *21.00 : Norvège-Brésil D (gr. E) ; 22.00 : Etats*-Unis-Danemark D (gr. E), Chine-Suède D (gr. F) ; *23.00 : Italie-Mexique M (gr. C) ;* 23.30 : Ghana-Corée du Sud M (gr. C) ; 0.30 : *Hongrie-Nigeria M (gr. D), Brésil-Japon M (gr. D)*.

Gymnastique. 15.40/21.10 : Concours par équipes D.

Haltérophilie. 16.00/18.30/22.00 : 59 kg.

Hockey. 15.00 : Pays-Bas-Malaisie H ; 23.30 : *Grande-Bretagne-Corée du Sud H, Espagne*-Allemagne D ; 0.00 : Afrique du Sud-Australie H ; *2.00 : Pays-Bas-Grande-Bretagne D.*

Judo. 95 kg M, 72 kg D, 15.30 : éliminatoires ; 18.20 : repêchages ; 21.55 : finales.

Lutte gréco-romaine. 48 kg, 57 kg, 68 kg, 82 kg, 100 kg, 16.00 : éliminatoires ; 21.30 : finales.

Natation. Eliminatoires, 16.05 : 200 m libre D ; 16.30 : *400 m 4 nages M ; 17.10 : 100 m* brasse D ; 17.35 : relais 4 × 200 m M ; finales, 1.30 : 200 m libre D ; *1.45 : 400 m 4 nages M ;* 2.15 : 100 m brasse D ; 2.40 : relais 4 × 200 m M.

Water-polo. 17.00 : Yougoslavie-Russie (gr. A) ; *18.40 : Allemagne-Hongrie (gr. A) ;* 21.00 : Roumanie-Croatie (gr. B) ; 22.40 : Pays-Bas-Espagne (gr. A) ; *0.20 : Italie-Ukraine* (gr. B) ; 4.00 : Etats-Unis-Grèce (gr. B).

Tir. *Fosse olympique M, pistolet air comprimé 10 m D,* 15.00 : éliminatoires ; 18.00 : finale pistolet air comprimé 10 m D ; 20.30 : finale fosse olympique M.

Volley-ball. Tournoi masculin, 16.00 : Tunisie-Pays-Bas (gr. B) ; 18.30 : Corée du Sud-Italie (gr. B) ; 22.00 : Yougoslavie-Russie (gr. B) ; 0.30 : Bulgarie-Cuba (gr. A) ; 1.30 : Pologne-Etats-Unis (gr. A) ; 4.00 : Brésil-Argentine (gr. A).

LUNDI 22 JUILLET

Aviron. Eliminatoires. 15.00 : deux de couple M et D, quatre sans barreur poids légers M, quatre de couple M et D, huit M et D.

Base-ball. 16.00 : Australie-Pays-Bas ; 21.00 : Nicaragua-Italie ; 2.00 : Etats-Unis-Corée du Sud.

Basket-ball. Tournoi masculin. 16.00 : Brésil-Grèce, *Croatie-Chine ; 21.00 : Corée du* Sud-Porto Rico, Yougoslavie-Australie ; 2.00 : *Argentine-Lituanie, Angola-Etats-Unis.*

Boxe. 19.30-2.00 : premier tour.

Equitation. 15.00 : concours complet par équipes (dressage).

Escrime. Fleuret individuel M et D. 14.00 : *éliminatoires ; 20.50 : demi-finales et finales.*

Football. 1.00 : Arabie saoudite-Australie M (gr. B) ; Espagne-France M (gr. B) ; 1.30 : Etats-Unis-Tunisie M (gr. A) ; Argentine-Portugal M (gr. A).

Gymnastique. 15.15-*18.30-22.30 : concours* par équipes M.

Haltérophilie. 18.30-22.00 : 64 kg.

Hockey. 15.00 : *Pakistan-Espagne M ;* Australie-Argentine D, Etats-Unis-Corée du Sud D.
23.30 : Allemagne-Inde M, Etats-Unis-Argentine M.

Judo. 86 kg M, 66 kg D 15.30 : éliminatoires et repêchages ; 21.00 : finales.

Lutte gréco-romaine. 52 kg, 62 kg, 74 kg, 90 kg, 130 kg 16.00 : premier tour ; 21.30 : finales.

Natation. 400 m libre D, 100 m libre M, 100 m dos D, 200 m papillon M, relais 4×100 m D. 16.05 : éliminatoires ; 1.30 : finales.

Water-polo. 17.00 : Russie-Allemagne (gr. A), Espagne-Yougoslavie (gr. A) ; 21.00 : Grèce-Roumanie (gr. B), Hongrie-Pays-Bas (gr. A), Croatie-Italie (gr. B) ; 4.00 : Ukraine-Etats-Unis (gr. B).

Tir. 16.00 : carabine air comprimé 10 m M (éliminatoires et finale)

Voile. *19.00 : planche à voile M et D, Laser,* Europe D, Star, Finn M, Soling, Tornado *(manches 1 et 2)*

Volley-ball. Tournoi féminin. 16.00 : Chine-Corée du Sud ; 18.30 : Ukraine-Japon ; 22.00 : Russie-Canada ; 0.30 : *Allemagne-Pérou ;* 1.30 : Pays-Bas - Etats-Unis ; 4.00 : Cuba-Brésil.



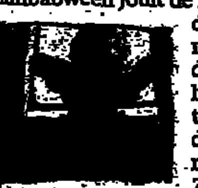
NET OLYMPIQUE

OFFICIEL. On trouve de tout sur le site officiel des Jeux sur Internet. De tout, mais trop tard. La caméra fureteuse, censée cueillir des informations à chaud, était inaccessible, dans la nuit du vendredi au samedi 20 juillet, et les photos dataient de la veille. La seule curiosité était la visite du stade, en réalité virtuelle, pendant le défilé des athlètes. Il fallait regarder la télévision pour saisir sourires et regards émerveillés. On pouvait ajouter les informations d'un atlas interactif : la France est présentée comme *« légèrement supérieure à deux fois le Colorado »* et la république de Nauru (21 km², 10 000 habitants) n'a pas de capitale. Première journée décevante, donc, mais le travail de 70 personnes permettra d'accéder à 20 000 éléments à la fin des compétitions. **E. P.**

<http://www.atlanta.olympic.org>

Le monde de A à Z

Finalement, il est préférable d'être zimbabwéen qu'afghan. D'abord, le Zimbabwéen jouit de la paix dans son pays, ce dont l'Afghan est malheureusement privé depuis bientôt trois lustres. Ensuite, s'il se trouve membre de la délégation olympique, le ressortissant du Zimbabwe, ancienne Rhodésie, se verra dispensé par la grâce de l'ordre alphabétique d'une longue et pénible station debout dans le stade, en attendant que toutes les autres délégations aient fait leur entrée, le tour d'honneur, les coucous à la foule et aux caméras et autres manifestations d'un joyeux et juvénile dynamisme.



NUITS BLANCHES

L'Afghan olympique est rare, du moins tant que son sport national, une sorte de polo à cheval où une carcasse de veau mort fait office de ballon, n'est pas une discipline reconnue par le CIO. Mais on aura pu le voir plus que les autres, au moins une fois, car, au dire des experts, il n'a que peu de chances d'aller bien loin dans les compétitions.

Deux heures d'horloge et de défilé ont précédé le petit matin blafard qui sera désormais le lot de l'accro européen du direct, aube de sortie de boîte ou de départ à la pêche, aube inutile puisque qu'annonciatrice de rien, sinon de l'attente de la prochaine nuit de passion.

Ce défilé des délégations était bien la meilleure partie du spectacle offert par Atlanta dans la cérémonie d'ouverture. Avant, on s'était ennuyé ferme devant les chorégraphies péniblement allégoriques évoquant le Sud profond et l'éveil des « esprits olympiques ». Au risque d'être chauvin, regrettons Philippe Decouflé et son ballet arachnéen d'Albertville.

Mais ce défilé ! Tous les quatre ans, il nous rend compte de l'état du monde, des nations qui naissent, d'autres qui meurent. On voit ceux qui roulent les mécaniques, et celles qui jouent les modestes. Les gros bataillons et les petites estafettes, les avec chapeaux et les sans chapeau. Délégations avec ou sans femmes, avec le culot iranien d'une athlète porte-drapeau en tchador. On découvre, ce n'est pas une blague, que le bermuda est le costume national des Bermudes, et qu'il a fait des émules en Suisse, les athlètes helvétiques des deux sexes étant affublés de ce vêtement curieusement marié à la veste traditionnelle des alpages.

Les Russes surprennent avec leurs uniformes bariolés, preuve que l'URSS c'est bien fini. D'ailleurs, il sont partout les Russes : on voit des blonds et des blondes chez les Ouzbeks, les Kazaks et autres Tadjiks, qui ne semblent pas descendre en droite ligne de Gengis Khan ou de Tamerlan. Il y en a même chez les Israéliens, qui ont eu aussi droit à une petite part du dépeçage de l'empire sportif soviétique.

Pour ceux qui ont suivi cette cérémonie d'ouverture sur la télévision publique française, il est nécessaire de combler une lacune d'un commentaire nourri de fiches préparées à l'avance sur les nations exotiques. Cueilli à froid au début du défilé, le préposé de France 2 se trouva sec sur Aruba. Le trou, rien. Alors, Aruba, 181 km², 62 300 habitants, est l'une des trois Îles Sous-le Vent des Antilles néerlandaises. Elle ne jouit pas de la notoriété de sa voisine Curaçao, ne produisant rien susceptible de provoquer l'ivresse. C'est dommage.

Luc Rosenzweig

Claude Fauquet, directeur des équipes de France de natation

« User de la force musculaire n'est pas le seul moyen de nager vite »

CLAUDE FAUQUET n'a vécu qu'une courte histoire à la tête de l'équipe de France de natation, où il a été nommé en mars 1995, à guère plus d'un an des Jeux d'Atlanta. Mais il a passé plus de trente ans au bord des bassins. Entraîneur de club, puis conseiller technique régional, il a accompagné du regard la carrière de Catherine Plewinski, avant de diriger sa préparation pour les championnats d'Europe de 1993, son ultime compétition.

Au cours des deux dernières années, Claude Fauquet a étudié les méthodes russes, multiplié les échanges avec les entraîneurs chinois et visité régulièrement la natation américaine. Il en a tiré une conviction : les médailles de natation devraient désormais être réparties plus équitablement dans le monde. Les huit premières finales disputées samedi et dimanche permettront de le vérifier.

« Aux Jeux de Montréal, en 1976, l'équipe olympique américaine de natation avait remporté toutes les épreuves, sauf une. Vingt ans plus tard, elle aborde les Jeux du centenaire avec une seule vraie chance de médaille d'or individuelle, Tom Dolan sur 400 m nages. Comment expliquer ce recul américain ?

– La natation américaine a longtemps vécu sur un système universitaire qui produisait tous les quatre ans une génération olympique performante dans presque toutes les disciplines. Aujourd'hui, ce système ne parvient plus à suivre le rythme de la natation mondiale. Les universités semblent consacrer moins de moyens à ce sport. Et il n'existe pas encore dans ce pays de vraies solutions de remplacement.

– Ces Jeux marqueront donc la fin de la domination américaine ?

– Paradoxalement, je n'en suis pas certain. Les Américains sont moins forts qu'ils l'ont été, c'est une évidence. J'ai même entendu l'un de leurs entraîneurs, aux sélections olympiques, expliquer que le moment était peut-être venu pour eux d'apprendre à se satisfaire d'une médaille d'argent. Mais les Etats-Unis représentent toujours une force collective.

» Ensemble, ils savent former une équipe et affronter un grand événement. Nous sommes chez eux, ils peuvent donc nous surprendre. Et puis, il faut leur reconnaître le mérite d'avoir judicieusement programmé leur année olympique. L'équipe américaine a été formée au mois de mars. L'encadrement a donc disposé de quatre mois pour bâtir un cycle complet de préparation.

– La Chine n'a plus disputé de grandes compétitions internationales depuis 1994, année où ses nageuses avaient remporté douze titres mondiaux. Que peut-on attendre de son équipe olympique ?

– Je la crois très forte. L'un de leurs entraîneurs nationaux me l'a assuré ce matin même, les Chinoises devraient réussir de grandes choses aux Jeux d'Atlanta. Leur équipe est rajeunie et renouvelée de moitié par rapport aux derniers championnats du monde. Et ces jeunes filles ont réalisé de grandes performances lors de leurs récentes épreuves de sélection olympique.

– On les soupçonne d'être dopées...

– C'est vrai. Et cette accusation tourne même à l'obsession chez de nombreux entraîneurs, notamment les Américains. Le sont-elles vraiment ? Je n'en sais rien. Mais il est trop facile de les montrer du doigt à chaque compétition. Aujourd'hui, deux des principales substances du dopage, l'érythropoïétine (EPO) et l'hormone de croissance, sont encore impossibles à détecter. Etre contrôlé négatif ne veut donc pas forcément dire que l'on n'est pas dopé. C'est vrai pour les Chinoises, mais également pour les autres.

– Comment peut-on expliquer la supériorité d'un petit groupe de nageurs russes, Popov en nage libre, Pankratov en papillon et Selkov en dos, sur la natation masculine ?

– Cette domination me semble être la meilleure illustration du virage que prend actuellement la natation mondiale. Les grandes puissances collectives qui écrasaient complètement leurs adversaires, Etats-Unis, RDA, URSS, ont vécu. Et cette tendance ne va pas dans le sens de l'histoire. Aujourd'hui, la natation mondiale se compose d'une multiplicité de petits groupes qui travaillent dans leur coin et sortent régulièrement un ou plusieurs nageurs de niveau international. La réussite actuelle de la Russie est le fait d'un entraîneur, Viktor Advienko. Il a bâti une méthode d'entraînement qui s'appuie sur une démarche très scientifique. Et il s'est donné les moyens d'aller au bout de son idée. A Volgograd, Advienko entraîne un petit groupe de nageurs entouré d'un chercheur, un médecin, un scientifique... Je le crois dans le vrai. Et il est sûrement un peu en avance sur son temps.

– En suivant votre raisonnement, on peut imaginer que de nombreux pays se partagent les médailles olympiques. Toutes les nations peuvent-elle donc vraiment « s'offrir » un champion olympique de natation ?

– Sans doute. Un Belge est favori d'une épreuve de brasse, une jeune Sud-Africaine vient de battre un record du monde et la Finlande possède une bonne demi-douzaine de chances de monter sur le podium. On a enfin compris que la force musculaire n'était pas le seul moyen de nager vite. Aujourd'hui, c'est le rendement qui compte. Le travail de l'entraîneur consiste désormais surtout à rentabiliser le potentiel physique d'un nageur. Du coup, les gabarits se sont faits plus normaux. Plus humains. Et de plus en plus de gens se disent que la victoire est enfin chose possible.

– Même en France ?

– Bien sûr. Mais la natation française traverse actuellement une période de transition. Il nous faut passer d'une époque où l'élite raisonnait en termes d'équipe de France, avec une organisation assez centrale et des directives nationales, à une phase de travail plus éclatée. Il nous faut créer l'équivalent de ce que fait Viktor Advienko à Volgograd, des petits groupes qui travaillent avec un objectif précis et des moyens adaptés.

– Aux Etats-Unis, Janet Evans en est à ses troisièmes Jeux consécutifs. En France, l'équipe olympique compte plusieurs nageurs qui approchent de la trentaine. Comment expliquer ce vieillissement ?

– Il s'explique par l'argent. Aujourd'hui, il est devenu possible de vivre de la natation. En France, par exemple, les meilleurs nageurs ont les moyens financiers d'étaler leurs études sur plusieurs années. Ils ont moins de soucis matériels et peuvent nager en compétition aussi longtemps qu'ils en ont la passion. A Atlanta, nous allons voir évoluer dans la piscine la première génération de vrais professionnels de la natation. Janet Evans, Alexander Popov, Franziska Van Almsick, par exemple, vivent confortablement de leur sport.

– Ces Jeux verront-ils la chute de records du monde ?

– Difficile à dire. Les performances enregistrées cette saison fournissent peu d'indications. Mais ces Jeux verront certainement beaucoup de surprises. On ne va pas s'ennuyer à la piscine. »

Propos recueillis par Alain Mercier



L'Australien Kieren Perkins, tenant du titre sur 1500 m, contrôle son pouls à l'entraînement. (Mike Blake, Reuter.)

DÉPÊCHES

■ **BLOCAGE.** Le président Bill Clinton a raté ses clichés en tentant de photographier la cérémonie d'ouverture. Le laboratoire de l'agence Associated Press, qui développait gracieusement sa pellicule, a découvert que le leader américain avait omis de l'avancer après chaque photo.

■ **VOILE.** Hubert Raudaschl, un Autrichien âgé de 54 ans, est le premier homme sélectionné pour la dixième fois aux épreuves de voile des Jeux olympiques. Ayant débuté en 1960, il a été médaillé d'argent sur Finn en 1968 et sur Star en 1980. Il n'a pas voulu raccrocher après s'être classé vingtième en Star à Barcelone. Propriétaire d'une voilerie près de Salzbourg, il envisage même de participer une onzième fois en l'an 2000 si aucun de ses compatriote n'a le niveau de qualification requis d'ici là.

■ **PLONGEON.** Add Ron O'Brien, l'entraîneur de l'équipe des Etats-Unis, s'interroge : *« Comment les Chinois pouvent-ils s'entraîner de 55 à 60 heures par semaine alors que le maximum pour les Américains est de 35 heures ? ».*

■ **NATATION.** Janet Evans, la nageuse américaine âgée de bientôt 25 ans qui espère remporter une cinquième médaille d'or pour sa troisième participation aux JO (sur 400 m et 800 m nage libre), a déclaré qu'elle allait arrêter la compétition après Atlanta : *« Je n'aurai plus les épaules aussi musclées, je pourrai porter des robes d'été, faire la grasse matinée et arrêter de sentir le chlore. »*

■ **CANOË-KAYAK.** Peter Ribe, médaille de bronze aux championnats du monde en 1993, a été contrôlé positif à l'éphédrine et exclu de l'équipe de Norvège, a annoncé vendredi un responsable de la délégation. Par le passé, certains athlètes ont revendiqué l'absorption de l'éphédrine pour soigner des refroidissements ou des rhumes.

■ **BOXE.** L'histoire se répète pour le super-lourd ghanéen Iliadi Alhassan. Il y a quatre ans à Barcelone, il n'avait pu participer au tournoi olympique à cause d'un problème de poids. Vendredi 19 juillet, son retard lors de la pesée a abouti au même résultat. Pour la seconde fois consécutivement, le médaillé d'argent des Jeux panafricains ne pourra donc pas participer aux Jeux olympiques. Alhassan a été retardé à New York, manquant sa correspondance pour Atlanta.

■ **CYCLISME.** L'Australienne Kathy Watt, championne olympique sur route à Barcelone, a été autorisée par un juge de Melbourne à disputer l'épreuve de poursuite à Atlanta, alors qu'elle n'avait pas été sélectionnée par sa fédération, qui avait retenu Lucy Tyler-Sharman. Watt, déjà assurée de participer à l'épreuve sur route, avait saisi la justice en soulignant qu'elle avait toujours battu sa rivale sur la piste.

■ **DRAPEAU.** Une militante des droits civiques a brûlé le drapeau de l'Etat de Géorgie, vendredi 19 juillet, sur les marches du Capitole, à Atlanta, en présence de nombreux journalistes. *« Sois maudit et au revoir »*, a déclaré Hosea Williams, en mettant le feu à une bannière en nylon. Ce geste, qui n'est pas tenu pour un crime par les lois de l'Etat, s'inscrit dans une lutte entamée en 1956, afin de protester contre la présence, sur le drapeau, d'une référence à l'ancienne bannière sudiste.

SOCIAL La région Rhône-Alpes s'est engagée, à la fin 1995, à payer sur la base de 35 heures tout salarié dont l'entreprise aurait réduit la semaine de travail à 32 heures. ● LA CONVENTION nécessaire a été signée avec l'Etat vendredi 19 juillet. Sans attendre la mise en place du mécanisme, qui prendra finalement la forme d'une aide à la création d'emploi, beaucoup d'entreprises ont déjà diminué la durée du travail. ● LES PME sont cependant confrontées à un manque de compétences pour repenser l'organisation du travail. Consciente de ces difficultés, la région Rhône-Alpes a mis en place des aides au conseil. Une soixantaine d'entreprises devraient l'utiliser au second semestre. ● LE PATRONAT, peu favorable aux aides à l'emploi, estime que cette forme de soutien sous forme de conseils est la meilleure. Il veut promouvoir la création d'une banque d'expériences.

Les PME préfèrent une assistance technique au conseil aux aides à l'emploi

La région Rhône-Alpes vient de signer avec l'Etat la mise en place de soutiens financiers afin de réduire la durée du travail. Mais les entreprises manquent surtout de compétences en ingénierie pour réorganiser leurs ateliers

FIN DÉCEMBRE 1995, Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes, annonçait, à la surprise générale, son intention de favoriser la réduction du temps de travail. Le mécanisme proposé avait l'apparence de la simplicité : avec l'aide de l'UNEDIC, la région s'engageait à payer sur la base de trente-cinq heures tout salarié dont l'entreprise aurait réduit la semaine de travail à trente-deux heures.

Sans attendre la mise en œuvre de cette mesure, plus délicate que prévu, plusieurs entreprises moyennes de la région Rhône-Alpes modifient actuellement leur organisation du travail et réduisent la durée de celui-ci. Le 18 juillet, la direction de Sud-Est Entrepôts a signé avec la CFDT, syndicat majoritaire, un accord réduisant la semaine de travail à trente-cinq heures sans perte de salaire.

RÉORGANISER LA PRODUCTION

Cette société basée à Montélimar et spécialisée dans la prestation logistique pour la grande distribution est en plein essor. Alors qu'elle comptait 60 personnes en mai 1992, elle en emploie aujourd'hui près de 250. *« J'envisageais de réduire de une heure le temps de travail hebdomadaire. Grâce à la nouvelle loi de Robien, la baisse peut atteindre 10 %, et nous pouvons embaucher. Financièrement, cette mesure n'est pas neutre pour l'entreprise, mais nous espérons que la diminution de la fatigue amènera une augmentation de la productivité. Nous serions heureux de bénéficier des mesures annoncées par Charles Millon, mais, honnêtement, nous ne les avons pas intégrées dans nos calculs financiers »*, explique Jacques Jolivet, gérant de l'entreprise.

Dans l'Ain, la société de plasturgie Rovip n'a pas non plus attendu le dispositif régional pour réorganiser sa production. Pour continuer à être concurrentiels dans une de ses activités : la fabrication de disquettes pour informatique, les dirigeants souhaitaient organiser la production en continu du 1er janvier au 24 décembre. Revers de la médaille pour les salariés : une équipe spéciale continuera de travailler les samedis et dimanches, mais les jours fériés sont banalisés et les congés payés seront pris par roulement. En revanche, dans l'atelier concerné, l'introduction d'une sixième équipe va entraîner une réduction du temps de travail de 15 % à 20 %, sans perte de salaire, ainsi que l'embauche de six personnes.

AVANTAGES PARTAGÉS

Pierre Perdrix, qui dirige l'entreprise avec ses deux beaux-frères, a fait ses calculs : *« La sixième équipe coûte 1 million de francs, mais j'espère réaliser 900 000 francs d'économies. Pour 100 000 francs, j'estime que le risque est maîtrisé. »* Comme cette PME devait surtout faire face à un problème d'encadrement durant les congés d'été, Pierre Perdrix avait une autre solution : se contenter de faire travailler en continu la maîtrise et non les ouvriers : *« C'était la solution, économiquement la plus rentable et socialement la plus simple. Pourquoi ne l'avons-nous pas fait ? Parce que nous recevons quatre cents demandes d'emplois par an et que nous sommes convaincus que les entreprises qui peuvent le faire doivent créer de l'emploi. Le compte d'exploitation est une contrainte et non pas un objectif. »*

Principal problème auquel sont confrontées de nombreuses PME si elles veulent réduire le temps de travail : le manque de compétences pour repenser l'organisation du travail. Consciente de ces difficultés, la région Rhône-Alpes a mis en place une aide en conseil, moins spectaculaire, mais sans doute plus efficace que l'aide directe à l'emploi.

Afin de *« faciliter le débat entre employeurs et salariés pour considérer qu'une nouvelle gestion du temps peut aboutir à des avantages partagés »*, la région Rhône-Alpes conditionne son aide à l'avis d'un cabinet spécialisé dans l'organisation du travail, baptisé Aravis. Antenne lyonnaise de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), Aravis a la particularité d'être financé par la région et l'Etat, mais géré par les partenaires sociaux.

Spécialiste des diagnostics de quelques jours, Aravis facilite également le dialogue social. A Sud-Est Entrepôts, Aravis a animé des groupes de travail, sans la présence de la direction. Chez Rovip, ses consultants se sont rendus dans l'entreprise un samedi à 4 heures du matin, afin de discuter à la fois avec l'équipe de nuit et aveccelle travaillant le week-end. *« Cette ingénierie sociale est extrêmement positive. Dans les entreprises comme la nôtre, son apport est bien plus considérable que d'éventuelles aides directes à l'emploi »*, estime Pierre Perdrix.

DEUX NOUVELLES DÉMARCHES

Ce point de vue semble partagé par une partie du patronat rhône-alpin. Un mois après la mise en place du dispositif régional d'aide en conseil, dix-sept entreprises avaient déjà fait appel à Aravis, et ce cabinet s'attend à réaliser une soixantaine d'interventions au second semestre.

Alors que l'union patronale deRhône-Alpes s'est montrée violemment hostile à la proposition de Charles Millon, un groupe de travail constitué en son sein suggère à la région non pas d'apporter des aides financières aux entreprises, mais de promouvoir deux démarches nouvelles : la création d'une banque d'expériences et une aide à l'ingénierie. L'aide à l'emploi prendrait-elle des formes nouvelles ?

Frédéric Lemaître

Les aléas de la proposition de Charles Millon

C'EST UNE PREMIÈRE en France. Le président de la région Rhône-Alpes a signé le 19 juillet avec le préfet une convention l'autorisant à participer au financement de la réduction du temps de travail. L'initiative prise par Charles Millon, fin 1995, va donc pouvoir entrer dans les faits. En décembre 1995, Charles Millon annonçait que pour toute entreprise qui réduirait la semaine de travail à trente-deux heures en créant de l'emploi, la région compenserait avec l'Unedic une partie de la perte de salaire. Mais, depuis, les services de la région ont dû revoir leur copie.

Premier problème : l'Unedic ne juge pas utile d'étudier cette question avant l'automne mais, en privé, ses dirigeants font déjà valoir que ses statuts interdisent toute expérimentation locale. Deuxième problème : une collectivité terriroriale n'a pas le droit de créer des aides à l'emploi si elle ne passe pas une convention avec l'Etat. Ce n'est chose faite que depuis le vendredi 19 juillet. Alors que la loi du 11 juin 1996, dite loi de Robien, prévoit de réduire de 40 % la première année puis de 30 % les six années suivantes les charges sociales patronales sur les emplois dont la durée diminue de 10 %, s'il y a 10 % d'embauches, l'aide régionale porte, elle, sur les emplois créés.

En fonction du poids de ces créations, des dispositions sur les bas salaires, du profil des embauches, de la taille et de l'activité de l'entreprise, l'aide régionale attribuée de manière dégressive sur trois ans sera, au total, comprise entre 60 000 et 90 000 francs par emploi créé. Alors que le coût pour la collectivité d'un emploi créé, grâce à la loi de Robien, se monte à environ 188 000 francs par an sur sept ans, l'aide régionale doit représenter en moyenne 25 000 francs par an pendant trois ans. Charles Millon a donc surtout voulu marquer les esprits. Sa démarche pourrait faire école : ses collègues de l'Ile-de-France et de Picardie se seraient montrés très intéressés.

F. Le.

Daniel Valot, directeur général de l'exploration-production de Total

« Nous sommes victimes d'une campagne de désinformation persistante et malveillante » en Birmanie

« Total est accusé par la chef de l'opposition birmane, Aung San Suu Kyi, d'être l'un des principaux soutiens du système militaire en Birmanie. Elle vous reproche d'investir dans l'exploitation du gisement de gaz de Yadana qui alimentera la Thaïlande. comment réagissez-vous ?

– Nous sommes très étonnés par cette affirmation, car actuellement, tel que le projet se déroule, il n'y a aucune retombée pour le gouvernement birman. Nous sommes en phase d'investissement de ce projet d'un montant de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs), auquel la partie birmane participe à hauteur de 15 %. Le gisement gazier sera mis en exploitation à la mi-1998 et commencera à générer des revenus en 2001-2002. Je ne sais pas quel sera alors la couleur du gouvernement. Quand on s'engage dans ce type d'investissement, le bénéficiaire n'est pas forcément celui auquel on pense. Regardez en Afrique du Sud, nous sommes restés au temps de l'apartheid et avons été critiqués. Aujourd'hui tout le monde se félicite de notre présence dans le pays de Nelson Mandela.

– Depuis le début des travaux, voici plus d'un an, vous êtes régulièrement soupçonnés d'employer de la main-d'œuvre forcée, des femmes et des enfants pour construire votre gazoduc. Pourquoi n'avoir jamais réagi à ces informations ?

– Nous sommes scandalisés d'entendre que Total puisse avoir recours au travail forcé ou employer des enfants. C'est nous qui embauchons les travailleurs, et pas les militaires. Dans chaque village, nous entretenons des relations avec les responsables et nous recrutons dans les différentes ethnies. Dès aujourd'hui, les retombées sont importantes pour les populations locales. Nous employons, sur le chantier, lors de la saison sèche cinq à six cents employés locaux. En parallèle, nous développons des proramnes sociaux, comme le recrutement d'un médecin par village ou l'implantation d'élevage de porcs et de crevettes. Nous avons également un programme

DANIEL VALOT

avec l'Institut Pasteur pour éradiquer la malaria dans cette région.

– Y a t-il des femmes et des enfants qui travaillent à la construction du gazoduc ?

– Sur nos chantiers il n'y a pas d'enfants, mais uniquement des adultes, hommes et femmes, volontaires et rémmunérés.

– Pourtant un reportage diffusé par la télévision britannique, en mai, montre des enfants au travail, dans des conditions extrêmement pénibles qui ont choqué les téléspectateurs. Comment l'interprétez-vous ?

– Les images ont été prises sur des chantiers qui ne sont pas les nôtres. L'impression vient de l'amalgame entre le commentaire et l'image. Au moment où on voit un enfant travailler dans des conditions très pénibles, le commentateur évoque les investissements de Total. Jamais, il ne dit qu'il travaille pour nous. Ce reportage a été diffusé sur la chaîne britannique ITV au mois de mai. Nous avons écrit à la société productrice Carlton UK, le 28 mai, pour protester. Elle n'a pas répondu.

– Pensez-vous à une manipulation ?

– Cela participe de la désinformation la plus claire et je ne m'explique pas pourquoi. Avant même de signer le contrat en 1994, nous avons été critiqués. On raconte beaucoup que des villages ont été rasés ou déplacés pour permettre la pose du pipe-line. C'est faux, aucun village n'a été rasé. En revanche, il est vrai que, en mars 1995, une attaque du chantier a fait cinq morts et onze blessés. Il faudrait interroger ceux qui propagent les fausses nouvelles. Actuellement des groupes danois et hollandais se répandent en allégation sur le compte de Total, sans même nous avoir contactés.

– Etes-vous prêts à faire visiter vos chantiers pour vérifier le bien-fondé de vos propos ?

– Nous avons reçu, voici quelques jours, plusieurs journalistes anglo-saxons et japonais. Si un journaliste souhaite visiter le chantier, libre à lui de nous contacter. Nous n'avons rien à cacher. Nous faisons notre possible pour donner le maximum d'informations. Nous avons été contactés par Refugies International et par Amnesty International et avons répondu à leurs interrogations.

> « Notre gazoduc sera un trait d'union entre la Birmanie et la Thaïlande »

– Envisagez-vous de suspendre vos activités comme viennent de le faire deux brasseurs, Carlsberg et Heineken, ou de modifier votre attitude ?

– Nous avons un engagement commercial : livrer le gaz du gisement de Yadana à la Thaïlande à partir de juillet 1998. Je ne vois pas pourquoi nous remettrions en cause notre contrat. Notre comportement ne se modifiera pas non plus, car nous respectons, dès à présent, toutes les règles de déontologie. On travaille partout dans le monde de la même façon.

– Etes-vous la seule compagnie pétrolière opérant dans le pays ? Pourquoi concentrez-vous la critique ?

– Sur ce projet de gazoduc, nous ne sommes pas seuls. Y participent l'américain Unocal, les compagnies pétrolières thaïlandaise PTT-EP et birmane MOGE. En tant qu'opérateur, nous sommes les plus visibles, bien que notre participation ne soit que de 31 %.

» Dans le pays, nous ne sommes pas la seule compagnie pétrolière. Les américains Texaco, Arco, le britannique Premier et le japonais Nippon Oil y sont implantés. Nous sommes cependant le groupe dont le projet est le plus avancé et le plus important. Cela peut expliquer que les critiques se focalisent sur Total.

– En France, depuis un an, vous développez une campagne auprès du public dans laquelle vous mettez en avant les valeurs de votre entreprise reposant sur le respect des hommes et de l'environnement. N'est-ce pas le contre-exemple parfait ?

– Pas du tout. Nous sommes victimes d'une campagne de désinformation persistante et malveillante. Je le repète, le respect des droits de l'homme et de l'environnement correspond à une vérité profonde chez Total.

– Craignez-vous un boycottage comme le préconisent certaines organisations danoises et européennes et pensez-vous qu'il puisse prendre de l'ampleur en Europe ?

– J'espère que non, et nous ferons tout pour nous expliquer.

– Après Shell au Nigeria, vous êtes la deuxième compagnie pétrolière critiquée pour votre présence assimilée comme soutien au régime militaire en place. Un industriel doit-il opérer dans des pays violant les droits de l'homme ?

– Nous ne pensons pas que la politique d'exclusion soit la meilleure. Au contraire. La Birmanie est restée refermée sur elle pendant quarante ans pour appliquer son programme « la voie birmane vers le socialisme », basé sur l'autosuffisance. Ce pays, relativement prospère au début du siècle, est devenu l'un des plus pauvres, et je ne pense pas que cet isolement ait fait le bonheur des populations. De plus, notregazoduc sera un trait d'union entre la Birmanie et la Thaïlande. Le gaz permettra de faire fonctionner les centrales électriques alimentant Bangkok. Deux pays voisins vont ainsi nouer des liens. Tout cela contribue à des ouvertures qui vont dans le bon sens.

Propos recueillis par Dominique Gallois

Le défilé victorieux des « petites mains » de Lejaby

LYON
de notre bureau régional

Les ouvrières de Lejaby-Rasurel sont des plus culottées : vendredi 19 juillet, dans la matinée, ces « petites mains » de l'industrie de la lingerie et du maillot de bain ont organisé un défilé de mode carrément torride, sur l'une des places de la ZUP de Rillieux (Rhône), afin de s'assurer encore le soutien de la population dans un conflit social engagé depuis près d'un an.

Label intersyndical CGT-CFDT, podium, musique tonitruante, ménagères et passants bouche bée, policiers goguenards, rien ne manquait à une présentation fomentée pour l'heure du marché aux légumes. Le défilé réussit à troubler à peu près tout le monde, sauf l'ordre public.

La troupe des mannequins avait été recrutée au sein des militantes et parmi leur progéniture. Elle ne manquait pas d'élégance. La collection avait été achetée au prix d'usine, mais achetée tout de même. Cela achève de montrer que l'affrontement social a laissé des traces : le président de l'entreprise familiale, Charles Bugnon, soixante-seize ans, vient de « passer la main » au groupe américain Warnaco (marques Warner's, Olga, Valentino, Calvin Klein, Catalina), dont la principale dirigeante, Linda J. Wachner, a prodigué des assurances au président de la Communauté urbaine de Lyon, Raymond Barre : les 1 100 emplois répartis entre huit ateliers rhônalpins, dont Rillieux, Bellegarde, Yssingeaux, Bourg-en-Bresse, Vienne, Le Teil et Firminy, doivent être maintenus.

En décembre 1995, les ouvrières ont d'abord fait échouer une offre de rachat déposée par Sara Lee (marques Dim et Wonderbra), soupçonné de vouloir réduire les effectifs. Sara Lee était alors en concurrence avec le britannique Courtauld's, qui n'a pas reparu.

CHRONIQUE SOCIALE

Le groupe textile lyonnais a commencé de défrayer la chronique sociale au printemps de 1995, après le décès de l'ancien PDG, Maurice Bugnon, quatre-vingt-cinq ans, qui n'avait pas pris soin d'organiser sa succession. Lejaby-Rasurel va devoir rejoindre le lot des rhônalpines ayant dû baisser pavillon, ces dernières années, sous les assauts de la concurrence internationale (Lou, Valisère, Pantos-Perret, Playtex, Well-Cogetex). Seule une partie de la production était confiée, jusqu'ici, à un atelier tunisien de 150 personnes, mais la viabilité d'ensemble de l'activité ne fait guère de doute aux yeux des syndicats. Le chiffre d'affaires a atteint 485 millions de francs en 1995. La direction de Lejaby-Rasurel est confiée à un cadre français, André Bihler, salarié de Warner depuis vingt-huit ans, qui a dirigé les filiales du groupe en Allemagne et en Autriche d'une main ferme.

Gérard Buétas

■ **SCAC Delmas-Vieljeux : Bolloré Technologies** a annoncé, le 19 juillet, son intention de porter à 100 % sa participation dans sa filiale de transport SCAC Delmas-Vieljeux (SDV), dont il détient actuellement 73,83 % du capital et 75,15 % des droits de vote. L'assureur AXA, qui possède 17 % du capital de SDV, a décidé d'apporter ses titres. Bolloré devrait réaliser son projet en septembre sous la forme d'une OPA (offre publique d'achat)-OPE (offre publique d'échange). Ce rachat est estimé à 1,2 milliard de francs.

Les incertitudes monétaires dans le monde ne sont pas levées

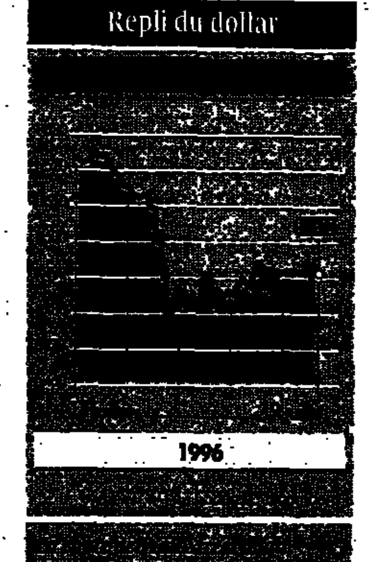
Le dollar a été éprouvé, cette semaine, par les secousses de Wall Street. Le conseil de la Banque de France a choisi, jeudi, de ne pas modifier ses taux directeurs

Le discours du président de la Réserve fédérale américaine (Fed) devant la commission bancaire du Sénat, jeudi 18 juillet, a permis aux marchés financiers américains de se stabiliser. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans est repassé sous la barre des 7 %. Alan Greenspan a prévu un ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis au second semestre et il a semblé exclure, dans l'immédiat, un relèvement des taux directeurs de la Fed. En France, le conseil de la banque centrale a opté, jeudi, pour le maintien de sa politique monétaire, sourd à l'appel lancé, dimanche 14 juillet, par M. Chirac. Certains analystes espèrent maintenant un geste de la Bundesbank sur le niveau de ses prises en pension hebdomadaire (REPO), après l'annonce d'un ralentissement de la croissance de la masse monétaire M3 en Allemagne au mois de juin.

LE PRÉSIDENT de la Réserve fédérale américaine (Fed) s'est acquitté avec brio, jeudi 18 juillet, d'une mission délicate. Il s'agissait pour Alan Greenspan, qui s'exprimait devant la commission bancaire du Sénat, d'essayer de rassurer des investisseurs en plein désarroi et de mettre un terme aux mouvements désordonnés des cours des titres et des devises. Mardi 16 juillet, dans le sillage de Wall Street, le dollar avait plongé, tombant jusqu'à 1,4692 mark, son cours le plus bas depuis trois mois face à la monnaie allemande. Face au franc, le dollar avait cédé 16 centimes, passant d'un niveau de 5,14 à 4,98 francs. La monnaie américaine avait également cédé du terrain face à la devise nippone, se repliant de 110,50 yens à 108,22 yens.


TAUX ET DEVISES

Alan Greenspan a tenu à afficher sa sérénité, construisant son discours à partir des deux maîtres mots de tout banquier central, confiance et vigilance : confiance dans l'état de santé de l'économie américaine et vigilance en matière d'inflation. Le président de la Fed ne croit pas au scénario d'une surchauffe de l'économie. Il prévoit un ralentissement de la croissance au second semestre, nourri par l'endettement élevé des ménages américains, qui pourraient freiner leurs dépenses. *« Mais s'il y a toutes les bonnes raisons de prévoir que la croissance va se modérer, le calendrier et l'ampleur de ce mouvement sont incertains »*, a noté toutefois M. Greenspan. *« Je suis confiant sur le fait que le comité monétaire de la Fed resserrera les conditions du marché si les signes d'une intensification de l'inflation prennent du poids et mettent en danger la poursuite de l'expansion économique »*, a-t-il ajouté.



La perspective d'une hausse des taux directeurs de la Fed, qui paraissait pourtant inéluctable après l'annonce, il y a deux semaines, d'un recul du chômage, s'est du même coup éloignée. Le marché des obligations américaines a terminé la semaine sur une note ferme, le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans revenant à moins de 7 % (6,95 %). Le dollar, profitant du rebond des actions américaines, s'est lui aussi légèrement repris. Il s'échangeait vendredi soir à 1,4875 mark, 5,04 francs et 108,30 yens. Ce redressement apparaît toutefois, aux yeux de certains analystes, très fragile. Stephen Slifer, économiste à la banque américaine Lehman Brothers, estime que la publication, au cours des prochaines semaines, de statistiques indiquant une croissance toujours soutenue obligera le conseil de la Fed, qui se tiendra le 20 août, à relever le niveau de ses fonds fédéraux, fixé à 5,25 %.

L'autre sujet d'inquiétude concerne l'évolution des taux d'intérêt japonais. Selon la presse nippone, la Banque du Japon serait sur le point, malgré les démentis répétés du gouvernement, de durcir sa politique monétaire. Les investisseurs internationaux ayant largement profité du niveau exceptionnellement bas du coût du crédit au Japon pour y financer leurs achats de titres – notamment de valeurs américaines –, une hausse du taux d'escompte nippon aurait d'importantes répercussions sur l'équilibre des marchés financiers internationaux.

Résistance du franc

Le franc a bien résisté au plongeon du dollar. Il s'inscrivait, vendredi 19 juillet, à la clôture des marchés de changes européens, à 3,3880 francs pour 1 deutschemark. Habituellement, les replis du billet vert profitent à la monnaie allemande et pénalisent la devise française.

Selon les analystes de la banque Indosuez, *« la convergence entre taux longs français et allemands semble acquise et plaide pour une bonne tenue du franc au cours des mois à venir. En maintenant un écart de taux courts avec l'Allemagne, la Banque de France pourrait même favoriser une appréciation du franc, avec l'objectif de lui faire rejoindre son cours pivot (3,3538 francs pour 1 mark) à l'horizon du 1er janvier 1999 »*.

Les experts de la Société générale parient pour leur part sur une stabilité du franc : *« Un affaiblissement semble improbable, sauf à imaginer une situation de crise qui pourrait naître d'un déficit de performances en matière de finances publiques par rapport à l'Allemagne. »*

INTERVENTION TÉLÉVISÉE

En France, la semaine monétaire a commencé avec l'intervention télevisée du président de la République, dimanche 14 juillet. Jacques Chirac a saisi cette occasion pour dénoncer *« le niveau nettement trop élevé des taux d'intérêt en France »* et pour expliquer qu'il existe selon lui *« une marge de baisse importante »*. Le chef de l'Etat, qui avait annoncé en début d'année l'arrivée d'une longue période de croissance, est aujourd'hui moins optimiste. Il semble partager les craintes des très nombreux experts qui estiment que les économies européennes sont confrontées à de dangereuses forces déflationnistes. Celles-ci se trouvent accrues par les programmes de rigueur budgétaire sans précédent mis en œuvre par les gouvernements : selon les experts de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), la politique budgétaire restrictive coûtera 1,3 % de croissance en 1996 à la France.

La Banque de France est restée sourde à l'appel lancé par le chef de l'Etat. Son conseil a choisi, jeudi, de ne pas modifier le niveau de ses deux principaux taux directeurs (appels d'offres et prises en pension). L'institut d'émission a toutefois guidé, le lendemain, une baisse de 1 seizième de point du loyer de l'argent au jour le jour, ramené de 3,63 % à 3,57 %.

Certains analystes espèrent maintenant que la Bundesbank va prendre le relais. L'annonce d'un ralentissement de la croissance de la masse monétaire M3 outre-Rhin au mois de juin (9,6 % après 10,5 % en mai), conjuguée à la réappréciation partielle du deutschemark et à l'annonce d'une baisse du moral des chefs d'entreprise (90,4 points en juin, selon le baromètre de l'institut de conjoncture IFO), plaide selon eux pour une baisse du taux REPO, fixé à 3,30 % depuis le début du mois de février. D'autres experts se montrent moins optimistes. Ils jugent que la croissance de la masse monétaire reste trop rapide et notent que la Bundesbank, dans son dernier rapport mensuel, prédit un rebond de la consommation privée au second semestre. Enfin, le niveau relativement élevé des taux d'intérêt à long terme allemands (6,42 % à dix ans) ne peut qu'inciter la Bundesbank à la prudence.

Pierre-Antoine Delhommais

MATIÈRES PREMIÈRES

La chute du nickel

1996

LES COURS du nickel plongent sur le marché des métaux londonien. Le prix de référence a clôturé, le 18 juillet, à 7 195 dollars par tonne et à 7 085 dollars au comptant. A la fin du mois de mai, ils s'affichaient à 8 100 dollars et 7 790 dollars respectivement. Les stocks se sont bien reconstitués. Selon les analystes du marché, le nickel est victime de la faible demande sur son principal débouché de l'acier inox, qui représente les deux tiers de la consommation mondiale. En Europe et au Japon, la consommation stagne, voire se réduit. La reprise certaine aux Etats-Unis et en Asie du Sud-Est ne suffit pas à compenser ce glissement.

Il faut dire aussi que le russe Norilsk Nickel, second producteur mondial, a profité de la débâcle de la mer d'Ara en Sibérie pour exporter davantage et submerger ce marché encore peu demandeur. Le conglomérat produit la quasi-totalité du métal russe (sa production représente 20 % du total mondial). Les effets des changements qui sont intervenus au sein du groupe – achat de 51 % de ces actions par Oneximbank et remaniement de la direction – ont pesé sur les intervenants. Un observateur indique que la production de Norilsk n'a été que de 178 000 tonnes en 1995, ce qui est bien en deçà (60 %) de sa capacité de production. Quant au comité statistique d'Etat, il a déclaré que les exportations russes de nickel étaient de 34 000 tonnes au premier trimestre 1996, en hausse de 6 %.

De leur côté, les producteurs de nickel du monde occidental produisent à pleine capacité. Ils ne veulent pas être pris de court comme l'an passé, où l'offre n'avait pu répondre à la demande (l'année 1995 a été exceptionnelle grâce à l'amélioration de la conjoncture mondiale et à l'accélération de la demande en Asie du Sud-Est et en Chine). Un responsable d'une grande entreprise française estime que cette année on atteindra un relatif équilibre, l'offre étant comparable à la demande.

Carole Petit

Marché international des capitaux : la parité de l'euro et de l'écu

LE DÉBAT a repris sur les projets d'introduction de l'euro et la valeur de l'écu. L'euro devrait être une vraie monnaie qui se substituerait à celles des quelques pays de notre continent qui auront rempli les dures conditions prescrites par le traité de Maastricht. Pour cette raison il devrait être fort. Il pourrait voir le jour vers 1999. L'écu, pour sa part, n'est qu'un panier où se mêlent des devises fortes et faibles de l'Union européenne. Sa composition ne tient pas compte des efforts accomplis par les différents pays en matière de déficit budgétaire, d'inflation ou de stabilité des changes.

Pour ce qui concerne le marché des capitaux, la question est de savoir si les emprunts libellés en écus et qui ont encore quelques années à courir seront remboursés dans un même montant d'euros. Ce pourrait être une aubaine pour les porteurs de titres qui gagneraient au change. De nombreux spécialistes estiment que cette perspective découle du traité de Maastricht. Quelques emprunteurs l'ont d'ailleurs précisé sans tarder après la réunion des Quinze qui s'est tenue à Madrid en décembre dernier et qui a décidé du nom de la futur monnaie commune. Pour tout écu emprunté, ses débiteurs rembourseront un euro.

Les incertitudes ne sont pour autant pas toutes dissipées. Le sort des opérations conclues en écus avant le traité de Maastricht demeure flou et, pour l'instant, il n'y a pas de solution qui pourrait s'appliquer à l'ensemble du marché des titres en écus. La semaine passée a bien montré combien les positions peuvent être nuancées. Le compartiment de l'écu offrait la possibilité, à ceux qui s'y présentaient pour des durées de cinq ans, d'échanger le produit de leurs opérations contre des fonds dans les devises de leur choix à des conditions très avantageuses. Les intermédiaires financiers se sont empressés de faire part de la situation aux grands émetteurs internationaux, les invitant à en profiter.

Or, seuls quelques rares emprunteurs ont donné suite à de telles propositions. Le plus en vue a été un établissement public autrichien, la Kontrollbank, qui, par l'intermédiaire de SBC Warburg, a lancé une opération de 250 millions d'écus et de cinq ans de durée. C'était un chemin détourné pour obtenir des francs suisses. La Kontrollbank a pris le soin d'indiquer qu'elle entendait suivre les recommandations du conseil européen et, qu'à son avis, il découlait des décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement, dans leur réunion de Madrid, que la parité de l'écu et de l'euro devait être respectée.

Une banque bavaroise, Bayerische Hypotheken und Wechselbank, a suivi, drainant 60 millions d'écus pour un peu plus de cinq ans. L'affaire est placée sous la direction de la Banque internationale à Luxembourg et la perspective d'un remboursement en euros, au taux de un pour un, est affirmée sans ambages. L'émetteur allemand a conclu un contrat d'échange, de façon à obtenir les fonds dans sa monnaie nationale.

Dans la foulée, plusieurs intermédiaires ont cherché à attirer des organisations supranationales, notamment la Banque mondiale et Eurofima, la société européenne de financement de matériel ferroviaire. Ni l'une, ni l'autre n'ont retenu les offres pourtant alléchantes qui leur étaient faites. Après les opérations autrichienne et allemande de ces derniers jours, il est devenu nécessaire, pour assurer le placement de transactions en écus, d'être très clair sur les modalités de remboursement. Certains emprunteurs ne veulent pas s'engager sur ce point tant que les autorités compétentes n'auront pas officiellement fait toute la lumière en la matière.

Il est intéressant de relever qu'Eurofima figure parmi les nombreux débiteurs invités à solliciter le marché de l'écu. Cette entreprise jouit d'un excellent crédit et elle emprunte pour ses actionnaires qui sont les grandes sociétés de chemins de fer d'Europe. Les restrictions budgétaires liées à la réalisation des objectifs de Maastricht expliquent pourquoi, ces derniers mois, elle a quelque peu ralenti son activité. Elle a maintenant repris son rythme de croisière et cherche, en particulier, des francs français pour des durées d'au moins six ans. Elle en a obtenu à très bon compte en échangeant le produit d'un emprunt de 200 milliards de lires italiennes qui viendra à échéance en 2002. Ce n'est pas s'avancer beaucoup que de supposer que les fonds sont destinés à la SNCF.

Christophe Vetter

Paris reste la place la plus affectée par la baisse de la Bourse de New York

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
– 0,83%	– 1,52%	– 2,81%	– 0,48%	– 0,95%
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30

LES SEMAINES qui s'enchaînent depuis le début du mois de juillet ont un air de « déjà vu ». Wall Street a encore donné le ton, cette fois-ci quelque peu effroyable. En cinq séances, la grande Bourse new-yorkaise a abandonné 1,52 %. L'onde de choc s'est logiquement propagée en direction des places européennes et asiatiques. Paris, Franfort et Londres ont respectivement abandonné 2,81 %, 0,95 % et 0,48 %. Tokyo termine la semaine sur un recul de 0,83 % et Hongkong a gagné 0,39 %.

A la veille du week-end dernier, les valeurs américaines avaient déjà amorcé un mouvement de repli, mais sans comparaison avec la chute du début de semaine. Lundi, pour la troisième fois en une dizaine de jours, l'indice Dow Jones décrochait lourdement, une nouvelle fois seconé par les résultats décevants des firmes américaines de haute technologie. Au cours de cette seule séance, le principal indicateur de Wall Street a perdu 161 points, portant ses pertes à 6 % depuis le mois de juillet. Mais, à la baisse comme à la hausse, la Bourse new-yorkaise est coutumière des mouvements spectaculaires. Jeudi, profitant d'un net repli des taux d'intérêt à long terme, qui sont repassés sous le niveau des 7 %, Wall Street s'est très sensiblement reprise. *Le marché a été rassuré par* le discours semi-annuel du président de la Réserve fédérale (Fed), Alan Greenspan, devant la commission bancaire du Sénat. Alan Greenspan a indiqué que la Fed relèvera ses taux en cas d'accélération de l'inflation. Mais il a aussi estimé que la croissance de l'économie américaine devrait ralentir dans les mois à venir, après un premier semestre plus fort que prévu.

Pour les séances à venir, les analystes restent partagés : Ed La Varnway, de First Albany, estime que l'indice Dow Jones, en dépit de quelques rebonds, pourraient plonger de 20 % par rapport au niveau record de 5 778 points affiché le 22 mai pour le ramener aux alentours de 4 600 points. A son plus bas niveau, enregistré lundi à la clôture, cet indice avait déjà perdu 7,4 % par rapport à son record. Cette correction de 20 % du Dow Jones ne paraît pas impossible : c'est a peu de choses près le recul affiché par l'indice du marché électronique Nasdaq depuis le début du mois de juin.

MANQUE D'AUTONOMIE

D'autres analystes, plus optimistes, estiment que la baisse pourrait cesser en raison de résultats d'entreprises plutôt bons. Phil Orlando, de Value Line Asset Management, note que, parmi les 222 entreprises comprises dans l'indice S&P 500 ayant annoncé leurs résultats, 57 % ont annoncé des performances meilleures que prévu, 27 % de moins bonnes et 17 % conformes aux prévisions.

La Bourse de Paris est la place qui accuse la plus forte baisse. En l'espace de dix jours, les valeurs françaises ont perdu près de 6 % et 2,81 % sur la semaine. Vendredi, l'indice CAC 40 a terminé sous les 2 000 points, à 1 992,83 points. Les analystes déplorent le manque d'autonomie du marché parisien : *« Le marché a suivi les variations de Wall Street pas à pas et jour après jour. Cette totale dépendance, alors que la situation économique des deux côtés de l'Atlantique est totalement opposée, s'explique avant tout par l'actuelle manque d'orientation du marché parisien, qui piétine depuis début mai en l'absence d'élément moteur »*, a souligné un gestionnaire de portefeuille interrogé par l'AFP.

De fait, si les choses se passent à nouveau mal de l'autre côté de l'Atlantique, on peut redouter que l'indice CAC 40 ne descende jusqu'à 1 975 points, voire plus bas. Le manque d'autonomie du marché n'est pas le seul enseignement que l'on ait pu tirer cette semaine : d'importants transferts de capitaux ont été effectués en faveur du Matif, qui termine la semaine à 122,90, preuve que les investisseurs vont chercher refuge vers les placements à revenu fixe.

Outre-Rhin, les valeurs allemandes n'ont pas été épargnées, enregistrant elles aussi, en début de semaine, un fort recul dans le sillage de Wall Street. Mais elles se sont reprises en fin de période avec le rebond de l'indice Dow Jones. Les analystes de la banque West LB estiment que la devise pour les semaines à venir devrait être : *« Pas de panique à bord »*. Selon eux, la poursuite de la politique monétaire *« expansionniste »* en Allemagne devrait permettre de soutenir le redressement conjoncturel. Ainsi, compte tenu des perspectives bénéficiaires des entreprises que cela implique, une hausse du DAX vers ses anciens sommets paraît tout à fait envisageable.

Il n'y avait pas de raison non plus pour que la Bourse de Tokyo soit épargnée. Comme les autres, le marché nippon termine la semaine sur un recul sensible. L'indice Nikkei a perdu cette semaine 180,16 points, à 21 476,29 points, soit un recul de 0,83 %. Les investisseurs sont restés prudents tout au long de la semaine, la tendance à court terme des marchés de New York et Tokyo demeurant incertaine.

La place de Londres n'a que moyennement reculé, après avoir craint un krach à Wall Street. En revanche, il n'y a pas eu de réactions face aux nouvelles intérieures : le marché ne sait pas s'il doit espérer une baisse de taux. Une telle mesure, habituellement bien accueillie, car elle renforce l'intérêt des investisseurs pour les actions, serait peut-être mal vue si les autorités donnaient l'impression de prendre des risques avec l'inflation pour des raisons électorales.

François Bostnavaron

AUJOURD'HUI

SPORTS

TOUR DE FRANCE Le Français Frédéric Moncassin *a remporté, au sprint,* vendredi 19 juillet, la dix-neuvième étape, qui *conduisait les coureurs de Hendaye à Bordeaux,* devant l'Allemand Erik Zabel et l'Italien Fabio Baldato. ● EN ATTENDANT le sacre de Bjarne Riis, dimanche 21 juillet, *sur* les Champs-Elysées, les coureurs ont tendance à *musarder sur les derniers kilo*mètres de route d'un Tour qui a fatigué les



organismes. ● DANS LE PELOTON, les *hommes oublient quelque peu la compéti*tion pour prendre le temps de bavarder. A *l'occasion des dernières étapes,* les « petits » peuvent enfin rencontrer les vedettes. ● ILS PARLENT parfois de leurs muscles et des efforts qu'ils doivent fournir dans une aussi longue épreuve. Et ils s'étonnent que *leurs muscles* diminuent après avoir appuyé sur les pédales pendant 3 900 kilomètres.

Bjarne Riis prépare son arrivée en jaune sur les Champs-Elysées

Après la pluie, la neige et la chaleur, qui pendant trois semaines de course ont épuisé la caravane, le peloton ne semble pas en mesure d'inquiéter le leader de l'équipe Telekom. Le Danois souhaite ajouter une troisième victoire d'étape à son palmarès

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Si Alain Juppé, le maire de la cité, avait mis pour l'occasion une chemisette bariolée rose et verte, Frédéric Moncassin étrennait de nouvelles chaussures pour préparer cette arrivée à Bordeaux, que tout sprinter digne de ce nom souhaite accrocher à son palmarès. Le port de la Gironde est devenu une halte rituelle de la Grande Boucle, avant d'entammer sa remontée vers la capitale la caravane y fait halte et les coureurs sont nombreux à rêver à cette dernière occasion d'enrichir leur palmarès.

Moncassin avait donc « gonflé à bloc » ses boyaux et équipé ses roues de rayons très tendus et ligaturés pour tenter sa chance. *« Dès qu'il y avait un trou sur la route, ça tapait sec, mais ça rendait bien »*, expliqua-t-il par la suite. La machine était à point, il ne restait plus qu'à la jeter sur la ligne le premier.

Ce que l'enfant de Toulouse fit avec le plus beau culot, se vengeant ainsi à la régulière d'Erik Zabel, le meilleur finisseur du peloton. Du haut de ses vingt-deux victoires d'étapes – toutes remportées au sprint, – André Dardgade, l'ami de Jacques Anquetil et le sprinter-roi des années 50, apprécia la performance de son cadet.

« Si je gagne un jour Paris-Roubaix, je serai comblé », ajouta en forme de prière le coureur de l'équipe GAN. Ce dernier, qui a refusé les propositions *« pourtant bien intéressantes »* d'autres sponsors, a d'autre part confirmé qu'il resterait dans la formation française parce que *« l'ambiance y est sympathique »*, qu'il *« s'entend bien avec tout le monde »* et que il *« aime bien quand même* [son] *pays »*. Reconnaissant par avance qu'il n'avait pas l'intention de forcer outre mesure son talent lors de l'étape contre la montre du samedi 20 juillet, Frédéric Moncassin avait déjà l'arrivée et le symbolique parcours sur les Champs-Elysées en ligne de mire.

Comme l'ensemble des coureurs, d'ailleurs, qui commencent, à l'image des autres années, à trouver que la plaisanterie a déjà assez duré et qu'il est temps, après la pluie, la neige, la chaleur, de rentrer chez soi. La géographie voulant que Paris soit entourée d'une plaine et la grandeur de l'épreuve exigeant que le Tour de France trouve son apothéose dans la ville lumière, la caravane prend le chemin de la capitale. Mais comme ce retour au bercail semble bien long à certains ! Alors, le peloton se prend à flaner sur des routes aussi désespérément rectilignes que plates. *« Rien à signaler jusqu'au kilomètre 176 »*, indiquait ainsi le film de l'étape offert chaque jour aux journalistes par les organisateurs.

« BONNE CONTINUATION »

Dans cette trêve nostalgique, les mêmes hommes qui s'assassinaient hier devisent tranquillement aujourd'hui, avant de recommencer à s'étriper demain, sur d'autres champs de bataille. *« Bonne continuation »*, semblent-ils se souhaiter comme des vacanciers qui se séparent après trois semaines de cohabitation. Et, comme toujours au moment des adieux, certaines barrières se brisent. François Lemarchand confiait au quotidien *L'Equipe* que, les derniers jours, les « petits » du peloton, les anonymes, les sans-grade, parlaient d'égal à égal avec les rois de la fête. L'initiation avait duré trois pénibles semaines. Il était temps que vienne le temps de l'adoubement pour tous ceux qui avaient tout simplement trouvé en eux le courage de ne pas mettre pied à terre et de poursuivre la ronde infernale. Vendredi 19 juillet, sur les routes des Landes, le peloton était réconcilié.

Bjarne Riis, qui parle toutes les langues plus quelques-unes, a donné le ton : le Tour aujourd'hui ressemble – communication s'entend – à une conférence de l'UNESCO, mais sans interprètes. Le russe Evguéni Berzine parle italien à l'enfant de la Péninsule Eros Poli, qui traduira en français à l'attention du *Flamand Walter* Godefroot, lequel, en allemand, transmettra le message à Jan Ullrich.

Sous l'oeil indiscret des caméras de télévision, il n'est malheureusement plus possible aux participants de se livrer aux facéties d'avant. Comme ce jour de canicule sur la Côte d'Azur où tous les coureurs sans exception abandonnèrent leur vélo pour aller piquer une tête dans la Grande Bleue qui les narguait. *« Jacques Goddet en trépignait sur place »*, racontent aujourd'hui les témoins de cette escapade. Il est peut-être dommage que les guerriers n'osent plus montrer aujourd'hui qu'ils sont, aussi, des enfants.

José-Alain Fralon

Ces muscles qui les encombrent

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Un peloton cycliste est un résumé de ce que peut accoucher l'humanité. Même les monstres de foire y ont leur place. Quand d'autres sports vous somment de choisir entre une carrière de jockey ou de basketteur, le vélo autorise tous les gabarits. De Marco Pantani, dont les cinquante-six kilos ont été beaucoup regrettés sur ce Tour de France, à Eros Poli, autre spécimen italien affichant quatre-vingt-huit kilos sur la balance, il ne manque aucun chaînon morphologique.

A Atlanta, des athlètes d'un autre volume vont se défier sur le vélodrome olympique. L'Australien Darryn Hill, champion du monde de vitesse, affiche 95 kilos sur la balance. Michaël Hübner, le plus grand champion de l'ex-Allemagne de l'Est, était aussi *le plus encombrant, avec ses 102 kilos.* Ces athlètes passent autant de temps à soulever des haltères dans des salles de musculation qu'à pédaler sur un vélo.

« Il me manque dix kilos pour bien figurer dans les contre-la-montre », se lamentait Richard Virenque, qui craignait de ne pouvoir maintenir sa place sur le podium pendant les 60 kilomètres entre Bordeaux et Saint-Emilion, samedi 20 juillet. Erik Zabel, le maillot vert, pourrait rétorquer qu'il en possède, lui, dix de trop pour espérer bien figurer dans cette épreuve solitaire. Au moins sont-ils assurés de pouvoir achever ce pensum.

Florian Rousseau, un des grands espoirs de médaille français, a commencé dans les courses classiques avant de connaître un coup de cœur pour la piste. Pour réussir dans sa nouvelle discipline, en cinq ans, il est passé de 69 à 78 kilos. A vingt-deux ans, le pensionnaire de l'INSEP sent bien les conséquences de sa métamorphose. *« Je ne serais même plus capable de finir un prologue*, plaisantait-il, lors des derniers championnats du monde, en Colombie. *De temps en temps, je retourne sur route. Des petites bosses que je passais autrefois sans problèmes, plus les années passent, plus je peine à les grimper. »*

Les différences ne s'arrêtent pas à la quantité de muscles, mais concernent également leur tessiture. *« La fibre neuro-musculaire est différente selon les coureurs*, expliquait Daniel Morelon, entraîneur des pistards français. *Elle doit être épaisse quand on pratique les épreuves de sprint et plus fine dans les épreuves d'endurance.»* Les adeptes de la vitesse, sur piste ou sur route, doivent encaisser les chocs, les effets de démarrages fulgurants et d'efforts intenses mais brefs. Les routiers au long cours ont au contraire besoin d'un maximum de souplesse. Sans être métronomique, la sollicitation est plus régulière mais plus longue.

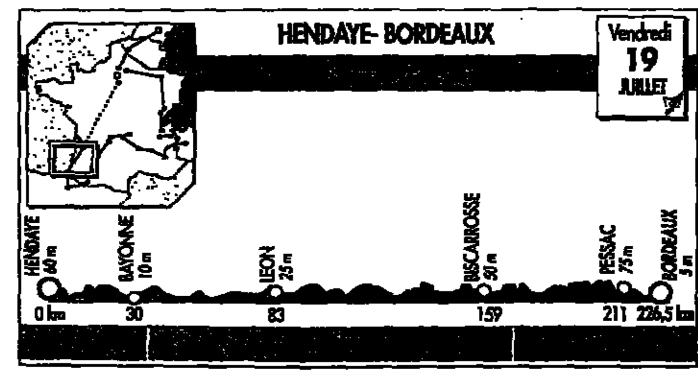
Mais le corps humain ne saurait être une mécanique aussi simple. Il faut sans cesse plonger plus avant dans l'infiniment petit. A *l'intérieur de ces fibres,* les *myofibrilles* qui les constituent ont une composition inverse : *plus fines et nombreuses chez les* sprinters, plus grosses et en moins grande quantité chez les adeptes de l'endurance. Pour compléter ce tour du fémur, il convient de se souvenir des écorchés des leçons de sciences naturelles. S'y distinguaient nettement les fibres rouges (qui réagissent à des contractions volontaires) et blanches (qui constituent des muscles de réflexes). Les secondes sont plus développées chez les sprinters que chez les routiers. Elles sont un facteur déterminant dans la chronaxie, c'est-à-dire la capacité de réaction des muscles.

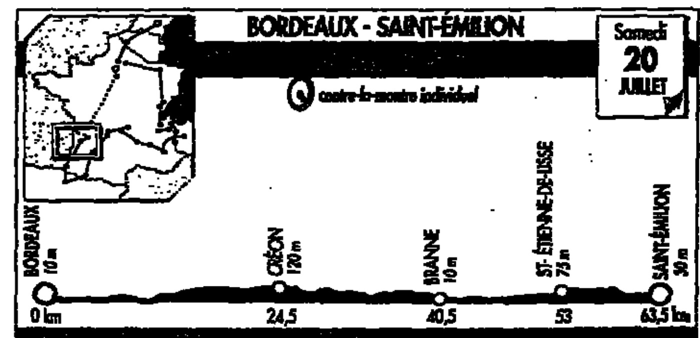
Ces nuances dans la mécanique interne sont étudiées par les médecins sportifs. Elles sont renforcées par des exercices spécifiques. Des capteurs permettent de calculer régulièrement la masse musculaire. Cette dernière diminue pendant les trois semaines de l'épreuve. *« Les coureurs n'ont déjà plus, au départ, de réserve graisseuse dans laquelle puiser »*, explique Véronique Declas, ostéopathe du Tour de France. Le poids perdu en cours de route est donc pompé dans la matière énergétique. Pédaler 3 900 kilomètres sur un vélo à travers la France ferait perdre du muscle !

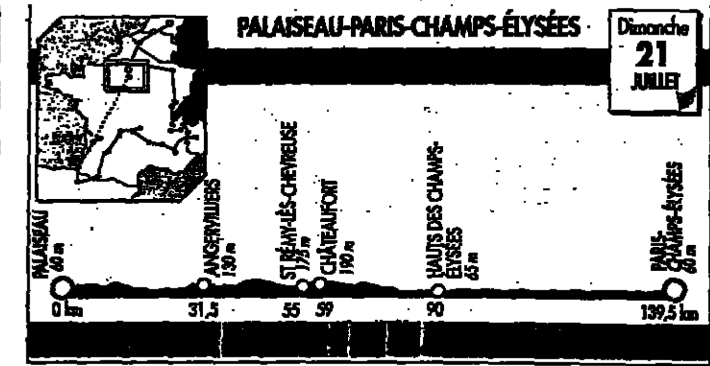
Benoît Hopquin

Des Danois à Paris

Les belles performance du maillot jaune Bjarne Riis ne laissent pas indifférents les Danois (Le Monde du 17 juillet). Les émissions télévisées sur le Tour ont battu des records d'audience au Danemark, a indiqué vendredi la deuxième chaîne de télévision, TV2. La cinquième étape, jeudi 4 juillet, diffusée en direct, a été la plus regardée, avec 814 000 téléspectateurs (18 % d'audience). L'émission quotidienne en différé la plus populaire a été celle consacrée à l'étape de Lourdes (mardi 16 juillet), qui a raconté l'envolée seul vers la victoire du maillot jaune. Cette émission a été suivie par 1 156 000 personnes. Les Danois semblent nombreux à vouloir effectuer le déplacement à Paris pour venir applaudir la consécration de celui qui est devenu en quelques semaines un héros national.







Deux clubs de la région parisienne convoitent le Stade de France

Saint-Denis - Saint-Leu et Créteil rivalisent pour accéder à l'élite du football

QUELLE SERA la deuxième équipe de football de première division (D1) de l'Ile-de-France ? Deux clubs, le Saint-Denis - Saint-Leu FC (Val-d'Oise) et l'US Créteil (Val-de-Marne), qui évoluent dans le championnat de France de national 1 (N1), convoitent la place. Cette concurrence pour parvenir jusqu'à l'élite est d'autant plus vive que le vainqueur pourrait obtenir en prime le statut envié de club résidant du Stade de France.

Officiellement désigné pour occuper l'enceinte de Saint-Denis après la Coupe du monde de *football de 1998*, le FC Saint-Leu-la-Forêt a dû se conformer au cahier des charges. Le club du Val-d'Oise a donc été rebaptisé Saint-Denis - Saint-Leu FC, du nom de la ville hôte du stade de France. L'objectif de ce club est *« d'être européen d'ici cinq ans »*, explique Alain Grémeaux, chargé par le ministre Guy Drut du suivi du dossier.

Pour s'en donner les moyens, le budget de la nouvelle saison doit passer de 4,5 millions à 12 millions de francs, grâce à l'appui probable des magasins Tati et de celui d'un fournisseur d'équipements sportifs qui devrait dévoiler son nom prochainement. Dominique Rocheteau, l'ancien joueur international de Saint-Etienne, est fortement pressenti au poste de manager général. Ce dernier avoue qu'il est *« séduit par la perspective »*, mais précise que *« rien n'est encore signé. »*

L'ARRIVÉE D'ALAIN AFFLELOU

Une cellule spéciale a été mise en place pour gérer la communication et le marketing du club du Val-d'Oise. Patrick Braouezec, le maire de Saint-Denis, devrait y figurer au côté de Jacques Vendroux, chef du service des sports à France-Inter et fondateur du Variété Club de France. Outre le financement du club, ce groupe devrait se pencher sur le moyen de fidéliser un public. *« Nous voulons générer une animation quotidienne au stade*, explique Patrick Braouezec, *pour que Saint-Denis - Saint-Leu devienne le club d'une région, comme Lens ou Auxerre. »*

La machine semblait bien huilée, mais très vite, les Saint-Loupiens ont vu arriver un trouble-fête : l'US Créteil. Début juillet, Alain Afflelou, ancien président des Girondins de Bordeaux, a pris la tête du club du Val-de-Marne. Immédiatement, les ambitions des Cristoliens ont été revues à la hausse. Au lieu d'un joueur supplémentaire, comme ils le prévoyaient initialement, ce sont finalement neuf footballeurs aguerris à la D1 ou à la D2 qui viennent renforcer l'effectif de Créteil.

Parmi ceux-ci figure Didier Sénac, ancien de Toulouse et de Bordeaux, dont la venue avait été annoncée à Saint-Denis - Saint-Leu. Une arrivée qui provoque la colère de Serge Trécanni, le président saint-loupien. A Créteil, on se justifie en évoquant la reconversion du joueur, qui, à trente-huit ans, ne devrait pas éternellement user ses crampons.

L'objectif du club est clair : *« Nous voulons avoir l'équipe la plus forte possible, pour accéder* au plus vite *à la D1 »*, explique Patrick Glanz, un ancien journaliste au quotidien *L'Equipe*, nommé manager général par Alain Afflelou. Le célèbre lunetier, qui avoue que *« si nous sommes en D1, nous jouerons au Stade de France »*, ne lésine pas sur les moyens, puisque le budget du club devrait avoisiner les 20 millions de francs, contre 8 millions l'année précédente.

Après le transfert houleux de Didier Sénac, la tension entre les rivaux franciliens a été avivée par un second incident. Les deux clubs devaient à l'origine jouer dans le même groupe de N1. Cela les empêchait d'envisager de monter de concert en deuxième division puisqu'en 1997, seul le premier de chaque groupe accédera à la division supérieure. La Fédération française de football affirmait que la composition des groupes ne serait pas modifiée. Pourtant, mardi 9 juillet, elle est revenue sur sa parole en changeant Créteil de groupe. Les Cristoliens l'ont mal pris. Ils décèlent derrière cette manœuvre la volonté du ministère de la jeunesse et des sports de protéger Saint-Denis - Saint-Leu. Depuis, ils n'hésitent plus à affubler le club du nord de Paris du nom de *« club du gouvernement »*.

Matthieu Le Chevallier

Des images des Grands Prix de F1 achetées par Canal Plus

BERNIE ECCLESTONE, président de l'Association des constructeurs automobiles (FOCA), et Pierre Lescure, président de Canal Plus, ont signé, vendredi 19 juillet, un accord selon lequel Canal satellite *numérique pourra* diffuser en paiement à la séance cinq programmes permettant de suivre la même course selon des angles différents. La diffusion des seize Grands Prix par TF 1 est maintenue. Le téléspectateur de Canal satellite pourra notamment suivre l'épreuve dans le cockpit de son favori, *grâce aux caméras* embarquées à bord des voitures. Il aura aussi la possibilité d'avoir accès aux informations réservées aux membres des écuries ou de choisir des ralentis et des moments forts de la course. La première diffusion de ce programmes aura lieu lors du Grand Prix de Suzuka (Japon) le 13 octobre.

■ **HOCKEY SUR GLACE** : Dany Dubé a été nommé, vendredi 19 juillet, entraîneur de l'équipe de France de hockey sur glace. L'ancien assistant de l'équipe olympique du Canada succède au Finlandais Juhani Tamminen, licencié par le comité national. La tactique de l'entraîneur était remise en cause depuis les championnats du monde, en avril à Vienne, où les Français avaient péniblement assuré leur maintien dans le groupe A.

RÉSULTATS

CYCLISME

Tour de France

● 19e étape : Hendaye-Bordeaux (226,5 km)
1. *F. Moncassin* (Fra., Gan) ; 2. E. Zabel (All.) ; 3. F. Baldato (Ita.) ; 4. D Abdoujaparov (Ouz.) ; 5. M. Piccoli (Ita.) ; 6. S. Bianci (Ita.) ; 7. I. Cerioli (Ita.) ; 8. A. Tchmil (Rus.) ; 9. A. Ferrigato (Ita.) ; 10. T. Gouvenou (Fra.)

Classement général : 1. B. Riis (Dan., Télékom) ; 2. J. Ullrich (All.), à 3 min 59 s ; 3. R. Virenque (Fra.), à 4 min 25 s ; 4. L. Dufaux (Sui.), à 5 min 52 s ; 5. P. Luttenberger (Aut.), à 6 min 19 s ; 6. F. Escartin (Esp.), à 7 min 23 s ; 7. P. Ougrioumov (Rus.), à 7 min 48 s ; 8. L. Leblanc (Fra.), à 8 min 1 s ; 9. A. Olano (Esp.), à 11 min 12 s ; 10. T. Rominger (Sui.), à 11 min 24 s.

Classement par points : 1. E. Zabel (All., Télékom), 313 pts ; 2. F. Moncassin (Fra.), 254 ; 3. F. Baldato (Ita.), 220.

Classement de la montagne : 1. R. Virenque (Fra.), 383 pts ; B. Riis (Dan.), 274 ; L. Dufaux (Sui.), 176.

VOILE

Tour de France

● 11e étape : Pornichet - La Rochelle

1. *Saint-Pierre-et-Miquelon* (Alain Fédensieu) ; 2. *Brelling-ISG* (Chris Dickson) ; 3. *E. Leclerc-SCASO* (Sébastien Destremeau).

Classement général : 1. *Baume-et-Mercier* (Bernard Mallaret) ; 2. *Brelling-ISG* (Chris Dickson) ; 3. *E. Leclerc-SCASO* (Sébastien Destremeau).

Du soleil et des orages

L'ANTICYCLONE qui était présent sur les îles britanniques depuis plusieurs jours se décale vers l'Europe du Nord-Est. Une petite dégradation orageuse débutera par le Sud-Ouest, dimanche soir, et touchera la moitié ouest du pays lundi.

Dimanche matin, le soleil brillera largement sur l'ensemble du pays. Quelques orages isolés éclateront dans les Alpes du Sud au petit matin. Le vent de nord-est, entre la Corse et le continent, sera modéré. Dans l'après-midi, le soleil continuera de briller. Des nuages se développeront sur les Alpes du Sud et la Corse et quelques orages isolés éclateront en soirée.

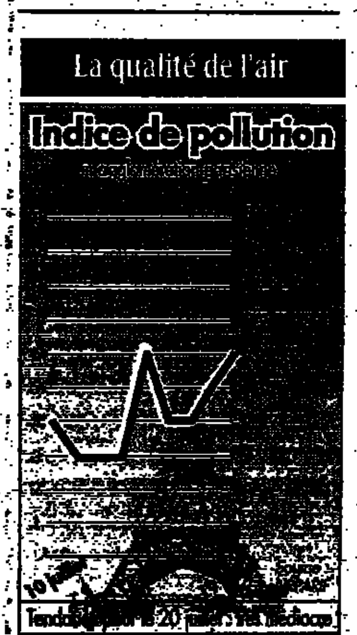
En Aquitaine et dans le sud de Midi-Pyrénées, le temps deviendra un peu lourd, des nuages élevés arriveront par le sud. Quelques orages isolés éclateront dans les Pyrénées centrales et occidentales. Un vent de sud-est modéré se lèvera sur le golfe du Lion.

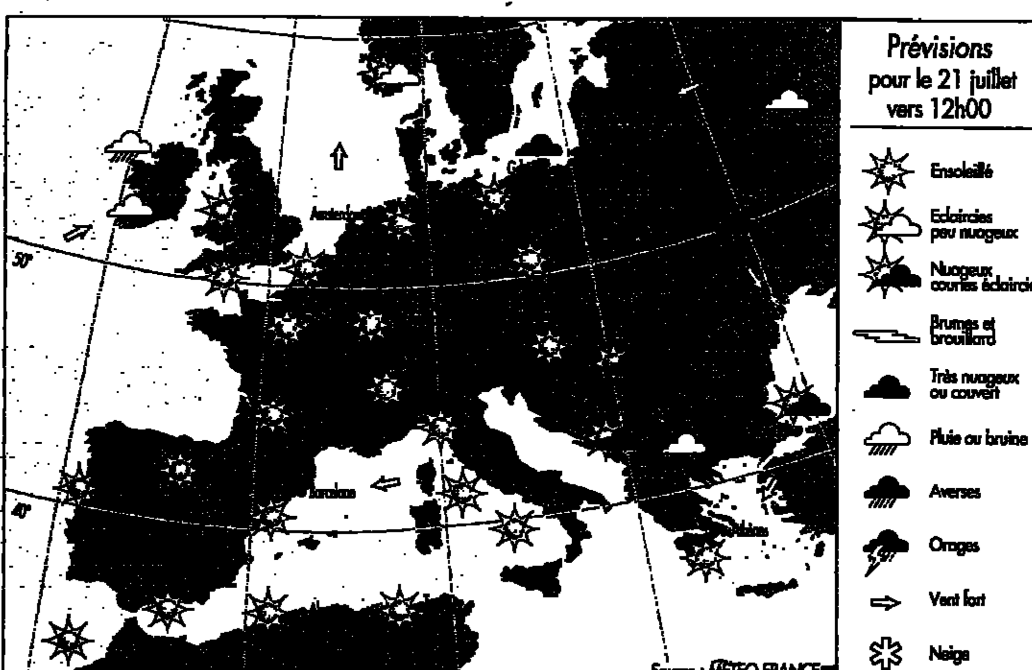
Côté températures, le matin, il fera 20 à 22 degrés dans les régions méditerranéennes, 14 à 17 de la Bretagne aux Pyrénées, 10 à 13 dans le reste du pays. Localement, il pourra faire plus frais, entre 7 et 9 degrés dans le Massif Central, dans certaines vallées alpines et en Champagne-Ardennes. L'après-midi, le thermomètre atteindra 23 degrés dans les côtes de la Manche, 25 à 27 dans le Nord-Picardie, en Champagne-Ardennes, Lorraine, Alsace et Franche-Comté, 28 à 30 de la Bretagne au Centre, de l'Ile-de-France au Massif Central et dans la région Rhône-Alpes. Des régions méditerranéennes au Sud-Ouest et au Pays-de-Loire, le mercure atteindra 30 à 33 degrés, localement 35 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



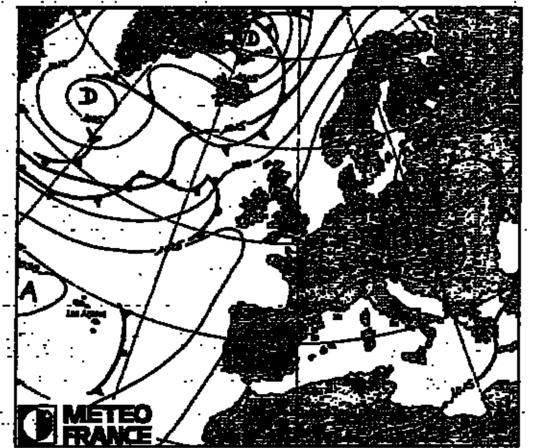
Prévisions pour le 21 juillet vers 12h00



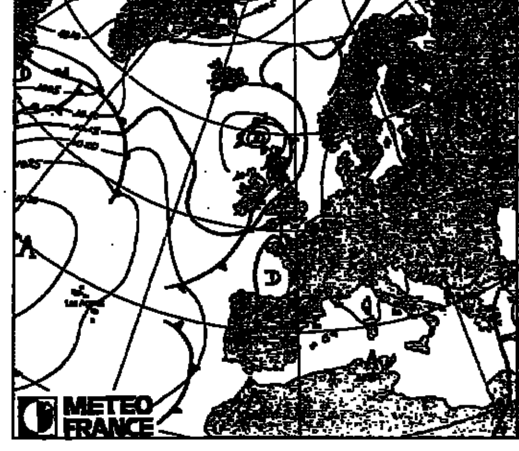


TEMPÉRATURES du 19 juillet maxima/minima

Ville	maxima/minima
FRANCE	
AJACCIO	27/17
BIARRITZ	25/17
BORDEAUX	32/14
BOURGES	28/16
BREST	28/13
CAEN	23/11
CHERBOURG	22/12
CLERMONT-F.	26/10
DIJON	25/13
FORT-DE-FR.	31/26
GRENOBLE	29/13
LILLE	22/12
LIMOGES	29/12
LYON	26/14
MARSEILLE	32/18
NANCY	23/10
NANTES	30/15
NICE	26/22
PARIS	27/16
PAU	29/17
PERPIGNAN	35/24
POINTE-À-PIT.	31/24
RENNES	30/14
ST-DENIS-RÉUNION	24/19
ST-ÉTIENNE	26/10
STRASBOURG	23/10
TOULOUSE	32/18
TOURS	29/13
ÉTRANGER	
ALGER	31/17
AMSTERDAM	21/8
ATHÈNES	32/22
BANGKOK	35/25
BARCELONE	28/22
BELGRADE	20/9
BERLIN	19/9
BOMBAY	29/25
BRASILIA	27/18
BRUXELLES	23/10
BUCAREST	27/8
BUDAPEST	20/9
BUENOS AIRES	18/7
CARACAS	31/21
CHICAGO	28/16
COPENHAGUE	20/8
DAKAR	32/26
DJAKARTA	31/23
DUBAI	40/30
DUBLIN	24/8
FRANCFORT	23/9
GENÈVE	26/11
HANOÏ	35/27
HELSINKI	13/7
HONGKONG	30/28
ISTANBUL	27/18
JÉRUSALEM	31/27
KIEV	21/12
KINSHASA	28/17
LE CAIRE	32/22
LIMA	20/14
LISBONNE	32/16
LONDRES	27/13
LOS ANGELES	23/17
LUXEMBOURG	24/12
MADRID	38/21
MARRAKECH	40/23
MEXICO	23/12
MILAN	30/18
MONTRÉAL	28/18
MOSCOU	21/12
MUNICH	19/6
NAIROBI	18/11
NEW DELHI	37/26
NEW YORK	29/23
PALMA DE M.	29/16
PÉKIN	31/21
PRAGUE	17/6
PRETORIA	13/3
RABAT	32/19
RIO DE JAN.	25/17
ROME	28/18
SAN FRANC.	22/12
SANTIAGO	17/0
SÉVILLE	41/23
ST-PÉTERS.	12/9
STOCKHOLM	20/8
SYDNEY	22/12
TENERIFE	29/21
TOKYO	33/24
TUNIS	33/22
VARSOVIE	16/11
VENISE	27/18
VIENNE	20/7



Situation le 20 juillet, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 22 juillet, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

ATS de Tarbes

AU MINISTÈRE de l'armement on m'avait dit : *« Si vous voulez avoir une idée de la « reconversion » allez visiter l'atelier de construction de Tarbes. »* A Tarbes on ne connaît pas *« l'atelier de construction »* : mais, dès que nous parlons de l'arsenal, tout s'éclaire : *« Ah ! l'ATS »*, me dit une commère, et de me donner immédiatement les explications souhaitables. Plus tard seulement, j'ai percé l'énigme de ces trois lettres. En effet, chaque atelier de construction travaillant pour la défense nationale est désigné par la lettre A (atelier) suivie de la première et dernière lettre de la ville où il se trouve. Pour Tarbes, c'est l'ATS, pour Rennes l'ARS, etc.

J'ai pu circuler à mon gré dans les principaux ateliers de l'ATS. Des installations spacieuses, bien aménagées, des machines-outils les plus modernes, un personnel expérimenté, tout cela a contribué à mettre l'établissement de Tarbes à l'avant-garde de nos usines d'armement. *« Avant la « reconversion,* me dit le jeune capitaine qui m'accompagnait, *l'ATS fabriquait soit des mortiers de 60 et 81 pour l'infanterie, soit des canons de 105 pour l'artillerie, ainsi que des obus. Une cartoucherie et une pyrotechnie sont adjointes à notre établissement. Actuellement environ 50 % du personnel travaillent pour l'économie civile. »*

Nous arrivons dans l'atelier des lourdes machines-outils. C'est là qu'a lieu le montage des tours parallèles Scullford (dix par mois), des étaux-limeurs GSP (vingt par mois), des perceuses GSP (dix par mois). On espère bientôt pouvoir atteindre une production mensuelle de soixante de ces imposantes machines, qui n'ont rien à envier à celles construites à l'étranger. Tout ce matériel est fabriqué à la demande de l'industrie privée, avec qui l'ATS a passé un marché en sous-traitance.

Camille Brunie
(21-22 juillet 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6869

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I									■						
II							■								■
III							■				■				
IV		■				■							■		
V				■	■						■	■		■	
VI						■	■			■					
VII				■										■	
VIII	■		■								■				■
IX					■		■								
X				■						■				■	
XI							■								
XII					■						■	■			
XIII			■			■									■
XIV						■					■		■		
XV						■		■							

HORIZONTALEMENT

I. Peuvent faire beaucoup de dégâts quand ils sont apprentis. Fait partie des petites distractions. – II. S'exprimer comme un duc. Un homme à qui sa profession fait une vraie vie de chien. – III. Pas bien gonflés. Envié quand il est gros. Quand il est gros, ne doit pas être pris pour un américain. – IV. Supprima. Plus prononcées. Symbole. – V. Nom de père. Est plus petite qu'une fillette. – VI. Du vent ! Adverbe. Qui ne descendent pas facilement. – VII. D'un auxiliaire. Son retour est généralement imprévu. – VIII. Il y en a deux pour une communion. Servie dans un pub. – IX. Ordre de départ. Qu'on ne peut pas prendre sans se faire piquer. – X. A une réaction bien humaine. Tâté pour connaître la tendance. Circule à l'étranger. – XI. Pour être précis, il doit avoir un bon style. Travail qu'on fait en passant. – XII. Coule dans un autre continent. Endroit où l'on se fait vraiment suer. Pic. – XIII. En Normandie. Un mot pris en note. Travaillent en jouant. – XIV. Qui peut être considéré comme perdu. Faire un appel dans la forêt. Pas annoncé. – XV. Donner des raisons de se plaindre. Souvent répétés.

VERTICALEMENT

1. Femme qui est un vrai démon. Peut nous rendre tout bouffi. – 2. Fait plus d'effet qu'une bonne claque. Une femme qui aime bien se mettre à l'ouvrage. – 3. Peut suivre un refroidissement. N'a pas besoin d'un grand terrain. Avec la peau, ça fait maigre. – 4. Se tord quand on ne sait pas planter. Lie. Ce que fait en Suisse celui qui rabâche. – 5. Victoire qui nous a permis de faire le pont. Longe une frontière. Vaste plaine. Adverbe. – 6. Lentilles. S'attaquent à des légumineuses. – 7. Un animal très mou. Apparu. Coule en Suisse. – 8. Elevage de poissons rouges. – 9. Capables de nous saisir et de nous retourner. – 10. Favorisée, si c'est bien. D'un auxiliaire. Quand on passe devant lui, on n'a qu'un mot à lui dire. – 11. En Champagne. Métal léger. Coule en Asie. – 12. Reste parfois cloué sur un fauteuil. Entre le gagnant et les perdants. Choix. – 13. Sec, pour les gros buveurs. Opération dans un cycle. – 14. En Asie. Pronom. Quand il est beau, est comme une fleur. – 15. Il est facile d'y entrer mais difficile d'en sortir. Epuiser comme le travail. Ont droit à un certain respect.

SOLUTION DU N° 6868

HORIZONTALEMENT

I. Passéiste. – II. Ecaillers. – III. Mosaïstes. – IV. Bu. Lé. Hie. – V. As. Vils. – VI. Terne. – VII. Pitre. Nib. – VIII. Ecchymose. – IX. Ri. Issa. – X. Œdème. Et. – XI. Une. Elire.

VERTICALEMENT

1. Pemba. Pérou. – 2. Acousticien. – 3. Sas. Etc. Dé. – 4. Sialorrhée. – 5. Elie. Ney. Me. – 6. Ils. Vé. Miel. – 7. Sethi. Nos. – 8. Treillisser. – 9. Esses. Béate.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Mardi 23 juillet

■ **LE MARAIS de Mme de Sévigné** (55 F), 10 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Pierre-Yves Jaslet).

■ **LES PASSAGES COUVERTS DU SENTIER**, 2e parcours (50 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

■ **LE PARC ANDRÉ-CITROËN** (37 F), 11 heures, sortie du métro Balard, côté rue Saint-Charles (Monuments historiques).

■ **LE CIMETIÈRE DE PASSY** (35 F), 14 h 30, 2, rue du Commandant-Schloesing (Ville de Paris).

■ **HÔTELS DU MARAIS** (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Hauller).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ **MONTMARTRE** (50 F), 14 h 30, en haut du funiculaire devant le restaurant panoramique (Connaissance de Paris).

■ **MUSÉE CARNAVALET** : Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris) ; (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, 17 rue de Sévigné (Pierre-Yves Jaslet).

■ **MUSÉE D'ORSAY** (36 F + prix d'entrée) : visite par artiste, Renoir, 14 h 30 ; visite par thème, les impressionnistes, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE QUARTIER DU SENTIER** et les passages de la rue Saint-Denis (37 F), 14 h 30, sortie du métro Sentier, côté rue des Petits-Carreaux (Monuments historiques).

■ **DU « COMMERCE » DE GRENELLE** à Saint-Jean-Baptiste-de-la-Petite-Garenne (60 F), 15 heures, sortie du métro Emile-Zola (Vincent de Langlade).

■ **LES ÉGOUTS** (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **LE CIMETIÈRE DE MONTMARTRE** (37 F), 15 h 30, entrée du cimetière, avenue Rachel (Monuments historiques).

■ **LA CATHÉDRALE RUSSE DE PARIS** (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 16 rue Daru (Paris et son histoire).

LES SERVICES DU Monde

Le Monde	42-17-20-00
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe :	GO LEMONDE
Adresse Internet : http:// www.lemonde.fr	
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 44-08-78-30
Index et microfilms :	(1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037


Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA.
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
TÉL. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CÔTE-D'IVOIRE.** Des pluies torrentielles s'abattent actuellement sur la Côte-d'Ivoire. Depuis le 1er juillet, il est tombé 724 millimètres d'eau sur Abidjan et la poursuite des précipitations laisse penser que le précédent record de 1963 (936 millimètres) pourrait être battu. – *(AFP.)*

■ **BRÉSIL.** Une loi interdisant de fumer dans les administrations, les lieux publics (bars, restaurants, hôpitaux, écoles, bibliothèques, théâtres), dans les bus et sur les vols d'une durée inférieure à une heure est entrée en vigueur au Brésil, mardi 16 juillet. – *(AP.)*

■ **FRANCE.** Depuis le 1er juillet et jusqu'au 31 août, les automobilistes qui empruntent, en fin de semaine, les autoroutes du sud de la France (au sud d'une ligne Poitiers-Lyon) et sur le trajet Le Mans-Angers peuvent pratiquer gymnastique, mini-tennis, rugby, ou regarder les Jeux olympiques d'Atlanta dans l'une des vingt-quatre étapes sportives mises en place sur le réseau. – *(AFP.)*

AVIGNON 96 Il fallait bien que quelqu'un se charge de donner un peu de relief aux nuits calmes d'un festival plutôt sage. *A l'invitation de Sik Sik, bureau de théâtre, à l'heure où ferment un à un les lieux de spectacle, un cabaret, franchement réjouissant, réunit acteurs, danseurs, acrobates, musiciens, qui se relaieront sur la scène du Gymnase du lycée Saint-Joseph quatorze nuits durant.* ● LA DANSE confirme sa vitalité à la faveur des deux premiers solos d'une série de quatre présentés, à l'invitation d'Amélie Grand, à la Chapelle des Pénitents-Blancs. Benjamin Lamarche et Ingeborg Liptay, dans des registres très différents, ont séduit les festivaliers. ● DÉCEPTION, en revanche, avec la production, signée par Jacques Rosner, de *Simplement compliqué*, de Thomas Bernhard, que l'acteur Serge Merlin ne parvient pas à sauver. *(De nos envoyés spéciaux.)*

Quand les Achille débarquent, le festival dérouille

A l'invitation de Sik Sik, bureau de théâtre, Achille Tonic, Olivier Py et leurs amis se sont « installés » au gymnase Saint-Joseph, qu'ils ont transformé en cave géante de sans-abri. Chaque soir, ils y bousculent les nuits avignonnaises de leurs humeurs fantasques

LE CABARET Quatorze nuits composées par Sik Sik, bureau de théâtre. Conception artistique : Agnès Troly et Jérôme Descamps. Décors : Steen Halbro. Avec Achille Tonic, Lacombe-Asselin, Bébel, Gérard Fasoli, Achille et Léonie, *Les Mandragores*... Jusqu'au 21 juillet, Gymnase du Lycée Saint-Joseph, à minuit. Tél. : 90-14-14-14.

Ils sont les joyeux casseurs d'Avignon, ils s'appellent les Achille Tonic, à cause de gin tonic et de talon d'Achille, ils fêtent la Saint-Zoulou et la Saint-Gribouillis, ils animent *Le Cabaret* qu'accompagne un journal *« pas cher et éphémère », Gare à la nuit*, ils y donnent *« les news du lendemain, les rêves de toute dernière heure, les halogènes de couleur entre les branches d'olivier, les préservatifs fluo et du vent ».* Le carnet du jour publie la liste de *« ceux qui sont morts et qui reviennent quand même »*, têtes de mule comme Dracula, Orphée, Frankenstein.

Ils ont squatté un lieu supersnob, le gymnase Saint-Joseph. Ils y ont tout fichu en l'air, et ils en ont fait une cave géante de sans-abri, *un préau de maternelle où des gosses de pas riches*, avec de grands pots de peinture, ont dit ce que leurs parents trinquent. C'est tout rouge, tout vert, tout bleu, c'est des marguerites et des éléphants, ça vous met le cœur à l'endroit. *Il y a aussi* une petite estrade, comme celles des bals de village, les soirs de noces.

Le Cabaret ouvre très tard, quand les autres théâtres en tenue de rigueur sont éteints, parce qu'avec les Achille Tonic, *« plus on est de fous, plus on nuit »*. Une poupée d'azur et son bonhommme *tirent le rideau*. Elle est haute comme trois mandarines, porte un tutu écarlate. C'est elle qui lance les bafouilles pour présenter les numéros, mais vous n'entendez qu'à peine les géniales idioties qu'elle crie d'une voix d'idiote, parce que la sono est un immonde crachouillis copié sur les hauts-parleurs des *Vacances de Monsieur Hulot* (encore un mort-pas-mort, Tati, il sirote sans doute un bourbon-fraise dans les coulisses, avec Buster Keaton et Jerry Lewis, en famille). L'autre « animateur », le mari de la fausse idiote rose, est poliment vêtu d'un smoking de *louage, il a une tête de sous-gangster*, il essaie par moments de se faire prendre pour Gene Kelly, mais ça ne marche pas, et de toute façon il est comme tous les hommes, tous sans exception : devant sa terreur de femme, il file *doux et la boucle.*

L'ÉMOTION PURE

Sur l'estrade apparaissent deux anges, deux *« pénitentes en maillot rose »*, comme les rimait Apollinaire et les peignait Picasso. Deux jeunesses fines comme des roseaux, deux miracles d'apesanteur. *Elles dansent mais* c'est à peine, comme involontaire, elles tendent leurs bras immatériels pour entrecroiser les doigts, et voici que leurs deux corps ne forment qu'une seule figure, incorporelle, et la figure change, ce ne sont plus deux fées mais des idéogrammes, des mirages, des majuscules de l'alphabet, des N, des E, des W, des lettres chinoises aussi, des aiguilles de *pins*, des brisures de corail, c'est une seule illusion optique, ça vous serre le cœur, comme tout moment de beauté rare. Le public est médusé, on entendrait marcher une mouche sur la haute branche d'un *platane, c'était donc ça le foutoir ?* Le gribouillis ? Ces minutes d'émotion pure ? Oui, justement, c'est cela : les Achille Tonic ont tenu à faire un petit signe complice aux noces du ciel et de l'enfer, en revanche du monde convenable qui patauge tant dans le glauque. Les deux danseuses en maillot rose s'appellent *Les Mandragores.*

Changement : voici deux clowns, Achille et Léonie. Deux phénomènes de kermesse. Léonie : face de pleine lune sous un chignon, style Madame Michu retour du marché, mais, camouflée sous une robe vert-pelouse, une anatomie incompréhensible, fausse géante, fausse Hottentote, apparemment carrossée comme l'un de ces bulldozers qui fabriquent les autoroutes. Achille, à côté d'elle, c'est une toute petite chose, mi-bébé rose mi-affreux jojo, sorte de tutti-frutti de Toubon et de Michel Rocard. *Or ils vont se lancer à eux* deux dans un sommet de bêtise de poésie, à l'aide d'un simple jeu d'enfants : les bulles de savon. Ils vont se mettre en quatre, en dix, avec des pailles rebelles, des pipes en terre caractérielles, avant de faire enfin planer, sous les millions *d'étoiles de ce ciel d'Avignon, une* toute petite bulle, une toute petite perle irisée, qui du coup semble figurer l'illusion d'un bonheur.

Deux musiciens, contrebasse et mandoline, Lacombe et Asselin, se présentant comme *« employés du jazz et de l'éclecticité »*, piétinent leurs instruments, et jouent à quatre mains sur un même violoncelle, mieux que notre baba de Rostropovitch.

Nous tombe alors, soudain, du ciel, le clou de la fête : Superman Gérard Fasoli, une beauté d'athlète, presque nu, juste ceinturé cuir et caoutchouc comme les grandes prêtresses du sado-maso, avec tout de même *une feuille de vigne* teinte rouge pompier laissant espérer un engin géant. Il se lance sur des chaînes, il s'y love, il s'y étrangle, il s'y martyrise, et, après ces secondes d'échauffement, titillant au passage des spectateurs émus, il se jette comme une trombe sur notre malheureuse petite tutu rouge *qui avait ouvert le* rideau, qui regardait cela médusée, et, pas de quartier madame, il l'expédie au septième ciel, pour dire les choses convenablement.

Ecroulement des colonnes du temple, cris, applaudissements, *« plus on est de fous plus on nuit »*, il est près de trois heures du matin, et *les zoulous* d'Achille Tonic, mettent le point final en faisant chanter par toute l'assistance *La Mer* de Charles Trenet : *L'Internationale* du rêve et des poètes.

Michel Cournot

Demandez le programme

Né de l'imagination de Sik Sik, l'agence fondée en 1992 par Agnès Troly et Jérôme Descamps – représentant cinq metteurs en scène indépendants –, « le Cabaret » s'ouvre à 23 heures par un dîner, avant les spectacles, à minuit. Le premier, animé par Achille Tonic, s'achèvera le 21 juillet pour faire place au Groupe Beau Geste, du chorégraphe Dominique Boivin.

Olivier Py livrera, du 27 au 31 juillet, une création musicale : *Miss Knife et sa baraque chantante.*

EN VILLE, EN SCÈNE

Irina Dalle

C'est une aventurière qui va bientôt rejoindre la scène du *Cabaret* concocté par Sik Sik, bureau de théâtre. Elle est grande, longue, d'un charme comme il en est peu. Irina Dalle avait enthousiasmé son monde, l'an passé, lors de la création au festival du spectacle écrit et mis en scène par Olivier Py, *La Servante*. Elle revient à Avignon par la bande, héroïne de *Miss Knife et sa baraque chantante*, du même Olivier Py, à l'affiche du *Cabaret* du 27 au 31 juillet. Depuis qu'elle a quitté le Conservatoire en 1990, le théâtre de recherche lui a permis de rencontrer plusieurs des artistes les plus intransigeants de ces dernières années, comme André Engel et Alain Ollivier, prestigieux aînés, ou Jean-Luc Lagarce, Stéphane Braunschweig, Giorgio Barberio Corsetti, figures d'une nouvelle génération qu'elle sert avec cœur, riposte fervente pour époque incertaine.





XAVIER GARY/KODAK POUR « LE MONDE »

L'art de nuire à Thomas Bernhard

SIMPLEMENT COMPLIQUÉ, de Thomas Bernhard. Traduction : Michel Nebenzahl. Mise en scène : Jacques Rosner. Décors de Daniel Thomas. Costumes et accessoires de Sobuta. Avec Serge Merlin et Juliette Diderot. Gymnase du lycée Aubanel, jusqu'au 24 juillet à 19 heures. Tél. : 90-14-14-14.

La mise en scène qu'a signée Jacques Rosner de *Simplement compliqué*, de Thomas Bernhard (créée en mars à Toulouse), est toujours aussi nuisible au texte et au comédien qui le joue, Serge Merlin. Ce comédien hors normes semblait pourtant tout indiqué pour *Simplement compliqué*, que Thomas Bernhard (mort en 1989) écrivit pour un autre comédien hors normes, l'Allemand Bernhard Minetti.

Au générique de la pièce, deux personnages : Lui, un vieil acteur, et Catherine, neuf ans. Seul l'homme parle. La petite fille l'écoute. Elle vient lui apporter du lait deux fois par semaine. L'homme vit reclus dans son appartement. Il ne veut voir personne. Il n'en n'a pas besoin : Schopenhauer et Shakespeare habitent son cerveau. On pourrait le croire fou. Il assure ne pas l'être. C'est un personnage de Thomas Bernhard, donc un as de la mauvaise foi. Un homme comme l'écrivain autrichien, qui était persuadé que, *« sans exagération, on ne peut rien dire du tout ».*

Qu'est-ce qui est simplement compliqué ? D'être là, vivant. Le vieil homme se rappelle qu'il a joué Richard III, mais il a des souris dans sa maison et des souvenirs qui le taraudent. Contre les souris, il y a le poison. Contre les souvenirs ? La suite des instants. Le vieil homme plante un clou, prend un livre, met sa couronne de théâtre. La petite fille le regarde. Si elle était plus grande, elle sourirait, parce qu'à force de dénoncer la tromperie de la vie le vieil homme en devient très drôle.

Jacques Rosner mène la vie dure à Serge Merlin. Il lui demande de s'agiter sans cesse et de souligner toutes ses paroles. Ainsi, quand il dit : *« Toujours été ponctuel »*, il prend un réveil. Ce « sous-titrage » serait simplement agaçant s'il ne s'accompagnait d'une redoutable tendance au pathos, qui dénature le texte et le jeu.

Dans la dernière scène, Serge Merlin s'allonge dans un étui à violoncelle, comme si c'était un cercueil, alors que, dans le texte, le comédien... mange du fromage en disant : *« Nous avons laissé décrépir tous nos talents. »* Si cet effet de mise en scène est une métaphore, le fromage a un bel avenir sur les plateaux de théâtre.

Brigitte Salino

Les solos d'un cheval fou et d'une licorne

Benjamin Lamarche et Ingeborg Liptay, choisis par Amélie Grand, directrice des Hivernales d'Avignon, surprennent et subjuguent les festivaliers

SOLOS. *Icare*, de Claude Brumachon, pour Benjamin Lamarche (interprète). Bruno Billadeau (musique). Olivier Tessier (lumières). *Moments nomades* et *Terre de ciel*, de et par Ingeborg Liptay. Eberhard Weber et Arvo Pärt (musique). Max Rouquette (poésie). Frédéric Dugied (lumières). Fred André Holzer (décors). Régina Maxwell (costumes). CHAPELLE DES PÉNITENTS BLANCS. Prochains solos : Christine Bastin, du 23 au 26 juillet, Georges Appaix, du 29 juillet au 1er août. 11 heures et 19 heures.

« Qui est Benjamin Lamarche ? », s'interroge le public, qui, fasciné, découvre le danseur. Les gens de théâtre sont particulièrement intrigués. Un simple solo, *Icare*, écrit par Claude Brumachon, directeur du Centre chorégraphique de Nantes, pour ce danseur, est en passe de devenir l'un des spectacles les plus appréciés de ce cinquantenaire. Il est né d'une histoire d'amour. Celle qui unit un créateur et son plus fidèle interprète. Ensemble, ils créent, en 1984, la compagnie Les Rixes. Depuis, ils sont inséparables. Lamarche est un redoutable danseur. A la fois Narcisse incarné et oublieux de lui-même jusqu'au vide mystique. Avec deux barres parallèles asymétriques, un bâton, il danse la chute de l'ange plus que celle d'Icare.

Son corps parfait, dont on sent qu'il a dessiné, étiré, avec une patience d'artiste, le plus petit muscle, est pris dans un short lacé sur le devant. Pendant quarante-cinq minutes, il danse contre et avec l'espace, la pesanteur, sa propre beauté. Il danse le jeune Savoyard qu'il fut, courant la montagne, libre, hors d'haleine, amis des arbres, des oiseaux. Il danse cet espoir qui fut le sien de décoller des parois rocheuses avec, en guise de voile, sa veste accrochée à son bâton. Il danse la déception, le corps contraint, qui s'alourdira avec l'âge. Rien des mouvements de son âme n'est étranger à Claude Brumachon, son chorégraphe et démiurge. Cette symbiose gemellaire nous touche.

Icare est programmé par les Hivernales d'Avignon, une manifestation organisée chaque février, depuis 1978, dans la Cité des papes. Invitée pour la première fois à participer au « in », Amélie Grand a décidé de jouer le grand jeu du solo, perpétuant ainsi une des traditions à travers laquelle la danse contemporaine s'est constituée. Loïe Fuller, Isadora Duncan, Martha Graham, Mary Wigman, Merce Cunningham, tous les inventeurs ont commencé à chercher leur danse en solitaire. Et pas seulement pour des raisons économiques. Ils étaient leurs propres cobayes. Seuls en scène, ils livraient le fruit de leurs trouvailles, au risque, souvent, des huées... L'exercice du solo sert aussi au chorégraphe confirmé à marquer une respiration, ou à se mettre à nouveau en danger. Chacun garde en mémoire Dominique Bagouet explorant sans frein dans *F. Stein* la face cachée de sa personnalité. Depuis trois ans, Ingeborg Liptay, revient sur le devant de la scène.

Cette femme, de taille haute, les cheveux blonds coupés à la garçonne, qui fut l'élève dans les années 50 de l'Allemand Kurt Joos, créateur à Essen de l'école expressionniste allemande, puis proche de Karin Waehner à la Schola Cantorum, à Paris, a choisi de vivre à Montpellier. Elle possède un « mazet » au-delà de Saint-Guilhem-le-Désert, dans la haute vallée de l'Hérault. Quand on connaît la région, on comprend sa danse dédiée à l'invisible, hantée par la poésie de Max Rouquette, autre habitant de cette contrée escarpée : *« Là chemine l'étranger. Celui qui ne dort pas, celui qui veille et qui chemine sans repos. Et dont le pas use le temps... »* (dans *Le Tourment de la licorne*).

Ingeborg Liptay bouge comme une étoile dans la nuit. La scène est sombre, des éclairs de couleur zèbrent le mur du fond de la Chapelle des Pénitents-Blancs. Sa danse de yogi se déroule, s'enroule au sol, pour mieux souligner l'instant où elle se déplie, se déploie. Il n'est pas toujours aisé de la comprendre. Il est clair qu'elle nous livre une expérience personnelle, relancée sans cesse par la musique d'Arvo Pärt, *Tabula Rasa*. Une grande dame dans le silence de sa gloire.

Dominique Frétard

La force des Hivernales

Amélie Grand, directrice de l'unique manifestation de danse contemporaine d'Avignon, les Hivernales, place l'interprète à même hauteur que le chorégraphe. En choisissant le solo de Brumachon pour Benjamin Lamarche, ceux d'Ingeborg Liptay, de Christine Bastin, de Georges Appaix, elle confirme son goût pour les chorégraphes qui ne ressemblent à personne. Invitée à participer au « in », elle a néanmoins tenu, comme chaque année, à vivre le « off » en programmant cinq duos à La Manutention.

Ces duos sont l'œuvre des compagnies Propos, Ivoire, Klassmute, Temps Battant et Rialto. Jusqu'au 1er août. Tél. : 90-82-33-12.

Louis Sclavis, clarinettiste et saxophoniste de jazz curieux de tout

Avec plusieurs amis musiciens, il commence une grande tournée en Europe

Né en 1953, entré professionnellement en jazz à l'âge de dix-sept ans, Louis Sclavis associe, dans sa musique, la complexité d'écriture et les mélodies les plus évidentes, venues de France, d'Afrique, d'Amérique latine comme d'Orient. Non par goût du défi, mais par refus des règles imposées. Les festivals d'été l'accueillent au sein de plusieurs formations, en trio avec Aldo Romano et Henri Texier, avec son sextette, ou en duo.

CE QUI FRAPPE immédiatement lors d'un concert de Louis Sclavis, c'est le rapport entier de son corps à la musique autant que celui de l'instrument à son corps. Et cela depuis plus de vingt-cinq ans, depuis que le clarinettiste et saxophoniste a fait de la scène du jazz le lieu privilégié et fondateur de sa création. Il ne s'agit pas là de dandineries bonhommes ou d'extériorisations forcenées pour le spectacle, mais bien d'une adéquation totale entre le mouvement et la note. Comme un danseur donne à ses mouvements *des soubresauts, des élans, des tensions*, le son chez Sclavis résulte de l'énergie du corps, sans tricheries. Aux clarinettes, aux saxophones la note est parfois comme totalement lâchée, ou hachée, à d'autres moments d'une fluidité caressante ou même retenue au point d'en être à peine perceptible.

PORTRAIT

Ce parallèle à la danse, Louis Sclavis l'a parfois souligné, sans toutefois vouloir en faire autre chose qu'un des éléments de son propos de musicien. Il a collaboré notamment avec la chorégraphe Mathilde Monnier ; c'est la partie la plus visible. Mais c'est d'abord l'une parmi tant d'autres des rencontres dont Sclavis nourrit sa musique. Né en février 1953 à Lyon, Louis Sclavis sort tout juste de l'adolescence lorsqu'il entre « professionnellement » dans le jazz en 1970. Depuis il n'a cessé de foncer. Sur un projet à long terme comme sur l'éphémère. Ses proches, les musiciens avec qui il joue régulièrement parlent souvent de l'effet d'entraînement à le côtoyer. Il se dit volontiers curieux, avide d'expériences. Elles ont d'abord été – comme tout le monde – celles de son apprentissage avant d'être sa manière d'appréhender la musique.

UNITÉ

La diversité de ses approches, cet enthousiasme qui le porte n'ont pas brouillé son univers musical même s'il reste fondamentalement peu définissable. Des multiples éléments mis en jeu il ressort une unité remarquable, comme dans nombre de ses compositions qui s'apparentent à des suites dont les ruptures de ton restent liées à un thème central. On ne s'étonnera pas qu'un jour Louis Sclavis se soit approché de la musique de Duke Ellington, grand créateur de formes. Ellington est l'un des musiciens qu'il a le plus étudiés, écoutés. Peut être parce qu'Ellington a tout joué, de la musique la plus « légère », pour faire danser Harlem dans les années 20 et 30 à des compositions à l'ambition de symphonies. Sclavis aime cette manière de ne pas se cantonner à un style, il a constamment cette envie de tout essayer ; en dehors des standards qu'il ne pratique pas *« parce que je ne saurais pas vraiment comment les jouer »* et de la grande formation dans laquelle il se sentirait un peu perdu.

On entendra donc dans sa musique des complexités d'écriture *comme les mélodies les plus évidentes*, des souvenirs ou des rêves d'Afrique, un tango, des traces d'Orient, proche ou lointain, une valse musette, certaines formes de musique contemporaine, des folklores de France, des pulsations inhabituelles, des drôles d'harmonies pas par goût du défi ou de l'épate mais parce qu'il ne peut concevoir de rester sur un moule. Logique aussi que le clarinettiste et saxophoniste se soit vite retrouvé auprès de deux autres fous de musiques, *Bernard Lubat et Michel* Portal. Et qu'il les retrouve régulièrement. Sclavis a comme cela des fidélités.

Il y a aussi des musiciens de sa génération, avec qui il a avancé en musique comme Dominique Pifarély, Philippe Deschepper, François Raulin, Bruno Chevillon, Marc Ducret..., il croise en permanence d'autres histoires, celles des musiciens européens et américains les plus créatifs. En ce moment on l'entend avec Henri Texier et Aldo Romano ; son précédent trio avec François Merville et Chevillon a accueilli le tromboniste Ray Anderson et l'accordéoniste Jean-Louis Matinier. A l'issue d'un concert de cette formation débordante de joie *et de musiques* à *La Villette le* 6 juillet un couple se querelle. La fille adore – les filles adorent souvent la musique de Sclavis –, le garçon se montre un peu jaloux. Il lâche *« cette musique là, elle est trop intelligente »*. Il se reprend, explique qu'il a voulu dire *« intellectuelle »*, mais c'est trop tard, le compliment d'intelligence est venu malgré tout. La jeune fille est ravie.

Sylvain Siclier

Activités

● **En concert.** *Juillet* : trio avec Aldo Romano et Henri Texier, le 21 au Festival de Souillac (tél. : 65-37-81-56) ; en sextette « Les Violences de Rameau », le 26 au Festival MIMI à Arles (tél. : 90-18-41-20).
Août : trio avec Aldo Romano et Henri Texier, le 9 au Festival de Riberac (tél. : 53-90-28-67) ; le 16 au Festival de la Tour-d'Aigues (tél. : 90-07-50-33) ; le 21 à Jazz à Mulhouse (tél. : 89-45-63-95) ; le 25 à Saalfelden en Autriche (tél. : (19-43) 65-82-49-63) ; le 22 à Uzeste en solo et le 23 dans *diverses formations* (tél. : 56-25-38-46) ; duo avec Marc Ducret le 24 au festival Jazz aux chardons à Fallais, en Belgique (tél. : (19-32) 41-64-31-27) ; duo avec Dino Saluzzi, le 31 au festival de Willisau, en Suisse (tél. : (19-41) 41-970-27-31).

● **Discographie.** *Ad Augusta per Angusta* (Nato) ; en duos *Rencontres* (Nato) ; en solo, *Clarinettes* (Ida Records) ; en quintette, *Chine* (Ida Records) ; en septette, *Chamber Music* (Ida Records) ; en sextette, *Ellington on the Air* (Ida Records) ; en quintette, *Rouge* (ECM) ; Dominique Pifarély/Louis Sclavis Acoustic Quartet, *Acoustic Quartet* (ECM) ; avec Double Trio, *Green Dolphy Suite* (Enja) ; avec Armand Angster et Jacques di Donato *Trio de clarinettes* (FMP) ; avec Ernst Reijseger, *Et on ne parle pas du temps...* (FMP) ; avec Aldo Romano et Henri Texier, *Carnet de Routes* (Label Bleu) ; en trio, *Ceux qui veillent la nuit* (Label bleu). Nato, Ida records, Enja et Label bleu sont distribués par Harmonia Mundi ; ECM par Polygram ; FMP par IHL.

Arles, capitale des musiques du Sud

ARLES
de notre envoyée spéciale

Tout le monde chante, à Naples, depuis toujours, aime à rappeler le *gruppo operaio* (groupe ouvrier) E Zezi. Mais seuls ses douze musiciens chantent la tarentelle de l'usine ou celle du chômage. Fondé par des ouvriers de l'usine Alfa Romeo de Pomigliano d'Arco, près de Naples, E Zezi refuse que la tradition du chant populaire *« devienne un produit de l'industrie musicale »*. Sur scène, les douze énergumènes déploient leur énergie militante, à coups de clochettes, tambourins et cymbalettes, de cistre et de guitare électrique. Percussions et voix règnent, comme sur une place de village à l'ombre du Vésuve. *« Nous avons transformé les chants du travail de la terre en chants de la chaîne de montage »*, explique Angelo de Falco, le plus ancien du groupe formé en 1974. *« Depuis les débuts, nous avons demandé à des centaines de gens – des chômeurs, des femmes, des clandestins – de nous raconter leur vie. »*

Sur scène, cet engagement politique revendiqué à l'extrême gauche se traduit par une présence des plus joyeuses. Les musiciens dansent, interpellent le public, se moquent les uns des autres. Dans *Pummarola black* (tomate noire), une chanson dédiée aux ouvriers agricoles travaillant au noir, Matteo d'Onofrio, le chanteur principal, mime la cueillette, penché en deux. Les voix sont belles, et le rythme ne ralentit jamais.

Encore peu invité en France, le groupe E Zezi s'est produit mercredi soir 17 juillet à l'invitation des Rencontres du Sud, un nouveau rendez-vous musical héritier du festival arlésien Mosaïque gitane. La nuit, le raï de Cheb Mami, le rap des Fabulous Trobadors et de Massilia Sound System, les sonorités médiévales et arabo-andalouses du groupe espagnol Radio Tarifa résonnent, comme E Zezi, dans les ruines du Théâtre antique d'Arles. En fin d'après-midi, les concerts de la cour de l'Archevêché font découvrir des artistes moins connus. Sous un grand marronnier, appuyée au clocher de la plus belle église d'Arles, la scène se prête au recueillement attentif, quand le théâtre appelle *plutôt* la fête. Pour son premier concert en France, Misia, chanteuse portugaise, a donné une quinzaine de fados, accompagnée par deux guitaristes.

Sa présence sur scène est encore rigide, mais la voix est ample et chaudement timbrée. Elle s'est choisie un répertoire soigné, qu'elle commente en français. Sur des mélodies traditionnelles, les textes sont ceux d'écrivains, de Fernando Pessoa à Antonio Lobo Antunes. La belle cour a accueilli le guitariste flamenco Juan Carmona avec la chanteuse Françoise Atlan. Ensemble, ils viennent de sortir un disque *Borboreo* (Empreinte digitale, Harmonia Mundi). De formation classique, Françoise Atlan semble à l'étroit quand elle accompagne Juan Carmona. Sa voix se déploie bien mieux dans son répertoire familier de romances séfarades (elle a publié deux disques dans la collection « Musiques du monde » chez Buda Records).

LE RETOUR DE MANITAS

Dans la journée, les Rencontres du Sud proposent des concerts gratuits de rue, ainsi que des stages de danse flamenca, de guitare, de photographie de spectacle ou de percussions brésiliennes. Le groupe Bagunçaço, venu de Salvador de Bahia, est invité pendant une semaine pour initier à la danse les jeunes du quartier populaire du Trébon. Plusieurs spectacles de rue se déroulent dans les zones de cités d'Arles : les Rencontres du Sud sont liées au contrat de ville passé par la mairie avec l'Etat, pour des initiatives sociales et culturelles dans ses quartiers en difficulté.

C'est aussi un public très populaire qui s'est pressé en masse – deux mille personnes – le 13 juillet au Théâtre antique. Enfant du pays, fondateur des Gipsy Kings, Chico Bouchiki a proposé une « Nuit de la paix », avec des groupes gitans, Ishtar, une chanteuse israélienne et A'Arass, ensemble traditionnel palestinien. Chico est à présent « envoyé spécial de l'Unesco pour la paix ». Il a recruté de bons musiciens gitans de la région d'Arles et de Montpellier pour former son nouveau groupe, Chico et ses gipsies. Autour de Manolo, le chanteur, et de Tonino, le principal guitariste, le public venu en famille reprenait tous les refrains en espagnol. A'Arass, avec ses luths, ses cithares et ses percussions acoustiques, a fait une apparition trop brève.

En fin de soirée, le vieux Manitas de Plata est venu montrer ce qu'est la grande musique gitane. Longue chevelure blanche, ample chemise rouge, le guitariste âgé de soixante-quinze ans est toujours un ange aux mains d'argent (*manitas de plata*). Debout, frappant le rythme à l'espagnole sur les paumes, les spectateurs ont ovationné le vieux seigneur.

Catherine Bédarida

★ Les Rencontres du Sud (Arles, jusqu'au 20 juillet).

Jenny McIntosh est nommée à la tête de Covent Garden

Première femme à accéder à ce poste, elle devra régler la crise grave qui menace l'Opéra de Londres

LONDRES
correspondance

Depuis ce soir de février où la BBC avait diffusé à une heure de grande écoute *The House*, documentaire dévoilant les coulisses peu glorieuses de l'Opéra Royal de Covent Garden et sa gestion « apocalyptique », les mésaventures se sont accumulées : grève, annonce de trois cent vingt suppressions d'emploi, démission du directeur financier Clive Timms, lynchage par la critique du coûteux *Nabucco* de Tim Albery hué le soir de la première, sans oublier la fermeture temporaire de la maison pour travaux. Soit deux années d'errance pour les deux compagnies de la maison : le Royal Ballet et le Royal Opera.

« Diriger Covent Garden est devenu le boulot le plus dur de la vie artistique britannique », souligne Michael Billington, critique d'art du quotidien *The Guardian*. Or c'est à une femme que l'on a confié cette tâche ardue. Genista McIntosh devient ainsi la première femme à diriger l'une des quatre institutions de la vie culturelle britannique – avec la Royal Shakespeare Company, le Royal National Theatre et l'English National Opera. *« Peu de femmes ont réussi à se hisser aussi haut dans la hiérarchie de la vie artistique britannique »*, commente le directeur d'un théâtre du West End, alors qu'un nombre très important de femmes travaillent au sein de ces compagnies. Genista McIntosh touchera 720 000 francs de salaire par an, soit 192 000 francs de moins que Sir Jeremy Isaacs, son prédécesseur.

VENUE DU THÉÂTRE

Officiellement cette différence de traitement se justifie par la dissociation des fonctions administrative et artistique. *« Peut-être »*, répond David Lister, du quotidien *The Independent « mais les directeurs artistiques du Royal Opera et du Royal Ballet, Nicholas Payne et Anthony Dowell, devront lui rendre des comptes. Elle sera donc responsable de leurs décisions artistiques. La dissociation des fonctions devient alors vraiment subtile. »*

Qui est donc Genista McIntosh ? Présentée dans la presse britannique comme *« la femme la plus puissante du monde des arts britannique »* !, celle que toute le monde appelle « Jenny », est âgée de quarante-neuf ans, est divorcée et vit dans le nord de Londres avec ses deux enfants. Elle n'appartient pas au monde de l'opéra. Son univers, c'est le théâtre. Diplômée de l'université de York en philosophie et sociologie, elle commence par travailler comme secrétaire. Puis répond à une annonce de la Royal Shakespeare Company et obtient le job. Sa première mission : distribuer les rôles pour la tournée mondiale du spectacle de Peter Brook *Songe d'une nuit d'été*. En 1994, on lui offre le poste d'administrateur. Adrian Noble, à son arrivée à la tête de la compagnie, la nomme producteur associé : *« j'ai tout de suite remarqué sa sympathie pour les acteurs ainsi que sa grande intelligence. Elle n'est pas comme beaucoup, une actrice ou metteur en scène frustrée. »* Elle rejoint ensuite le Royal National Theatre au poste de directeur exécutif.

Terry Hands, son ancien collègue de la Compagnie de Shakespeare, décrit ainsi son ancienne collègue : *« elle est intelligente, organisée, attentive aux autres. Elle n'a jamais essayé de jouer à l'homme dans un univers d'hommes. Pas du tout du genre à imposer ses vues à coups de sac à main comme les dragons des années Thatcher. »* Jenny McIntosh répond à ceux qui soulignent son inexpérience dans l'univers de l'opéra : *« j'ai été élevée dans la culture lyrique et chorégraphique »*. Cette expérience précoce l'a d'ailleurs convaincue de la mission éducatrice de l'art. Elle projette ainsi d'ouvrir la prestigieuse Royal Opera House à un public plus large. Jenny McIntosh est, de plus, restée fidèle au concept de service public, fait remarquable vu l'atmosphère ultralibérale qui règne dans la vie culturelle britannique.

Première tâche pour « Jenny », lorsqu'elle prendra ses fonctions dans quelques mois : superviser la fermeture prochaine de Covent Garden qui s'agrandit, et la relocalisation de l'Opéra et du ballet dans les différents centres artistiques de la capitale, Barbican Centre, Royal Albert Hall et Royal Festival Hall. Ces choix, déjà décriés par les professionnels, vont entraîner plus de trois cents suppressions d'emplois. Ses anciens collègues lui souhaitent bonne chance. *Terry Hands* ajoute, très britannique, *« tout le monde a le droit de se suicider au moins une fois »*.

Agnès Catherine-Poirier

Rythmes cubains dans les jardins parisiens

HABANA SAX, dans le cadre du festival Paris, quartier d'été : les 19 et 20 juillet au jardin du Luxembourg, à 18 heures ; le 19, au parc de Choisy, à 21 heures ; le 21, au parc de Belleville, à 19 heures. Gratuit.

Il y a un charme particulier à aller écouter de la musique exotique dans les jardins parisiens. Ceux-ci ne sont pas si nombreux qu'on puisse les ignorer, et le festival d'été dont la ville voudrait faire sa fierté puise avec un certain chic dans la manne des musiques du monde : indienne, caribéenne, africaine ou, comme ces jours-ci aux Tuileries ou au Luxembourg, *cubaine*.

Le Habana Sax est un quatuor de saxophones, formule peu courante à La Havane, même soutenue par les habituels congas et *clave* – ici défendus par Yoël del Sol – qui donnent au *son* et au cha-cha-cha de l'île de Fidel la même sonorité aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. Cinq jeunes hommes, à la cubanité à fleur de peau – danseurs dandys, déhanchés juste comme il faut –, impeccablement alignés et souriant avec leur barbichette et leurs lunettes de soleil, s'exercent à jouer une sorte de jazz assez sophistiqué plein d'harmonies et espiègle comme un chant à répons.

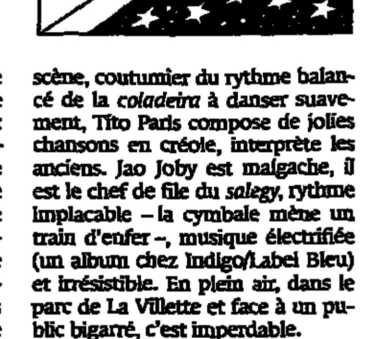
Perchés sur une estrade, au milieu du bassin qui fait face à l'entrée principale du jardin des Tuileries, ils n'ont pourtant rien d'aquatique. Ils seraient plutôt bien charpentés, s'appuyant sur des partitions pour eux écrites, ou détournées (*Le Vol du bourdon*, de Rimski-Korsakov, un tango de Carlos Gardel, une pièce du compositeur classique cubain Ignacio Cervantes). Ces super-diplômés des conservatoires font face à un public ayant squatté les chaises en fer et occupé la terre ferme avec une boulimie hors du commun pour des promeneurs. Au Luxembourg, l'esprit serait plus flâneur. Ici, on vient pour le concert – après le Havana Sax, la fanfare moldave de Zecz Prajini (les 23 et 24 juillet) –, on le prolonge éventuellement dans un café-restaurant du jardin, où le *mojito* (rhum, citron et décoction d'herbes) cher à Hemingway n'a pas encore acquis droit de cité.

Justement la musique du Habana Sax met en appétit. *El Manisero*, le célébrissime *Peanuts Vendor*, le vendeur de cacahuètes, est un peu chahuté, bousculé par le saxophone baryton (Alfredo Salvador), qui voudrait grimper plus haut que son camarade ténor (Eduardo Fernandez), tandis que le soprano (Jorge Luis Almeda) marque un *joueur d'alto dribbleur* (Angel Ballester). Depuis dix ans qu'ils mélangent musique et humour, nos compères ne lésinent ni sur la prouesse ni sur la discipline. Voilà bien leur charme.

Véronique Mortaigne

Tito Paris et Jao Joby mènent le bal

Un Cap-Verdien et un Malgache au parc de La Villette



TITO Paris est né à Mindelo, ville principale et cosmopolite, de l'île de Sao Vicente, morceau de désert et poussière d'archipel (le Cap-Vert), où la musique joue un rôle de premier plan. Conservant une douceur insulaire malgré l'absence de pluies, Mindelo cultive un impressionnant parc de boîtes de nuit, de cabarets et de cafés musicaux, où les jeunes loups se font les dents. L'étape suivante s'appelle Lisbonne, où il convient de passer pour assurer sa carrière professionnel. C'est là que Tito Paris vit et travaille. Doué d'un grand sens de la scène, coutumier du rythme balancé de la *coladeira* à danser suavement, Tito Paris compose de jolies chansons en créole, interprète les anciens. Jao Joby est malgache, il est le chef de file du *salegy*, rythme implacable – la cymbale mène un train d'enfer –, musique électrifiée (un album chez Indigo/Label Bleu) et irrésistible. En plein air, dans le parc de La Villette et face à un public bigarré, c'est imperdable.

★ Kiosque à musique du Parc de La Villette, le 21 juillet, de 17 h 30 à 21 heures. Tél. : 40-03-75-03. Gratuit.

UNE SOIRÉE À PARIS

Sonny Simmons Quartet
Un temps fêté comme l'une des figures de l'avant-garde et du free dans les années 60, un temps oublié, et récemment présenté comme un rescapé au prétexte qu'il n'avait pas enregistré de disques durant quelques années, le saxophoniste Sonny Simmons était déjà, en juillet 1995, au Duc des Lombards, au sein du quartette du pianiste Horace Tapscott. Cette fois Simmons est là en leader ; sa musique a toujours l'urgence et l'âpreté du free, le blues n'en est jamais loin.
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 19 et 20. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Le POM
Le Petit Orchestre modulable (POM), lancé à l'initiative quatre responsables de la Seine et Marnaise (Patrice Caratini, Andy Emler, François Jeanneau et Philippe Macé), vient faire un tour aux portes de Paris au milieu des fleurs. Une douzaine de solistes de tous horizons (David Chevallier, Laurent Dehors, Denis Leloup, Philippe Sellam, Benjamin Henocq, François Thuillier...), des compositions solides pour découvrir une des formes actuelles de la création du jazz en grand orchestre.
Parc floral de Paris (Bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12e. Mº Château-de-Vincennes. 16 heures, le 20. Tél. : 43-43-92-95.

Les Marionnettes du Vietnam
Le parc des Buttes-Chaumont prend des allures de paysage de Sud-Est asiatique. Sur le lac, de délicates marionnettes colorées dansent, abritées dans un petit temple flottant. Accompagnées d'un orchestre et d'une chanteuse, elles racontent des histoires de paysans des rizières, de dragon, de combat de pirogue, de légendes fantastiques.
Paris, quartier d'été, parc des Buttes-Chaumont, entrée place Armand-Carrel, Paris-19e. Mº Laumière. 22 h jusqu'au 27 juillet. Tél. : 44-83-64-40. 80 F et 60 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

AGENT ZÉRO ZÉRO
Film américain de Rick Friedberg
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan, 8e (rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10) VF. : Rex, 2e (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6e ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (47-07-55-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27 ; rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; rés. 40-30-20-10).

ANGUS
Film américain de Patrick Read Johnson
VF. : Les Montparnos, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10).

BARB WIRE (*)
Film américain de David Hogan
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Gaumont Marignan, 8e (rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10) VF. : Rex, 2e (39-17-10-00) ; Bretagne, 6e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (47-07-55-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27 ; rés. 40-30-20-10).

CRASH (**)
Film canadien de David Cronenberg
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; UGC Odéon, 6e ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88 ; rés. 40-30-20-10) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13e (47-07-55-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50 ; rés. 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16e (44-24-46-24 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10)VF. : UGC Montparnasse, 6e ; Gaumont Opéra Français, 9e (47-70-33-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, 13e ; UGC Convention, 15e ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; rés. 40-30-20-10).

EMPIRE RECORDS
Film américain d'Allan Moyle
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; George-V, 8e VF. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; rés. 40-30-20-10) ; Miramar, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; rés. 40-30-20-10).

INÉDITS DE PETER GREENAWAY, programme 2
Film britannique de Peter Greenaway
VO : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LAME DE FOND
Film américain de Ridley Scott
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; UGC Odéon, 6e ; UGC Champs-Elysées, 8e ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10)VF. : Rex (le Grand Rex), 2e (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Opéra, 9e ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; rés. 40-30-28-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, 13e ; Mistral, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e.

MAN TROUBLE
Film américain de Bob Rafelson
VO : Gaumont les Halles, 1er (40-39-99-40 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9e (47-70-33-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13e (47-07-55-88 ; rés. 40-30-20-10)VF. : Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50 ; rés. 40-30-20-10).

THE SHOOTER
Film américain de Ted Kotcheff
VO : UGC Forum Orient Express, 1er ; George-V, 8e VF. : UGC Opéra, 9e ; UGC Gobelins, 13e ; Mistral, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10).

LES EXCLUSIVITÉS

ACE VENTURA EN AFRIQUE (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Gaumont Marignan, 8e (rés. 40-30-20-10) ; v.f. : Rex, 2e (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6e ; George-V, 8e ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, 13e ; Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; rés. 40-30-20-10).
L'AGE DES POSSIBLES (Fr.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04).
AME CORSAIRE (Brés., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
BABE, LE COCHON DEVENU BERGER (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
BEAUTÉ VOLÉE (Fr.-A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ (Fr.) : UGC Triomphe, 8e.
CAFE SOCIETY (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-39-99-40 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (rés. 40-30-20-10) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10).
LES CAPRICES D'UN FLEUVE (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
CASINO (*) (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-39-99-40 ; rés. 40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14 ; rés. 40-30-20-10).
CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.) : UGC Forum Orient Express, 1er ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).
CITY HALL (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e ; George-V, 8e ; v.f. : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).
LE COBAYE 2 (A., v.f.) : Paris Ciné II, 10e (47-70-21-71).
LA COMÉDIE DE DIEU (Por., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
COMMENT JE ME SUIS DISPUTÉ (Fr.) : Gaumont les Halles, 1er (40-39-99-40 ; rés. 40-30-20-10) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67 ; rés. 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, 11e (47-00-02-48 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50 ; rés. 40-30-20-10) ; Miramar, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10).
CONTE D'ÉTÉ (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; UGC Danton, 6e ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Le République, 11e (48-05-51-33) ; Escurial, 13e (47-07-28-04 ; rés. 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).
COURS-Y VITE (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).
DEAD MAN (A., v.o.) : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).
DELPHINE : 1, YVAN : 0 (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; UGC Montparnasse, 6e ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; rés. 40-30-20-10).
DENISE AU TÉLÉPHONE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; rés. 40-30-20-10).
LA DERNIÈRE MARCHE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
DES NOUVELLES DU BON DIEU (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).
DIABOLIQUE (*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e.
DINGO ET MAX (A., v.f.) : Rex, 2e (39-17-10-00) ; George-V, 8e ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (47-07-55-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; rés. 40-30-20-10).
DOUBLE DRAGON (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Gaumont Marignan, 8e (rés. 40-30-20-10) ; v.f. : Rex, 2e (39-17-10-00) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; rés. 40-30-20-10) ; Miramar, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; rés. 40-30-20-10).
DUNSTON, PANIQUE AU PALACE (A., v.f.) : Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; rés. 40-30-20-10).
LE FACTEUR (It., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-39-99-40 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (47-70-33-88 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; rés. 40-30-20-10) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10).
FRESA Y CHOCOLATE (Cub., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
GABBEH (Iran., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).
GIRL 6 (*) (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LA HAINE (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55).
HEAVENLY CREATURES (Néo-Zel., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G.-de-Beauregard, 6e (42-22-87-23 ; rés. 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10).
LE HUITIÈME JOUR (Fr.-Bel.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Montparnos, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10).
LA HUITIÈME NUIT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).
INÉDITS DE PETER GREENAWAY, programme 1 (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
JANE EYRE (Fr.-It.-Brit., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-39-99-40 ; rés. 40-30-20-10) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; rés. 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16e (44-24-46-24 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; v.f. : Gaumont Opéra Impérial, 2e (47-70-33-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27 ; rés. 40-30-20-10).
LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
JUMANJI (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (42-56-52-78).
LA JURÉE (A., v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1er ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan, 8e (rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e ; v.f. : Gaumont Opéra Français, 9e (47-70-33-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27 ; rés. 40-30-20-10).
LEAVING LAS VEGAS (*) (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LÉON (*) (Fr., v.o.) : Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00 ; rés. 40-30-20-10).
LOCH NESS (A., v.f.) : Miramar, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10).
MACHAHO (Fr.-Alg., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).
MAUDITE APHRODITE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
MEURTRE EN SUSPENS (A., v.o.) : UGC Danton, 6e ; UGC Triomphe, 8e ; v.f. : Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (47-07-55-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27 ; rés. 40-30-20-10).
MONDO (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
NELLY ET M. ARNAUD (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NICO ICON (All., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55).
LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; v.f. : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
PAPA, J'AI UNE MAMAN POUR TOI (A., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14 ; rés. 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).
PÉDALE DOUCE (Fr.) : UGC Forum Orient Express, 1er ; George-V, 8e ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Opéra, 9e ; Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10).
PEREIRA (It.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).
PERSONNEL ET CONFIDENTIEL (A., v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1er ; UGC Normandie, 8e ; v.f. : UGC Opéra, 9e ; Les Montparnos, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10).
PETITS MEURTRES ENTRE AMIS (*) (Brit., v.o.) : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).
PEUR PRIMALE (A., v.o.) : George-V, 8e.
PLANÈTE HURLANTE (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14 ; rés. 40-30-20-10) ; v.f. : Rex, 2e (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6e ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, 13e ; Mistral, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; rés. 40-30-20-10).
PULP FICTION (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
RAISON ET SENTIMENTS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; George-V, 8e ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).
RICHARD III (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (47-70-33-88 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; rés. 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, 11e (47-00-02-48 ; rés. 40-30-20-10) ; Escurial, 13e (47-07-28-04 ; rés. 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16e (44-24-46-24 ; rés. 40-30-20-10).
RIDICULE (Fr.) : UGC Forum Orient Express, 1er ; UGC Danton, 6e ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9e (47-70-33-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (47-07-55-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e.
LA SECONDE FOIS (It., v.o.) : Reflet Médicis II, 5e (43-54-42-34).
SH'CHUR (Isr., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
THE ADDICTION (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
THE SUBSTITUTE (*) (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; UGC Normandie, 8e ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, 13e ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10).
LE TOMBEAU DES LUCIOLES (Jap., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
TOY STORY (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (42-56-52-78).
TRAINSPOTTING (**) (Brit., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; UGC Danton, 6e ; UGC Rotonde, 6e ; UGC Triomphe, 8e ; Gaumont Opéra Français, 9e (47-70-33-88 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Mistral, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10).
LES TROIS FRÈRES (Fr.) : George-V, 8e.
TROIS VIES ET UNE SEULE MORT (Fr.-Esp.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
UN ANIMAL, DES ANIMAUX (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
UN DIVAN À NEW YORK (Fr.-Bel., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10).
UN HÉROS TRÈS DISCRET (Fr.) : UGC Forum Orient Express, 1er ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; rés. 40-30-20-10) ; George-V, 8e ; Les Montparnos, 14e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
UNE HISTOIRE D'AMOUR À LA CON (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).
UNE NUIT EN ENFER (**) (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; UGC Odéon, 6e ; UGC Rotonde, 6e ; Gaumont Marignan, 8e (rés. 40-30-20-10) ; George-V, 8e ; Pathé Wepler, 18e (rés. 40-30-20-10) ; v.f. : Bretagne, 6e (39-17-10-00 ; rés. 40-30-20-10).
USUAL SUSPECTS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
VACANCES EN FAMILLE (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55).
WHEN NIGHT IS FALLING (Can., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
WITTGENSTEIN (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES REPRISES

L'AIGLE DE FER III (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
FAUX-SEMBLANTS (*) (Can., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55).
FORBIDDEN (A., v.o.) : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).
FULL CONTACT (A., v.f.) : Paris Ciné II, 10e (47-70-21-71).
GO FISH (A., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; Studio Galande, 5e (43-26-94-08 ; rés. 40-30-20-10).
LA GRANDE COURSE AUTOUR DU MONDE (A., v.o.) : Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).
JANE EYRE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
LA JETÉE (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55).
KES (Brit., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).
NANOUK L'ESQUIMAU (A.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).
ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-26-94-08 ; rés. 40-30-20-10) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LA PANTHÈRE ROSE (A., v.o.) : Grand Action, 5e (43-29-44-40) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89).
QUAND L'INSPECTEUR S'EMMÊLE (Brit., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10).
SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LA VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).
LES VOYAGES DE GULLIVER (A., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-26-94-08 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
WEST SIDE STORY (A., v.o.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

FESTIVALS

ALFRED HITCHCOCK (v.o.), Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60). La Loi du silence, sam. 17 h, 18 h 45, 20 h 30, 22 h 15 ; L'Homme qui en savait trop, dim. 13 h 30, 15 h 40, 17 h 50, 20 h, 22 h 15 ; L'Inconnu du Nord-Express, lun. 13 h 10, 15 h, 16 h 50, 18 h 40, 20 h 30, 22 h 20 ; Une femme disparaît, mar. 13 h 30, 15 h 15, 17 h, 18 h 45, 20 h 30, 22 h 20.
ARNAUD DESPLECHIN, CINÉASTE DE NOTRE TEMPS, Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09). La Vie des morts, mar. 12 h 15, 19 h 45 ; La Sentinelle, mar. 21 h.
AVANT-PREMIÈRE (v.o.), Rex (le Grand Rex), 2e (39-17-10-00). Rock, lun. 20 h 30.
AVANT-PREMIÈRE (v.o.), 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83). Guantanamera, mar. 20 h 30.
AVANT-PREMIÈRE (v.o.), Latina, 4e (42-78-47-86). Guantanamera, mar. 21 h.
BUNUEL, ARCHITECTE DU RÊVE, Reflet Médicis II, 5e (43-54-42-34). Le Charme discret de la bourgeoisie, mar. 12 h ; Tristana, lun. 12 h.
BUSTER KEATON, CHORÉGRAPHE DU RIRE, Le Quartier latin, 5e (43-26-84-65). Les Lois de l'hospitalité, sam. 16 h 15 ; Le Figurant, dim. 16 h 15 ; les Trois Ages, lun. 16 h 15 ; Campus, mar. 16 h 15.
CINÉ-CLUB CLAUDE-JEAN PHILIPPE (v.o.), L'Arlequin, 6e (45-44-28-80). Chérie, je me sens rajeunir, dim. 11 h.
LE CINÉMA CHINOIS, DE LA TRADITION À LA MODERNITÉ (v.o.), Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60). Good Men, Good Women, sam. 18 h, 22 h ; Poussières dans le vent, sam. 16 h, 20 h ; Salé, sucré, dim. 11 h 40, 14 h, 18 h 05, 22 h 10 ; Le Maître de tai-chi, dim. 16 h 10, 20 h 15 ; Qiu Ju, une femme chinoise, lun. 12 h, 13 h 50, 18 h 10, 22 h 25 ; Le Cerf-volant bleu, lun. 15 h 40, 20 h ; Raining in the Mountain, mar. 12 h, 17 h 05, 22 h 15 ; La Cité des douleurs, mar. 14 h 05, 19 h 10.
LA FEKS, LA FABRIQUE DE L'ACTEUR EXCENTRIQUE (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). La Nouvelle Babylone, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Les Faubourgs de Vyborg, mar. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Don Quichotte, sam. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Le Roi Lear, dim. 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30.
FESTIVAL MORETTI (v.o.), Reflet Médicis II, 5e (43-54-42-34). Bianca, lun. 12 h 05.
GÉNÉRATION 90, Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77). La Sentinelle, sam. 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Personne ne m'aime, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Loin du Brésil, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; La Petite Amie d'Antonio, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
JAMES BOND (v.o.), Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14). Opération Tonnerre, sam. 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15 ; On ne vit que deux fois, dim. 13 h 45, 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15 ; Les diamants sont éternels, lun. 13 h 45, 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15 ; Casino Royale, mar. 13 h 45, 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15.
JAMES BOND (v.o.), Grand Pavois, 15e (45-54-46-85). Permis de tuer, lun. 21 h ; L'Espion qui m'aimait, dim. 17 h 50, lun. 16 h 30 ; Vivre et laisser mourir, dim. 13 h 50 ; Tuer n'est pas jouer, sam. 20 h, mar. 14 h ; L'Homme au pistolet d'or, mar. 16 h 30 ; Moonraker, dim. 22 h 15 ; Dangereusement vôtre, sam. 18 h, mar. 21 h ; Rien que pour vos yeux, dim. 20 h ; Octopussy, lun. 14 h.
LIAISONS DANGEREUSES (v.o.), Parc de La Villette. Prairie du Triangle, 19e (40-03-75-03). Last Seduction, sam. 22 h ; The Servant, dim. 22 h ; Amateur, mar. 22 h.
MARIA KOLEVA FILMS, Cinoche Vidéo, 5e (47-00-61-31). Isabelle et les 27 voleurs, une leçon, sam. 18 h, dim. 17 h, lun. 18 h, mar. 18 h ; Annie Vacelet, psychogéographe, dim. 12 h ; John, le dernier ouvrier sur terre, dim. 15 h ; Antoine Vitez s'amuse avec Claudel et Brecht, lun. 20 h ; Paroles tues, ou aimer à Paris en étrangère, sam. 20 h ; L'Etat de bonheur permanent, dim. 19 h.
LES MARX BROTHERS (v.o.), Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60). Les Marx au grand magasin, mar. 11 h 50 ; Une nuit à l'opéra, dim. 11 h 45 ; La Soupe au canard, lun. 11 h 50.
MIZOGUCHI RETROUVÉ (v.o.), L'Arlequin, 6e (45-44-28-80). Les Contes de la lune vague après la pluie, sam. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; L'Impératrice Yang Kwei Fei, dim. 13 h 50, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Les Sœurs de Gion, lun. 13 h 50, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Une femme dont on parle, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
MODÈLES DU 7e ART, LA COMÉDIE (v.o.), Reflet Médicis I, 5e (43-54-42-34). Tueurs de dames, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Le Pigeon, sam. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Noblesse oblige, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Divorce à l'italienne, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
PANORAMA DU CINÉMA IRANIEN D'HIER ET D'AUJOURD'HUI (v.o.), Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09). Le Foulard bleu, lun. 17 h.
REGARDS SUR LE CINÉMA JAPONAIS (v.o.), Le Quartier latin, 5e (43-26-84-65). Le Roman de Genji, lun. 14 h ; L'Ange ivre, dim. 14 h, mar. 14 h.
RÉTROSPECTIVE DAVID CRONENBERG - JOHN CARPENTER (v.o.), Grand Action, 5e (43-29-44-40). Invasion Los Angeles, sam. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; la Mouche, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Prince des ténèbres, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Rage, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
WERNER FASSBINDER (v.o.), Accatone, 5e (46-33-86-86). L'amour est plus froid que la mort, mar. 15 h 10.
WIM WENDERS (v.o.), Accatone, 5e (46-33-86-86). Les Ailes du désir, sam. 17 h ; Alice dans les villes, lun. 19 h 10 ; Jusqu'au bout du monde, sam. 21 h 10 ; l'Etat des choses, mar. 16 h 40 ; Paris, Texas, mar. 19 h.

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Révisons nos classiques : Le Ballet mécanique (1923), de Fernand Léger ; Entr'acte (1924), de René Clair ; Cinq minutes de cinéma pur (1925-1926), d'Henri Chomette, 16 h 30 ; Rêves à vendre (1947, v.o.), d'Hans Richter, 19 h 15 ; La Coquille et le Clergyman (1927), de Françoise Dulac ; La Glace à trois faces (1927), de Jean Epstein, 21 h 15.

SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24)
DIMANCHE
Exotismes : Deux nigauds légionnaires (1950, v.o.), de Charles Lamont, 17 h ; Le Grand Jeu (1933), de Jacques Feyder, 19 h 30 ; La Patrouille perdue (1934, v.o.s.t.f.), de John Ford, 21 h 45.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
DIMANCHE
Le Cinéma turc : Le Héros des neuf montagnes (1958, v.o.s.t.f.), de Metin Erksan, 14 h 30 ; Contes de lune (1995, v.o.s.t.f.), d'Erden Kiral ; Une saison à Hakkari (1983, v.o.s.t.f.), d'Erden Kiral, 17 h 30 ; Je ne peux vivre sans toi (1977, v.o.s.t.f.), de Metin Erksan, 20 h 30.

LUNDI
Le Cinéma turc : Rosa mon amour (1991, v.o.s.t.f.), d'Isil Ozgenturk, 14 h 30 ; Bedrana (1974, v.o.s.t.f.), de Süreyya Duru, 17 h 30 ; Deux étrangers (1991, v.o.s.t.f.), de Halit Refig, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)
MARDI
Portraits de Berlin : Le Logement de l'ouvrier (1930), de Slatan Dudow, 16 h 30 ; Kuhle Wampe (1932, v.o.s.t.f.), de Slatan Dudow, 14 h 30 ; Berlin au coin de la rue (1966-1972, v.o.s.t.f.), de Gerhard Klein, 19 h ; Summer in the City (1971, v.o.s.t.f.), de Wim Wenders, 21 h.

GALERIE NATIONALE DU JEU DE PAUME

(47-03-12-50)
DIMANCHE
Cocorico M. Poulet (1974), de Damouré Zika, Lam Ibrahim, Jean Rouch, 17 h.
MARDI
Dongo Hori, de Jean Rouch, 18 h.

SAMEDI 20 JUILLET

TF 1

20.50

POKER D'AMOUR À LAS VEGAS
Téléfilm [1 et 2/2] de Buzz Kulik. (220 min). 58854827
Gino Santangelo, simple bootlegger pendant la prohibition, a bâti un empire. Sa fille ambitionne de lui succéder...

0.30

LA NUIT OLYMPIQUE
Les Jeux olympiques d'Atlanta 96. Présenté par Thierry Roland, Hervé Mathoux.
En direct : Natation ; Basket (Etats-Unis-Argentine).
En différé : Basket ; Judo ; Football (France-Australie).
(305 min). 34888334
L'occasion de voir à l'œuvre la "Dream Team III" avec des noms aussi prestigieux que Scottie Pippen, Charles Barkley, Shaquille O'Neal... A eux de faire aussi bien que leurs illustres prédécesseurs.
5.35 Histoires naturelles.

France 2

20.55

FORT BOYARD
Présenté par Patrice Laffont et Cendrine Dominguez. Avec José Touré, Dominique Rocheteau, Joseph-Antoine Bell, Annick Gailhaguet, Cathy Arnaud, Philippe Nagy. Au profit de l'association «Comité Perce-Neige» (100 min). 1622575

22.35

J.O. D'ATLANTA
En direct. Présentés par Gérard Holtz et Pierre Sled. Boxe ; Escrime ; Haltérophilie ; Football ; Hockey sur gazon ; Gymnastique ; Judo ; Volley-ball (115 min). 3073310
0.30 Journal, Météo.
0.45 Les J.O. d'Atlanta. En direct. Présentés par Gérard Holtz et Pierre Sled. Haltérophilie ; Football ; Gymnastique ; Lutte gréco-romaine ; Waterpolo ; Natation ; Base-ball ; Basket-ball ; Boxe ; Volley-ball (310 min). 13860063

France 3

20.50

J.O. D'ATLANTA
En direct.
Escrime : demi-finale épée individuel messieurs, bronze et or ; Judo : finales poids lourds messieurs et dames ; Water-polo messieurs ; Boxe (115 min). 447933

22.45

LE ROI DES DERNIERS JOURS
Téléfilm de Tom Toelle, avec Christophe Waltz, Mario Adorf [2/2] (90 min). 293204
0.15 Journal, Météo.
0.35 Les Cavales de la nuit. Carzou par Carzou (110 min).
Portrait d'un artiste qui, débarqué à Montparnasse dans les années 20, va traverser les courants artistiques de l'époque avant de trouver sa voie.

Arte

20.45

LA FEMME DE TA VIE
Série [1/7]. La femme désirée, de Jaime Botella, avec Altana Sanchez-Gijon (51 min). 7302933
Un homme décide de rompre avec sa fiancée si celle-ci est une fois de plus en retard à leur rendez-vous. Mais la jeune fille ne vient pas.
21.35 Métropolis. Portrait : Amnon Barzel, directeur du Musée juif de Berlin ; etc. (60 min). 5484020

22.35

MUSIC PLANET
Magazine.
Le rebelle au cœur tendre : Udo Lindenberg, une légende allemande du rock (60 min). 2333469
Sorte de Renaud version allemande, Udo Lindenberg reste, malgré ses cinquante ans et son succès, un rocker engagé qui trouve son public chez les ouvriers comme chez les intellectuels. Véritable bête de scène, il s'intéresse également au théâtre, écrit des livres et a joué au cinéma : un artiste véritablement complet
23.35 La Victoire des ténèbres. Téléfilm d'Igor Maslennikov. (58 min). 4085681
L'histoire de la Russie au XXe siècle en sept téléfilms.
0.35 L'Ile aux trente cercueils. Feuilleton [7/12] (rediff.). 1.00 Le Cœur sur la main ■ Film français d'André Berthomieu avec Bourvil (1949, N., 95 min). 2.35 Carlos Santana Live in Concert. Musique (20 min).

M 6

20.45

LA PLANÈTE DES SINGES
Téléfilm, avec Roddy McDowall.
[2/5] La ville oubliée, de Don Weiss et Arnold Laven (95 min). 998556
[3/5] La trahison, de Jack Starett et Ralph Senensky (95 min). 713488
Après avoir survécu à une tempête spatiale, trois astronautes se retrouvent projetés dans le futur sur la planète Terre. Ils découvrent qu'elle est gouvernée par un peuple de singes qui ont fait des hommes leurs esclaves. On retrouve dans ce téléfilm les décors, masques et costumes ayant servi à l'adaptation cinématographique du roman de Pierre Boulle.
0.10 Murder One, l'affaire Jessica. Série. Chapitre 12 (50 min). 208075317
1.05 Best of Dance. Musique.
2.35 La Saga de la chanson française. Documentaire. Gilbert Bécaud. 3.25 Culture pub. Magazine. 4.20 Mode 6, spécial haute couture. Magazine. 4.45 L'Inde du cachemire. Documentaire. 5.30 Boulevard des clips. Musique.

Canal +

▶ Les J.O. en direct.
20.30 Tir. Finale du 10 m messieurs pistolet à air comprimé.
21.00 Base-ball ; Basket-ball ; Escrime ; Football ; Judo ; Water-polo.
21.30 Lutte gréco-romaine. Les 48 kg et 100 kg messieurs (30 min). 558
22.00 Haltérophilie ; Volley-ball.
22.30 Gymnastique artistique.
22.40 Water-polo.
23.00 Basket-ball.
23.30 Hockey sur gazon. (50 min). 88575
0.20 Water-polo.
0.30 Football ; Volley-ball.
1.30 Football ; Volley-ball ; Natation.
2.00 Basket-ball ; Base-ball ; Boxe ; Hockey sur gazon.
2.10 Natation. 400 m en individuel 4 nages dames, 200 m nage libre messieurs finales A et B (110 min). 3307808
4.00 Basket ball ; Volley-ball ; Water-polo...

Radio

France-Culture

20.45 Fiction : Le nouveau répertoire dramatique. (Rediff.) On s'entendait si bien, d'Olivier Dutaillis.
22.35 Musique : Opus. Angelin Preljocaj.
0.05 Fiction : Tard dans la nuit. (Rediff.). Entre trois et quatre, extrait de Love Boat II, de Francis Scott Fitzgerald. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (Rediff.).

France-Musique

21.00 Festival de Beaune. Festival d'été Euroradio. Concert donné par l'Orchestre Les Talents lyriques, dir. Christophe Rousset : Rinaldo, de Haendel, Sara Mingardo (Rinaldo).
0.05 Musique pluriel. Ensemble, de Cowell, par le Northwest Chamber Orchestra Seattle, dir. Alan Francis ; Quatre petits moments brefs, de Aperghis, Elisabeth Chojnacka, clavecin, Sylvio Gualda, percussions. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Hommage à Paul Verlaine. Danse slave, de Chabrier, par l'Orchestre national de France, dir. A. Jordan ; Ariettes oubliées, de Debussy, V. Dietschy ; Parsifal, prélude, de Wagner, par le Philharmonic de Vienne, dir. G. Solti ; Œuvres de Chabrier : Vaucochard et Fils 1er, extraits, par le Collegium Musicum de Strasbourg ; Le Ruban dénoué, de Hahn ; Œuvres de Fauré : Masques et Bergamasques, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. E. Ansermet ; La Bonne Chanson, G. Souzay, baryton, Baldwin, piano ; Petite Suite, de Debussy, par l'Orchestre symphonique de Detroit, dir. P. Paray ; Les Illuminations, de Britten, par The English Chamber Orchestra, Lott, soprano ; Suite Bergamasque, de Debussy, S. François, piano.
22.40 Da Capo. Alexander Schneider et Rudolf Serkin. Quatuor n° 1, de Haydn, par le Quatuor Schneider ; Quintette op. 34, de Brahms, par le Quatuor de Budapest, Serkin, piano ; Rondo K 382, de Mozart, par l'Orchestre symphonique Columbia, dir. Alexander Schneider. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Allocution du roi Albert II de Belgique.
19.40 Journal (RTBF).
20.00 Le Château des Oliviers. 10/12. L'heure de la mécanisation.
22.10 Le Cheval à robe rayée.
23.05 Monfreid.
23.50 Insoumis. Mémoires de prêtres ouvriers.
21.30 Reportages.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Faites la fête.
0.30 Journal (Soir 3).

Planète

20.35 Vacances en 36 poses.
21.20 15 jours sur Planète.
21.45 Les Plus Beaux Jardins du monde.

Paris Première

20.00 Golf en capitale.
20.30 Danse sportive.
22.30 Concert : Gilbert Bécaud. (60 min) 9498594

France Supervision

20.40 Les J.O. d'Atlanta.
22.30 J.O. : Gymnastique.
1.30 J.O. : Natation (110 min).

Ciné Cinéfil

20.50 Le Club. Invitée : Geneviève Page.
22.05 Hollywood Backstage.
23.00 Le Traître ■ ■ Film d'Anatole Litvak (1950, N., v.o., 115 min) 31280827
0.55 Le Premier Rebelle ■ Film de William Seiter (1939, N., v.o., 85 min) 81168585

Ciné Cinémas

20.40 Sniper. Téléfilm de Klaus Biedermann (1989, 85 min) 92539643
22.05 Les Dessous d'Hollywood. De Nicolas Kent. Les stars.
23.00 Bandini ■ Film de Dominique Deruddère (1989, 100 min) 81973488
0.40 Geishas à tout faire. Téléfilm classé X (80 min) 85172686

Série Club

20.45 Miami Vice.
22.15 Mission impossible.
23.00 Les Têtes brûlées.
23.45 Hong Kong Connection.
0.30 D'Artagnan amoureux.
1.30 Winnetou le mescalero. Fleur de la prairie (60 min).

Canal Jimmy

20.50 Friends. Celui qui avait un cœur d'artichaut.
21.15 Le Guide du parfait petit emmerdeur. Bout à bout.
21.25 Batman.
22.15 Chronique californienne.
22.20 T'as pas une idée ? Invité : Bernard Giraudeau.
23.20 L'Adieu aux as.
0.15 Motor Trend.

Eurosport

17.30 J.O. : Tir.
18.00 J.O. : Basket-ball. En direct. Eliminatoires messieurs : Yougoslavie - Grèce (90 min). 879558
19.30 J.O. : Natation.
20.30 J.O. : Boxe. En direct. Préliminaires : 1re série (30 min). 295878
21.00 Olympic Extra.
21.30 J.O. : Judo. En direct. Catégorie lourds dames (+ 72 kg) et messieurs (+ 95 kg) : Finales (60 min). 461285
22.30 J.O. : Boxe. En direct. Préliminaires : 1re série (60 min). 485885
23.30 J.O. : Escrime.
0.45 Olympic Spécial.
1.15 J.O. : Haltérophilie.
2.00 J.O. : Boxe. En direct. Préliminaires : 1re série (240 min). 19960614

Les films sur les chaînes européennes

TSR

22.10 Le Troisième Homme. Film de Carol Reed (1949, N.). Avec Joseph Cotte. *Drame.*
ou 22.10 La Grande Vadrouille. Film de Gérard Oury (1966). Avec Bourvil, Louis de Funès. *Comédie.*
ou 22.10 L'Arme fatale. Film de Richard Donner (1992, 95 min). Avec Mel Gibson. *Policier.*
0.00 Le Club des monstres. Film de Roy Ward Baker (1980, 95 min). Avec Vincent Price. *Comédie.*

DIMANCHE 21 JUILLET

TF 1

13.00 Journal, Météo.
13.20 Walker Texas Ranger. Série. Les dangers de la rue.
14.15 Arabesque. Série. Un sosie parfait.
15.15 Le Rebelle. Série. Le célibataire le plus recherché.
16.00 Les Dessous de Palm Beach. Série. Témoin de tout repos.
16.55 Disney Parade.
18.05 Les Sauveteurs de l'impossible. Série. La passion du jeu.
19.05 Alerte à Malibu. Série. A chacun sa méthode.
20.00 Journal, le journal des J.O., Tiercé, Météo.

20.50

DÉLIT MINEUR
Film de Francis Girod avec Caroline Cellier (1993, 108 min). 398112
Drame bourgeois faussement simenonien.
22.45 Ciné dimanche.

22.55

AFTERS HOURS ■ ■
Film de Martin Scorsese (1985), avec Griffin Dunne, Rosanna Arquette (98 min). 863153
Etonnante plongée dans l'inconscient d'une grande ville, par l'alliance de la comédie loufoque, du film noir et du fantastique.
0.40 La Nuit olympique. Présentée par Thierry Roland, Hervé Mathoux. En direct : Natation. En différé : Cyclisme ; Judo ; Escrime (270 min). 72149754
5.05 Histoires naturelles.

France 2

13.00 Journal, Loto.
13.25 En attendant le Tour.
13.45 Cyclisme. En direct. Le Tour de France. Dernière étape : Palaiseau-Paris Champs-Elysées (145 km).
17.35 Vélo club.
18.35 J.O. d'Atlanta. Aviron ; Escrime ; Natation (35 min). 902179
18.50 Stade 2.
19.25 J.O. d'Atlanta. Présentés par Pierre Sled. Gymnastique ; Lutte gréco-romaine ; Boxe ; Judo ; Basket-ball ; Water-polo. 19.55, Image du jour (34 min). 735334
19.59 Journal, Journal des Jeux, A cheval, Météo.

20.55

LA CRIME ■
Film de Philippe Labro avec Claude Brasseur, Gabrielle Lazure (1983, 105 min). 9391841
Polar très « mode » par certains côtés, mais avec l'efficacité style film noir à l'américaine cher à Labro.

22.45

J.O. D'ATLANTA
En direct. Présentés par Gérard Holtz et Pierre Sled. Boxe ; Escrime ; Judo ; Hockey sur gazon ; Base-ball ; Equitation ; Football ; Haltérophilie (110 min). 9310334
0.35 Journal, Météo.
0.50 J.O. d'Atlanta. En direct. Présentés par Gérard Holtz et Pierre Sled. Basket-ball ; Gymnastique ; Lutte gréco-romaine ; Natation ; Water-polo ; Base-ball ; Boxe ; Football ; Hockey sur gazon ; Volley-ball (308 min). 13833919

France 3

12.40 Journal, *Météo des plages.*
13.05 Keno.
13.10 Les Quatre Dromadaires. Ratons laveurs et castors, compagnons des bois.
14.05 Matlock. Le juge. Série.
14.55 J.O. d'Atlanta. En direct. Natation ; Cyclisme sur route : finale course sur route dames ; Gymnastique ; Judo ; Tir : finale pistolet 10 m dames et finale fosse messieurs ; Hockey (205 min). 21448841
18.20 Y a pire ailleurs.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
19.55 J.O. d'Atlanta.
20.35 Cyclisme. Le Journal du Tour.

20.50

J.O. D'ATLANTA
En direct.
Escrime ; Football ; Gymnastique ; Judo : finale poids mi-lourds M et D ; Haltérophilie ; Lutte gréco-romaine M (120 min). 246334
22.50 Le Bêtisier du vélo.
23.45 Journal, Météo.

0.10

CABIN IN THE SKY ■ ■
Film de Vincente Minnelli (1942, N., v. o., 122 min). 7062984
Little Joe, joueur impénitent, se trouve entre la vie et la mort à la suite d'une bagarre. Le Seigneur lui accorde six mois de plus sur terre pour s'amender. Mais Lucifer Junior veut le faire chuter pour s'emparer de son âme.
1.45 Studio Visit. Court métrage de Vincente Minnelli (1946, N., 35 min). 48271025

La Cinquième

13.00 Jimbô. 13.30 Teva. 14.30 Autour des festivals. *Autour de l'opéra et de l'art lyrique.*
15.30 Les Lumières du music-hall. Mistinguett. *A 18 ans, Jeanne Florentine Bourgeois dite Mistinguett, fait ses débuts sur les scènes du caf'conc, avant de triompher à l'Eldorado, puis au Casino de Paris.*
16.00 Maria Vandamme. [4/4] Feuilleton. 17.30 Georges Pompidou, portrait. 18.30 Va savoir.

Arte

19.00 Premiers Comiques. Courts métrages. Boireau empoisonneur (1913) ; Caza fait des échanges (1913) ; Arthème fait des affaires (1916) ; Tribulations d'une grosse caisse (1909, rediff., 30 min). 1805
19.30 Maestro. Magazine. Concerts pour les jeunes avec l'Orchestre philharmonique de New York, dir. : Leonard Bernstein. Les atomes musicaux (60 min). 2088
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

SOIRÉE THÉMATIQUE : JEUX OLYMPIQUES : UN MONDE PRESQUE PARFAIT
20.46 Cocktail olympique. Documentaire d'Albert Knechtel et Jacques Maigne (90 min). 100332605
Présenté sous forme d'abécédaire, de A comme Atlanta à Z comme Zeus, en passant par G comme gazelle (les reines du sprint), P comme politique ou Q comme Quinon, notre perchiste médaillé d'or surprise à Los Angeles.
22.15 Héros. Documentaire de Jacques Maigne et Albert Knechtel (60 min). 2312976
Une rencontre avec huit champions (Silivas, Gross, Geesink, Fosbury, Jones-Slater, Keino, Drut et Smith) pour évaluer ce qu'aura changé dans leur vie la médaille d'or.
23.15 Soy Cubano. Documentaire de Pierre Caule (52 min). 4011860
Dans les coulisses de l'équipe olympique cubaine.
0.15 Bibliographie.
0.20 Métropolis (rediff., 60 min). 1.20 Le Canapé rouge. Dialogues burlesques sur canapé. Série. 1.50 La Saga de Montreux. Documentaire de Bernard Tournois (rediff.).

M 6

12.45 Business woman. Téléfilm de Charles Jarrott [1 et 2/2] d'après le roman de Jackie Collins, avec Kim Delaney, Jack Scalia (173 min). 55571711
15.55 et 0.55 Motocyclisme. Grand Prix moto de Grande-Bretagne.
17.05 L'Etalon noir, l'aventure commence. Téléfilm, avec Mickey Rooney, Richard Ian Cox (94 min). 9307131
18.50 Models Inc. Série.
19.50 Tour de France à la voile. La Rochelle.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 E = M 6. Spécial parachute.
20.35 et 0.50 Sport 6.

20.45

▶ CAPITAL
Spécial été. Invitée : Ophélie Winter. Reportages : Machine à tops ; CD pirates ; Moine PDG (115 min). 232841
22.40 Culture pub. Spécial gros sous.

23.10

LA MAISON DES FANTASMES
Téléfilm érotique de Nini Grassia, avec Helmut Berger, Margie Newton (90 min). 9248315
Une jeune et belle avocate rend visite à l'un de ses clients qui lui lègue, peu avant de mourir, un mystérieux coffret. S'installant dans l'appartement du défunt, elle découvre dans la boîte plusieurs cassettes enregistrées...
2.05 Best of 100 % nouveautés. Musique. 3.35 Femmes dessus-dessous. Documentaire. 4.25 Fréquenstar. Magazine. 5.20 Boulevard des clips. Musique.

Canal +

▶ Les J.O. en direct.
14.00 Les J.O. d'Atlanta. Escrime : Epée en individuel dames (60 min). 33247
15.00 Aviron ; Equitation ; Hockey sur gazon ; Softball ; Tir.
15.30 Gymnastique artistique ; Judo.
15.45 Escrime.
16.00 Aviron ; Basket-ball ; Lutte gréco-romaine ; Volley-ball.
16.05 Natation.
16.25 Escrime ; Cyclisme ; Water-polo ; Natation ; Aviron ; Gymnastique artistique ; Softball ; Aviron ; Basket-ball ; Tir ; Escrime.
▶ En clair jusqu'à 20.30
18.30 Géorgia. Magazine présenté par Charles Bietry. Haltérophilie, Volley-ball, Water-polo, Boxe, Tir.
20.30 Football. Groupe F dames (30 min). 808
21.00 Base-ball ; Basket-ball ; Football ; Gymnastique artistique ; Judo ; Equitation ; Escrime ; Water-polo.
21.30 Lutte gréco-romaine. Finale des 48 kg messieurs (30 min). 860
22.00 Football ; Haltérophilie ; Lutte gréco-romaine ; Volley-ball.
22.05 Escrime. Epée individuel dames, sabre individuel messieurs (35 min). 377334
22.40 Water polo ; Basket-ball ; Football ; Gymnastique artistique.
23.20 Lutte gréco-romaine ; Hockey sur gazon ; Lutte gréco-romaine ; Water-polo ; Football ; Softball ; Volley-ball ; Natation ; Base-ball ; Basket-ball ; Boxe ; Hockey sur gazon.
2.15 Natation. 2445613
3.00 Softball.
4.00 Basket-ball ; Volley-ball ; Water-polo...

Radio

France-Culture

19.00 Projection privée. L'histoire des salles de cinéma en province.
19.40 For intérieur. Vincent Ravalec, cinéaste et écrivain.
20.30 Atelier de création radiophonique. (Rediff.). Le feu au lac pour Barney Willen. Identification de l'artiste au saxophone.
22.25 Poésie sur parole. Gustave Roud (6).
22.35 Musique : Le Concert. Concert imaginaire du GRM.
0.05 Clair de nuit. Tentatives premières. Trois histoires pour une tentative première par Virginie Quantin, et Cycles de vies par Valérie Geoffroy ; Rub a dub dub ; Rémanences ; Des mots dans le vent ; La Durée du oui : Nouvelle lecture cosmopolite chez Karismatik. 1.00 Les Nuits de France-Culture (Rediff.). Ceux du goulag (3) ; 1.59, Entretien avec Michel Deguy ; 4.02, Autour d'Elias Canetti (3) ; 4.29, Philippe Moreau, à propos de Vie d'Adrien, vie d'Héliogabale ; 4.59, James Ensor ; 6.24, Les intempéries (3) ; 6.33, Les oiseaux nyctalopes (3).

France-Musique

19.35 France-Musique l'été. 225e anniversaire de la naissance de Beethoven. Concert donné le 17 décembre 1995, salle Beethoven, à Bonn, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Lorin Maazel : Œuvres de Beethoven : Symphonie n° 6 : Pastorale ; Ah ! Perfido, air de concert pour soprano et orchestre op. 65, Charlotte Margiono, soprano ; Concerto pour piano et orchestre n° 4, Yefim Bronfman ; Symphonie n° 5.
22.30 Nuits Caraïbes. Concert donné le 15 juin, à la Cité de la musique, à Paris. Hommage à Eugène Mona.
0.05 Akousma. Instantanés musicaux de John Palmer, Miguel Calzor, Tamas Ungvary ; Cercles lumineux sur fond noir, de Mandolini ; La Disparition de l'Azur, de Karlsson ; Delta A, de Blomqvist ; Strings and Shadows, de Parmerud. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.00 Soirée lyrique. Sémélé, de Haendel, par le Chœur Ambrosian et l'English Chamber Orchestra, dir. John Nelson, Aler (Zeus), Ramey (Cadmus/Somnus).
23.00 Soirée lyrique (Suite). Hercule, ouverture, de Haendel, par l'English Baroque Soloists, dir. Gardiner ; Œuvres de Rossini, Bellini. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Journal (RTBF).
20.00 52 sur la Une (TF1 du 4/10/91)
21.00 Temps présent.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.20 Les J.O. d'Atlanta.
22.35 Liste noire ■ Film d'Alain Bonnot (1984, 105 min) 53405841
22.50 Le Théorème de Fermat.
23.40 Belgique, terre d'Islam.
0.20 Kaléidoscope.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

0.35 Milénium. [3/10].
1.30 Troisième Pôle.
2.00 L'Inde fantôme. [3/7] Réflexions sur un voyage.

Paris Première

20.30 Premières loges.
21.00 Mask ■ ■ Film de Peter Bogdanovich (1985, v.o., 115 min) 96153711
22.55 Concert : Marcus Miller. Enregistré au festival Jazz à Vienne, en 1994 (95 min). 6500402

France Supervision

19.00 et 0.40 Journal.
19.15 et 21.00, 23.00 J.O. : Gymnastique.
19.50 et 22.40 J.O. : Volley-ball.
1.15 J.O. : Hockey sur gazon.
1.30 J.O. : Natation (110 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Le Premier Rebelle ■ Film de William Seiter (1939, N., v.o., 85 min) 68012024
21.55 Le Régiment des bagarreurs ■ Film de William Keighley (1940, N., v.o., 80 min) 69080599
23.15 Du rififi à Tokyo ■ Film de Jacques Deray (1962, N., 105 min) 98573334

Ciné Cinémas

20.30 La Baston ■ Film de Jean-Claude Missiaen (1985, 95 min) 4200131
22.05 L'Affaire Al Capone ■ Film de Roger Corman (1967, v.o., 100 min) 41992334
23.45 Vivre ■ ■ Film de Zhang Yimou (1994, v.o., 130 min) 62113605

Série Club

20.45 Cimarron Strip.
22.00 Mission impossible. Les baladins de la liberté.
22.50 Les Têtes brûlées.
23.40 Hong Kong Connection. L'intermédiaire (55 min).

Canal Jimmy

20.00 Seinfeld. La place de stationnement.
20.30 Dream On. SOS Amitié.
20.55 Top bab.
21.35 Father Ted.
22.05 et 0.50 La Semaine sur Jimmy.
22.15 New York Police Blues.
23.00 Le Meilleur du pire.
23.35 Friends.
0.00 Batman.

Eurosport

19.00 J.O. : Cyclisme. En direct. Course sur route dames : finale (90 min). 528044
20.30 J.O. : Boxe. En direct. Préliminaires : 1re série (30 min). 995131
21.30 J.O. : Judo. En direct. Catégorie mi-lourds dames (-72 kg) et messieurs (-95 kg) : finales (60 min). 335860
22.30 J.O. : Escrime. En direct. Sabre individuel messieurs et épée individuelle dames ; finales (30 min). 915895
23.00 J.O. : Natation.
23.30 J.O. : Gymnastique. En direct. Epreuves par équipes dames : exercices imposés (75 min). 3373421
1.15 J.O. : Haltérophilie.
2.00 J.O. : Boxe. En direct. Préliminaires : 1re série (195 min). 32071551

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

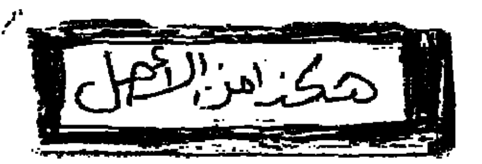
20.30 Le Jardinier d'Argenteuil. Film de Jean-Paul Le Chanois (1966, 95 min). Avec Jean Gabin. *Comédie.*
22.05 Le Pape de Greenwich Village. Film de Stuart Rosenberg (1984, 125 min). Avec Eric Roberts. *Comédie policière.*
0.25 Le Petit Prof. Film de Carlo Rim (1958, N., 85 min). Avec Darry Cowl. *Comédie policière.*

TMC

20.35 La Nuit américaine. Film de François Truffaut (1973, 115 min). Avec François Truffaut. *Comédie dramatique.*

ATLANTA 96
Le détail et la programmation des épreuves olympiques sont en p. 12

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ *Chef-d'œuvre ou classique.*
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



Le Monde
DIMANCHE 21 - LUNDI 22 JUILLET 1996

Jeux de pistes

par Alain Rollat

QUOI DE NEUF, cher frère, depuis tes premiers Jeux d'Olympie ? As-tu beaucoup avancé depuis que tu cours toujours plus vite ? T'es-tu beaucoup élevé depuis que tu sautes toujours plus haut ? Te portes-tu beaucoup mieux depuis que tu es toujours plus fort ? Et les dieux du stade ? Te sont-ils plus propices depuis qu'ils sont devenus les dieux de l'écran ? On raconte que ce cher Prométhée, naguère condamné par Zeus pour avoir dopé les mortels, n'est plus enchaîné à un rocher mais assujetti à un récepteur de *télévision*... Sa condition s'en trouve-t-elle améliorée ? Nous l'espérons pour toi.

Quoi ! Que murmures-tu ? On ose prétendre que tes XXIIIes Jeux seront ceux du *business*... Ne te laisse pas déconcentrer par ces balivernes. Les Jeux ont toujours été ceux de l'argent. Il n'y avait que les naïfs Perses pour croire que tes valeureux ancêtres de la Grèce antique rivalisaient dans les stades pour gagner des couronnes de laurier. Sous ce symbole se cachaient déjà bien des avantages.

Les lauréats étaient faits notables, promus généraux ; ils étaient à ce point adulés par la foule que les philosophes s'en plaignaient. Rassure-toi : tes idoles sponsorisées d'Atlanta ne vaudront pas moins que celles d'Athènes.

Quoi ! Que dis-tu ? Certains jugent dérisoire ta présence sur les gradins par télécommande interposée ; elle leur paraît infantile au moment où notre planète subit mille maux... N'aie cure de ces médisances. Ne boude pas ton plaisir. Souviens-toi que le jour même où Léonidas et ses soldats de Sparte se faisaient tailler en pièces en essayant, en vain, d'arrêter aux *Thermopyles* l'armée de Xerxès qui menaçait Athènes, en l'an 480 avant J.-C., des milliers de spectateurs, nos frères aînés, regardaient tranquillement Théagène de Thasos remporter le prix de Pancrace.

Crois-tu que ce cher Eschyle, dont on perpétue les tragédies en Avignon, ajouterait quoi que ce soit à ses descriptions de l'inhumanité des dieux et de la barbarie des hommes s'il vivait encore ? N'avait-il pas tout vu de nos mœurs cruelles depuis qu'il avait combattu à Marathon et à Salamine ?

L'essentiel est que tu saches où tu cours, vers quoi tu sautes, à quelle fin tu cultives ta force. Car *tu le sais, n'est-ce pas ?* Tu vas bien quelque part ? A-t-on jamais vu une piste olympique conduire nulle part ? Ote-moi donc d'un doute : es-tu plus heureux depuis que tu fonces, comme cela, vers ce quelque part ? Nous te posons la question parce que, chez nous, un vieux fou, un certain Heidegger, affirme qu'il existe une piste qui ne mène nulle part. C'est, dit-il, le sentier que les bûcherons ont ouvert dans la forêt pour aller couper du bois. Quand on le suit, on ne débouche sur rien, sinon sur une clairière pleine de soleil.

Cela veut dire, selon lui, que le nulle part n'est pas rien et que tout coureur n'arrive au terme de sa course que lorsqu'il décide d'aller nulle part. Pourquoi n'irions-nous pas voir ensemble si la liberté est vraiment au fond de cette impasse ?

La maladie de la « vache folle » atteint 750 bovins britanniques par mois

La crise sera au centre de la réunion des ministres européens de l'agriculture

UNE MOYENNE de 750 cas de « vache folle » a été enregistrée chaque mois en Grande-Bretagne depuis le début de l'année, a annoncé vendredi 19 juillet le ministère britannique de l'agriculture. De janvier à juin, 4 520 cas ont été enregistrés : 785 cas en janvier, 1 000 en février, 736 en mars, 545 en avril, 515 en mai, et 939 en juin. Au total, depuis 1986, 161 892 cas ont été recensés, l'année noire étant 1993 avec 34 370 cas.

Les répercussions de cette crise seront à nouveau examinées par le conseil des ministres de l'agriculture de l'Union européenne qui se réunit à Luxembourg à partir du lundi 22 juillet. Les ministres doivent également discuter la fixation des prix agricoles communautaires pour la prochaine campagne, ainsi que le taux de jachère et l'organisation commune du marché des fruits et légumes. Mais la « vache folle » dominera encore les travaux. Le gouvernement français a fait savoir à ses partenaires qu'il souhaitait une meilleure coordination des politiques de prévention des Etats membres. Les ministres doivent, en outre, examiner les moyens d'harmoniser les procédés de fabrication de farines carnées dans les pays de l'Union, ainsi que l'indemnisation financière pour les éleveurs frappés par la crise.

COMMISSION D'ENQUÊTE

Le président de la Fédération nationale des producteurs de lait en France, Jean-Michel Lemetayer, estime que la crise a également des répercussion graves parmi ses adhérents, puisque la chute des cours des vaches de réforme entraîne un perte d'environ 700 millions de francs. Les mesures d'aides arrêtées par le gouvernement doivent, selon lui, à l'image de ce que fait l'Allemagne, s'appliquer à l'ensemble des troupeaux bovins, qu'ils soient orientés vers la production de lait ou de viande.

C'est le député chrétien-démocrate allemand Reimer Böge, ingénieur agricole, qui a été désigné vendredi 19 juillet à Strasbourg pour présider la commission d'enquête dont la constitution avait été votée la veille par le Parlement européen, afin d'examiner le fonctionnement des institutions européennes dans la gestion de l'épizootie. Cette commission est appelée à commencer ses investigations à partir de septembre prochain pour une durée de trois mois. Elle est composé de dix-neuf eurodéputés, dont six français : André Laignel (PS), Jean-Pierre Bébéar (UDF-PR), Philippe Martin (Union pour l'Europe où siège le RPR), Noël Mamère (Energie radicale), Edouard des Places (villiériste), Jean-Claude Martinez (Front national).

En Allemagne, le Bundesrat, la chambre des Länder, a amendé vendredi un projet de loi du gouvernement prolongeant, sans délai de temps, l'interdiction d'importer en Allemagne la viande de boeuf britannique pour étendre cette interdiction au sperme. Si elle entrait en vigueur, cette décision mettrait Bonn en porte-à-faux avec l'Union européenne qui a levé en mai l'embargo frappant le sperme, la gélatine et le suif bovins de Grande-Bretagne.

La privatisation de la SFP est officiellement engagée

LE PROCESSUS de privatisation de la Société française de production (SFP) a été officiellement lancé, avec la publication, vendredi 19 juin au *Journal officiel*, de deux décrets *« autorisant le transfert au secteur privé »* de la société et précisant les possibilités de reclassement du personnel. Un premier décret, en date du 16 juillet, stipule qu'*« il est décidé de procéder au transfert du secteur public au secteur privé de la participation majoritaire détenue par l'Etat au capital de Société française de production et de création audiovisuelle »*.

Ce décret permettra au gouvernement de saisir la commission de privatisation et de lancer la procédure d'offres pour accueillir les candidatures. Une personnalité indépendante doit être chargée de veiller à la transparence de la procédure. Un second décret, publié le même jour, concerne la *« mobilité des personnels »*. Il précise que les sociétés de l'audiovisuel public (relevant du titre III de la loi de septembre 1986) doivent *« faire connaître à la SFP ainsi qu'au secrétariat permanent de la commission nationale de la mobilité, les emplois disponibles, susceptibles de permettre le reclassement à titre prioritaire des agents »* de la SFP.

La SFP a accusé un déficit de 270 millions de francs pour 1995. Ce chiffre comprend d'importantes provisions et dépréciations sur le siège de Bry-sur-Marne (60 millions); les labos du même endroit (15 à 20 millions) et le Théâtre de l'Empire (6 millions). Le chiffre d'affaires tomberait à 806 millions de francs en 1995 contre 924 millions en 1994. La SFP est présidée par Jacques Bayle, inspecteur des finances.

Le Front national de la jeunesse redoute une « révolution ethnique »

BIEN EN RANGS, une centaine de jeunes gens et de jeunes filles se tiennent au garde-à-vous tandis que deux de leurs camarades hissent au mât le drapeau tricolore. Chaque jour, l'université d'été du Front national de la jeunesse (FNJ), qui s'est tenue du 12 au 19 juillet à Neuvy-sur-Barangeon (Cher), a observé le même rythme : lever en musique à 7 heures, petit déjeuner à 7 h 30, lever des couleurs à 7 h 50, ateliers de formation, conférences données par les cadres du parti, activités sportives et enfin soirée culturelle ou de « défoulement ». Vendredi, en conclusion, Martine Lehideux, conseillère régionale d'Ile-de-France et « marraine » du FNJ, a présidé une cérémonie de remise de diplômes.

Bruno Mégret, délégué général du FN, a mis en garde les jeunes militants du FNJ contre *« le piège qui consiste à utiliser indifféremment les mots assimilation et intégration »*.

UN COMBAT IDENTITAIRE

Le Front national voit positivement *« l'assimilation des personnes individuellement »* – qui laisse *« intacte l'identité du peuple »* –, mais repousse l'intégration qui *« n'inclut pas le rejet de la culture d'origine »*. *« L'intégration, c'est la France dite plurielle »* qui, pour M. Mégret, *« met en péril l'identité française »*.

Le délégué général du FN a aussi récusé les discours anti-étatiques : *« C'est à travers l'Etat que la France a créé son unité. L'Etat doit demeurer la colonne vertébrale de la nation (...). Le FN doit défendre les fonctionnaires dans leur rôle légitime. »* M. Mégret estime que le FN doit *« combattre les tentatives de démantèlement du peuple français à travers les mouvements autonomistes »* et être *« du côté de ceux qui mènent le combat identitaire »*. Il a invité les participants à *« éviter »* que les mouvements régionalistes *« se perdent avec les autonomistes »*.

« Vous devez être présents partout pour reconquérir notre pays, rendre le pouvoir au peuple français », a enchaîné Samuel Maréchal, directeur national du FNJ, qui a incité les jeunes à s'approprier les *« associations sportives, culturelles et identitaires en les infiltrant par les éléments les plus formés »* du FNJ.

Pour le gendre de Jean-Marie Le Pen, *« si l'État français n'arrive pas à rétablir l'ordre républicain, la France se dirige tout droit, dans quelques semaines, dans quelques mois, non pas vers une guerre civile, mais vers une révolution ethnique »*. S'en prenant aux *« gouvernants »*, M. Maréchal s'est demandé comment le FN pourrait *« faire alliance avec ces traîtres de notre sang, avec ceux qui détruisent les traditions »*.

Christiane Chombeau

Nouveaux massacres de civils au Burundi

PLUS DE 300 civils hutus ont été tués, entre le 15 et le 25 juin, dans la province de Gitega, dans le centre du pays, lors de trois opérations de représailles menées par l'armée contre la rebellion hutue. Selon des témoignages qui viennent d'être recueillis auprès des habitants de la région, les événements les plus meurtriers ont eu lieu dans les communes de Giheta et de Gishuhi, au nord-ouest et au sud de Gitega. *« J'ai vu les tombes de 67 personnes »*, a indiqué un villageois de Giheta, qui a évoqué une opération de l'armée lancée à la mi-juin dans la zone de Kabanga. Le 25 juin, selon ces mêmes sources, l'armée a pilonné des collines sur lesquelles s'étaient installés de nombreux rebelles. Entre 100 et 200 civils auraient été tués pendant le bombardement et le *« ratissage »* qui a suivi. Enfin, à Gishuhi, des militaires se seraient livrés à de terribles représailles contre la population, après une embuscade montée par les rebelles vers le 18 juin et qui aurait causé la mort de six soldats. Une liste de 106 noms de victimes, dont beaucoup de femmes et d'enfants, a été établie par les autorités, mais les habitants considèrent ce chiffre comme largement sous-estimé. Depuis la fin juin, assassinats et embuscades continuent sans répit. Certains diplomates et des organisations humanitaires estiment que 20 à 30 personnes sont ainsi tuées chaque jour, soit environ 10 000 personnes par an. – *(AFP.)*

Une explosion à Marseille fait plusieurs blessés

UNE VIOLENTE explosion a fait au moins neuf blessés, samedi vers 9H30, dans un immeuble d'habitation situé à proximité de la gare Saint-Charles, à Marseille.
D'origine indéterminée, la déflagration s'est produite au quatrième étage d'une batiment qui en compte neuf. L'immeuble a été très fortement endommagé et, en fin de matinée, les pompiers redoutaient qu'il ne s'écroule. Des dégâts matériels importants ont également été signalés aux alentours. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **BOMBE ARTISANALE : un jeune homme de vingt-trois ans, Nordine Mahroug, a été interpellé et écroué à la prison de Fresnes**, après avoir été blessé par l'explosion d'une bombe artisanale qu'il avait fabriquée, dans la soirée du 12 juillet, dans un box de garage à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). Selon les experts du laboratoire central de la Préfecture de police de Paris, l'engin était constitué d'un mélange de sucre et de chlorate de soude. L'homme a affirmé avoir voulu confectionner *« un feu de bengale »* pour son anniversaire. Tout en écartant *a priori* l'hypothèse d'un acte terroriste, les policiers redoutent la multiplication d'incidents de ce type, qui évoquent une *« campagne d'essais »* dans ce département. Le 9 juillet à Chenevières, trois bancs publics en béton avaient été détruits par des engins explosifs de puissance moyenne.

■ **NUCLÉAIRE : la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) a autorisé, jeudi 18 juillet, le redémarrage du surgénérateur Superphénix de Creys-Malville (Isère). Le réacteur, arrêté le 3 mai pour procéder *« au remplacement des barres de commande du système de commande principale »*, peut désormais fonctionner jusqu'à 60 % de sa puissance (1.200 mégawatts).**

Tirage du *Monde* daté samedi 20 juillet 1996 : 505 249 exemplaires

TELEVISION